

UNIVERSITÉ DE PARIS. FACULTÉ DE DROIT

LA DOCTRINE CATHOLIQUE SUR L'USURE

D'APRÈS LES CONFÉRENCES ECCLÉSIASTIQUES DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
présentée et soutenue le 12 décembre 1941, à 14 heures

PAR

René PUYO

*Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Ancien Secrétaire de la Conférence du Stage
Licencié ès-Lettres
Diplômé de l'École des Sciences Politiques*

JURY DE LA THÈSE

Président : M. GRANDCLAUDE, Professeur
Suffragants : MM. LE BRAS, Professeur
FÉLIX OLIVIER-MARTIN, Professeur



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Nom du Candidat : **PUYO.**

Prénom : **René.**

Date de la soutenance :

Numéro d'ordre :

(Ces deux mentions seront complétées par le service de la Bibliothèque)

PUYO (René). — La Doctrine catholique sur l'Usure d'après les Conférences ecclésiastiques. — Les Presses Universitaires, in-8° r., p. 192.
(Thèse de Droit), Paris, 1941 (n°)

PUYO (René). — La Doctrine catholique sur l'Usure d'après les Conférences ecclésiastiques. — Les Presses Universitaires, in-8° r., p. 192.
(Thèse de Droit), Paris, 1941 (n°)

PUYO (René). — La Doctrine catholique sur l'Usure d'après les Conférences ecclésiastiques. — Les Presses Universitaires, in-8° r., p. 192.
(Thèse de Droit), Paris, 1941 (n°)

PUYO (René). — La Doctrine catholique sur l'Usure d'après les Conférences ecclésiastiques. — Les Presses Universitaires, in-8° r., p. 192.
(Thèse de Droit), Paris, 1941 (n°)

THE STATE OF NEW YORK

IN SENATE

JANUARY 18, 1892

REPORT

OF THE

COMMISSIONERS OF THE LAND OFFICE

IN RESPONSE TO A RESOLUTION
PASSED BY THE SENATE
JANUARY 18, 1892
RELATIVE TO THE
LANDS BELONGING TO THE STATE

ALBANY:
PUBLISHED BY THE
J. B. LEECH & CO. PRINTERS
1892

THE STATE OF NEW YORK
SENATE
JANUARY 18, 1892
RELATIVE TO THE
LANDS BELONGING TO THE STATE

ALBANY:
PUBLISHED BY THE
J. B. LEECH & CO. PRINTERS
1892

LA DOCTRINE CATHOLIQUE SUR L'USURE
D'APRÈS LES CONFÉRENCES ECCLÉSIASTIQUES
DE PARIS

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LA DOCTRINE CATHOLIQUE SUR L'USURE

D'APRÈS LES CONFÉRENCES ECCLÉSIASTIQUES DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
présentée et soutenue le 12 décembre 1941, à 14 heures

PAR

René PUYO

*Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Ancien Secrétaire de la Conférence du Stage
Licencié ès-Lettres
Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques*

JURY DE LA THÈSE

Président : M. GRANDCLAUDE, Professeur
Suffragants : MM. LE BRAS, Professeur
FÉLIX OLIVIER-MARTIN, Professeur



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

108, Boulevard Saint-Germain, PARIS - VI^e

1941

LA DOCTRINE CATHOLIQUE

sur l'USURE

D'APRÈS LES CONFÉRENCES CATHÉLIQUES
DE PARIS



UNIVERSITY OF LEAVEN

INTRODUCTION

Le sujet que nous avons choisi n'est qu'un épisode de la lutte entreprise par l'Eglise contre le prêt à intérêt.

Car il est à peine besoin de rappeler que le terme d'usure, qui signifie de nos jours prêt avec intérêt excessif, et que le Code Napoléon notamment considère comme un délit, n'avait pas jusqu'à une époque récente ce sens péjoratif : il signifiait simplement à la fois la jouissance du capital prêté et le paiement de cette jouissance, le « loyer de l'argent », loyer souvent modique lorsqu'il se conformait aux lois qui en fixait le taux.

Il n'y a pas lieu ici de retracer l'importance en économie du prêt et du crédit (questions étroitement liées entre elles). Le fait qu'ils aient de tout temps existé en est une preuve suffisante, bien que nous ne puissions évidemment pas nous en contenter pour les légitimer. Au cours de ces dernières années, on a même réfuté la théorie de l'économie classique, qui avait fait du troc l'ancêtre du commerce, en lui opposant le *don avec surplus obligatoire*. Mauss (1) a étudié cette forme particulière d'usure chez les Indiens du Nord-

(1) Voir MAUSS, *Essai sur le don, forme archaïque de l'échange*, Annales Sociologiques, 1925.

Ouest américain et en a tiré des conclusions intéressantes touchant l'économie préhistorique.

Nous savons par Diodore qu'une loi de Bocchoris défendait aux Egyptiens de réclamer pour intérêts une somme supérieure au capital emprunté, loi fort sage, mais qui implique une activité « usuraire » importante. La Bible nous indique que l'hébreu possédait deux mots pour définir la chose : *tarbit*, accroissement au point de vue du créancier, *neschech*, diminution par rapport au débiteur. Cette précision, bien rare dans une langue orientale, est significative. Le mot *neschech* avait d'ailleurs le sens de morsure, sens beaucoup plus fort que sa traduction ordinaire : « ce qui mord les pòvres gens, ce qui les ronge », dira Calvin, qui tire de cette constatation philologique des conclusions que nous verrons plus loin.

De tous les pays civilisés de l'Antiquité, la Grèce fut celui où, d'après les Lois de Solon, le prêt à intérêt fut le plus libre (2). Il s'y nommait *tokos*, enfante-ment. Cette expression fut jugée impropre par Aristote, qui opposa à ce nom symbolique sa théorie de la stérilité de l'argent. C'est de Rome que nous vient le terme *usura*. Les Romains distinguaient l'*usura* toute simple, acte « per se honestum » et le *faenus* « odiosum ». C'est cependant le premier qui fut employé par les traducteurs et commentateurs des livres sacrés, les pères de l'Eglise latine, les papes, les casuistes, jurisconsultes et législateurs, souvent avec une indignation qui nous fait croire qu'ils vilipendent dans leurs écrits ou leurs sermons quelque Shylock ou quelque Harpagon, alors qu'ils n'accusent parfois que des commerçants dont aujourd'hui l'attitude ne serait nullement critiquée.

(2) Sur le prêt à intérêt en Grèce, consulter GUIRAUD, *La propriété foncière en Grèce*, pp. 278-279 et GLOTZ, *Le Travail dans la Grèce ancienn*, Chap. VI, § 2, pp. 286-293.

Si cette lutte contre l'usure n'est pas la plus gigantesque de celles menées au cours des siècles contre ce que l'Eglise considérait comme contraire à la foi, à la morale ou même tout simplement à sa puissance, elle a été du moins la source d'innombrables controverses, parce qu'elle touche à la vie économique et que le désir de gagner librement est plus fort chez l'homme encore que le désir de vivre librement. L'attitude de l'Eglise envers le prêt à intérêt, et son influence sur la loi civile, ont eu, dans tout le monde chrétien, des répercussions quelquefois nécessaires, quelquefois désastreuses pour le développement du commerce et de l'industrie, souvent heureuses par l'excès même de sa sévérité, qui aiguisait l'habileté des négociants et des juristes. Long combat aux multiples péripéties où la morale n'était pas toujours d'accord avec le progrès, mais où le progrès n'excusait pas toujours le mépris de la morale.

Il convient d'ailleurs de préciser que nous utilisons le mot progrès dans le sens d'évolution, et pour nous conformer au langage courant, mais nous n'entendons nullement soutenir par là que la société, dans sa période moderne et dans sa révolte contre la conception sociale de l'Eglise, ait atteint un stade supérieur. Nous pensons, au contraire, que la doctrine de la stérilité de l'argent est une conception saine obscurcie pendant des siècles par les nécessités de la pratique et l'analogie apparente entre l'argent et les marchandises, source de nombreux sophismes économiques.

Au cours de cette guerre entre l'Eglise et la société, certaines batailles furent brillantes. Celles des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, par exemple, livrées par saint Thomas s'appuyant sur saint Augustin; celles des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e où commence de triompher l'opinion de Calvin et de ses disciples. Elles ont été étudiées par d'illustres et nombreux historiens ou économistes, dans des ouvra-

ges généraux ou particuliers. Citons, par exemple, et sans en épuiser la liste : Brants, *Les théories économiques aux XIII^e et XIV^e siècles*; Ashley, *An Introduction to English Economic History and Theory*; Werner Sombart, *Der moderne Kapitalismus*.

Désireux d'apporter une contribution à l'étude de cette question qui tient à la fois du Droit, de l'Histoire et de l'Economie politique, nous avons choisi une période à première vue moins héroïque : le début du XVIII^e siècle et un auteur peu connu, bien qu'il ait joui de son vivant d'une grande célébrité dans les milieux ecclésiastiques : le Père Le Semelier, de la Doctrine chrétienne. Nous sommes en effet convaincus de l'importance réelle du sujet et de l'époque.

La fin du XVII^e et le début du XVIII^e siècle, c'est-à-dire les dernières années du règne de Louis XIV, sont cruciales pour l'évolution de l'industrie et du commerce en France. La nécessité de grandes disponibilités financières devait se faire sentir et l'importance du prêt se développer. Nous savons, en effet, que ce besoin croissant amena le succès du système de Law et que la chute bruyante de l'Ecossais, si elle retarda considérablement l'essor en France d'un ordre nouveau en matière financière, ne put que l'entraver sans l'arrêter.

Il était naturel que l'Eglise s'en effrayât et cherchât à endiguer le flot croissant d'une opinion publique indulgente et même favorable aux prêteurs et aux agio-teurs. De là le choix de l'usure comme thème d'un cycle de conférences ecclésiastiques, et leur publication par le Père Le Semelier, sur la demande de l'Archevêque de Paris, le Cardinal de Noailles.

Nous étudierons donc tout d'abord l'aspect de la question au début du XVIII^e siècle et l'esprit dans lequel furent tenues les Conférences. Puis, avant d'en discuter le contenu, nous essayerons de dégager les différences inévitables qui, par leur conception même,

séparent les lois civiles des lois ecclésiastiques. Nous préciserons par une analyse des conférences la position de l'Eglise et celle des autorités civiles. Enfin, nous chercherons dans la conclusion si les efforts des ecclésiastiques français sont parvenus à arrêter, sous l'Ancien Régime, l'évolution qu'ils avaient si bien discernée.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LE MILIEU

LES CONFÉRENCES ECCLÉSIASTIQUES AVANT 1697. —
LE CARDINAL DE NOAILLES. — SAINT-NICOLAS DU
CHARDONNET ET LES CONFÉRENCES DU VENDREDI.
— LE PÈRE LE SEMELIER.

On aurait tort de croire que les Conférences sur l'usure sont une œuvre isolée, née du libre choix de leur auteur. Tout d'abord, elles sont le résultat de multiples travaux sur un sujet imposé, réunis, rédigés, ordonnés par le Père Le Semelier. Et si elles perdent par là un peu de leur valeur originale, elles y gagnent plus de poids, en tant que représentatives de tout un groupe.

Mais, surtout, elles ne sont qu'un chaînon de la longue suite des travaux, publiés ou non, auxquels donna naissance l'institution des Conférences ecclésiastiques, qui ont été organisées au xvi^e siècle, mais qui remontent presque au début de l'ère chrétienne.

L'institution des Conférences ecclésiastiques est née

du désir de soutenir par l'étude en commun la doctrine de l'Eglise contre l'hérésie ou l'incrédulité : « Si l'Eglise ne peut demander qu'à un petit nombre cette science éminente capable de tenir victorieusement tête à l'audace et à l'hérésie, elle est en droit d'exiger de tous ses prêtres au moins une exacte connaissance de tout ce que réclame le bon exercice du ministère sacré » (1).

Tel est le but des entretiens spirituels des Pères de la Thébaïde, des réunions sacerdotales dont parle déjà saint Basile, puis, au ^{vi} siècle, des synodes diocésains, et à partir du ^{ix} des conférences, chapitres, consistoires, sessions, synodes et calendes (multiples appellations d'une même chose) qui se tiennent par ordre de l'évêque une fois par mois, dans chaque paroisse du doyenné, à tour de rôle. Les prêtres y rendaient compte de leurs difficultés et de leurs incertitudes et s'y instruisaient l'un l'autre sous la direction de l'archiprêtre et souvent de l'archidiaque. Jusqu'au ^{xvi} siècle, ils forment même un tribunal; muni d'un pouvoir judiciaire, ils prononcent non seulement à l'égard des ecclésiastiques, mais encore des laïques, des peines canoniques.

Mais ce n'est qu'au ^{xvi} siècle et après le Concile de Trente, qui avait décrété l'établissement des séminaires et donné ainsi une impulsion nouvelle à l'éducation des clercs, que cette institution, désormais officielle, porta tous ses fruits.

Nous connaissons les moindres détails de son organisation par les *Instructiones Congregationum Diocesanarum* de saint Charles Borromée. C'est en effet au grand Archevêque de Milan que l'on doit la rénovation des conférences qui, à cette époque même, sem-

(1) Mgr PÉCHENARD, *Etude historique sur les Conférences ecclésiastiques*, p. 5.

blaient négligées et dont il discerna l'immense importance pour la défense et la propagation de la foi.

« Il divisa son vaste diocèse en plusieurs circonscriptions, à la tête de chacune desquelles il plaça un vicaire forain, amovible *ad nutum*, chargé de présider chaque réunion mensuelle, et de lui en faire un exact rapport. La conférence doit être annoncée en chaire; tous les prêtres sont obligés de s'y rendre, en tenue strictement ecclésiastique; ils se confessent la veille, chantent le matin la messe en commun, font une procession autour de l'église, prennent un repas sommaire accompagné d'une lecture pieuse et se livrent à l'étude de toutes les questions qui peuvent intéresser leur sanctification et leur ministère et à la solution de cas de conscience proposés d'avance. Ils vont ensuite adorer le Saint Sacrement et doivent retourner dans leur paroisse sans faire aucune visite (2). »

Etablies au premier Concile de Milan en 1565, les conférences furent rapidement adoptées dans toute l'Italie, puis dans le Midi de la France, sous l'impulsion de deux archevêques de Bordeaux, le pieux et violent François de Sourdis, le mondain et lettré Henri de Sourdis, son frère, dès 1609. En 1627, l'évêque de Lyon en imposait l'usage et le 25 juin 1633 elles commençaient à Paris une brillante carrière avec les « Conférences du Mardi ».

Instituées et dirigées par saint Vincent de Paul, nous en connaissons l'atmosphère d'ardente et savante piété par Bossuet, qui en parle en ces termes dans sa *Lettre LXXXIII* à Clément XI : « Déjà prêtre, nous fûmes admis dans cette asocation que Vincent avait fondée et où se groupaient sous sa conduite de vertueux ecclésiastiques pour traiter, chaque semaine, de choses divines... Il s'y trouvait le plus souvent des évê-

(2) *Dictionnaire de théologie catholique*, T. III, Art. *Conférences ecclésiastiques*, par Mgr PÉCHENARD.

ques de grand renom, attirés par l'érudition et la piété du saint, et c'était merveille combien cette association, sous la conduite de Vincent, les aidait dans leur apostolat ».

Le double but de ces conférences du mardi était la sanctification personnelle et la direction du ministère pastoral au tribunal de la pénitence par la discussion et la solution des cas de conscience les plus généralement proposés à la sagesse des confesseurs.

Un demi-siècle après leur création, elles n'avaient rien perdu de leur heureuse influence sur le clergé français, et si elles avaient elles-mêmes disparu avec la mort de saint Vincent (1660), elles avaient du moins inspiré des associations semblables. Au Synode de 1673, l'Archevêque de Paris, François de Harlay, en généralisa la pratique. Les prêtres qui y assistaient devaient apporter un travail personnel écrit ou envoyer ce travail sous leur signature. Un secrétaire rédigeait le procès-verbal de la réunion et l'envoyait à l'évêque qui faisait connaître ensuite ses observations. Une certaine assiduité était obligatoire et le nom des présents et des absents était consigné sur un registre spécial, des sanctions étant même prévues. Aucun laïque ne pouvait assister aux conférences qui, dès l'origine, étaient réservées aux seuls ecclésiastiques.

De Paris, cette forme nouvelle des conférences gagna toute la France. Les travaux des prêtres assemblés furent presque partout réunis et publiés. Les plus connus sont *Les Actes des Curés de Paris* (1682), *Les Conférences de Luçon* sur les Dix Commandements, les Sacrements, l'Épître aux Romains, la II^e Épître aux Corinthiens, les Évangiles (1672-1728), *Les Conférences ecclésiastiques du diocèse d'Angers* qui nous intéressent particulièrement parce qu'elles traitent du prêt à intérêt, celles de Lodève, etc...

Ces travaux traitent directement de l'Écriture

Sainte et de la Morale, fonds de toutes les discussions. Il est assez rare qu'ils s'occupent du dogme, de la liturgie et, ne formant pas un tout homogène, ils n'embrassent ni toute l'Ecriture, ni toute la Morale, mais développent avec plus ou moins d'ampleur un point particulier. C'est à ce groupe qu'appartiennent les Conférences sur l'usure du Père Le Semelier.

Désireux de multiplier les heureux résultats de ces réunions d'étude, le successeur de François de Harlay, Mgr de Noailles, avait organisé les conférences de morale pour chaque semaine en trois centres différents de la ville, par mandement du 5 novembre 1697.

Mgr de Noailles était Archevêque de Paris depuis 1695 et devait devenir Cardinal en 1700. Son épiscopat fut troublé par des luttes et des discussions dont il ne sut pas s'abstraire. Mêlé à toutes les querelles religieuses, adversaire déclaré du quietisme, ami secret du jansénisme, il mécontenta tout le monde, et sans soutenir les uns ne sut pas s'attacher les autres. Il fut peut-être responsable de la division du clergé français en Gallicans et Ultramontains à la suite de la Bulle *Unigenitus*; en tout cas, il ne sut pas y porter remède.

On peut dire qu'au cours de son long épiscopat (il ne devait mourir qu'en 1729), l'appui constant et les encouragements qu'il donna aux Conférences ecclésiastiques sont ce qu'il fit de plus durable. Le mandement de 1697 est intéressant en ce qu'il résume d'une façon à la fois concise et suffisante le but des Conférences ecclésiastiques :

« Toute la science des prêtres est renfermée dans le dogme des vérités de la Foi et dans les règles de la conduite des mœurs », dit l'Archevêque, mais il remarque que la règle des mœurs est de beaucoup la plus complexe de ces deux parties et celle qui a le

plus grand besoin d'être commentée en détail. « C'est ce qui nous oblige d'exciter tous ceux qui sont chargés de la conduite des âmes dans notre diocèse d'en faire une étude sérieuse », afin d'éviter deux extrêmes : une trop grande indulgence, une trop grande sévérité. Il faut aussi que ces règles soient uniformes : « Pour établir dans notre diocèse une entière uniformité de doctrine. Nous avons résolu de faire faire des conférences publiques de morale. On en fera trois en différents quartiers de la ville, afin que l'on puisse s'y trouver plus commodément. Elles se feront en hiver à deux heures et demie, et en été à trois heures ; tous les vendredis, à Saint-Nicolas-du-Chardonnet ; les mardis, au Séminaire de Saint-Sulpice, et les mercredis, à Saint-Magloire ; et elles commenceront après la Saint-Martin. »

L'ouvrage du Père Le Semelier n'est autre chose que le fruit des Conférences de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

L'atmosphère y était particulièrement propice à l'étude et au recueillement. C'est là, en effet, à l'ombre de l'église de ce nom, que s'étaient groupés, vers 1620, quelques ecclésiastiques, pour former la Communauté de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Née de la piété d'un prêtre chartrain nommé Bourdoise, approuvée par saint Vincent de Paul et par Mgr de Béruille, ses débuts furent modestes. Nous les connaissons par un écrit de Bourdoise lui-même : *Préface du dessein, commencement et progrès de la communauté paroissiale de Saint-Nicolas-du-Chardonnet*.

Bourdoise avait conçu son projet dès 1611 ; nommé en 1619 sous-diacre de Saint-Nicolas, il avait trouvé auprès du curé tout l'appui nécessaire et avait choisi comme siège de sa communauté une bâtisse de la rue Saint-Victor, qui devait devenir le Petit Séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet et disparaître en 1913.

Avant même que le Cardinal de Noailles n'ait fait de cette maison le siège d'une des trois conférences hebdomadaires, elle était déjà pour le clergé français un centre d'influence.

Du Père Le Semelier lui-même nous ne savons pas grand'chose, car sa vie ne tenta aucun biographe et il ne livre rien de lui-même dans ses travaux. Un article dans le *Mercure* lorsqu'il mourut (juillet 1723), quelques lignes dans le *Dictionnaire Historique* de Ladvocat, dans le *Journal des Savans*, dans les *Mémoires de Trévoux* nous apprennent que Jean-Laurent Le Semelier est né en 1660 d'un père serétaire du roi, qui lui inculqua sans doute la vénération de son maître. Car il est facile de voir dans ses œuvres que ce n'est pas seulement la théorie du droit divin et le respect obligatoire du clergé pour le souverain quel qu'il soit qui lui inspire envers celui qu'il nomme le Prince une si parfaite dévotion : alors même qu'il généralise, le souverain, c'est Louis XIV tel qu'il était à l'apogée de sa jeunesse et de sa puissance, lorsque pour la première fois il dut apparaître dans toute sa gloire à l'enfant d'un de ses plus humbles collaborateurs.

En 1678, Le Semelier entre dans la Congrégation des Prêtres de la Doctrine chrétienne et y mène dès lors une vie studieuse et sans doute paisible. Il ne semble pas avoir pris part aux querelles qui déchirèrent à cette époque le clergé ; son œuvre ne reflète aucun doute, aucune inquiétude, mais le seul souci de guider les fidèles et d'alléger la tâche de ses confrères. Différents détails nous font cependant croire qu'il avait des tendances jansénistes.

Professeur de théologie, puis assistant du Général de sa Congrégation, il fut des plus assidus aux Conférences de Saint-Nicolas-du-Chardonnet et y prit souvent la parole avec bonheur. Il s'y fit remarquer et c'est sans doute sur la recommandation de ses audi-

teurs que le cardinal de Noailles lui confia le soin de recueillir et de publier les décisions prises sur les matières les plus importantes de la théologie morale. Il le fit avec soin et précision, mais ausis avec originalité, puisqu'il s'était réservé le droit d'ajouter à ces recueils ce qui lui semblait devoir les rendre plus complets et plus utiles. Ce qui est remarquable chez lui n'est pas d'ailleurs sa science théologique et canonique, à laquelle on est en droit de s'attendre étant donné ses fonctions, mais une étonnante érudition en matière juridique et économique.

Les premiers tomes qu'il publia furent les *Conférences sur le Mariage et sur les Péchés*, en 1715.

En 1718 paraissent les quatre tomes des *Conférences sur l'usure et la restitution*, dont les deux premiers servent de base à notre étude. Au moment de sa mort en 1725, il préparait d'autres recueils, dont l'édition fut posthume et même assez tardive, puisque ce n'est que de 1755 à 1759 que furent publiées, à Bruxelles, en dix volumes, les *Conférences sur le Décalogue*.

Les *Conférences sur l'usure et la restitution* lui valurent de son vivant et même après sa mort une vraie célébrité dans les milieux ecclésiastiques en France et hors de France. Elles eurent ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui « un succès de librairie ». Dès 1724, le Père Le Semelier en donnait une seconde édition, revue et corrigée. Trois autres devaient encore paraître, en 1733, 1748 et 1756.

CHAPITRE II

L'ŒUVRE

LES CONFÉRENCES D'ANGERS ET LEURS RÉÉDITIONS AU XIX^e SIÈCLE. — LES EXTRAITS DE MGR GOUSSET. — FRANÇOIS BABIN. — COMPARAISON ENTRE LES MÉTHODES DE MGR GOUSSET ET DU PÈRE LE SEMELIER. — L'ÉDITION DE 1718. — L'ÉDITION DÉFINITIVE DE 1724 ET LES DÉCISIONS DES CURÉS DE PARIS.

Comment expliquer ce succès?

Nous l'avons vu, la personnalité, effacée encore que bien douée, de l'auteur, n'y était pour rien. Ni même le crédit dont jouissaient les Conférences ecclésiastiques, car nous connaissons peu d'exemples de si nombreuses rééditions d'un ouvrage né dans de semblables conditions.

Les seules conférences qui aient eu une renommée plus grande encore sont celles d'Angers, que nous avons citées au chapitre précédent. Les premiers volumes en furent publiés par les soins de François Babin, doyen de la Faculté de Théologie d'Angers, au début du XVIII^e siècle. Après la mort de ce brillant théologien, en 1735, son œuvre fut continuée avec moins de bonheur jusqu'à la fin du siècle et ne compte pas moins de 20 à 24 volumes selon les éditions. A partir de 1823, elle fut plusieurs fois rééditée par les soins du Cardinal Gousset.

Les volumes sur les contrats et les bénéfices sont parmi les plus remarquables. En 1825, Mgr Gousset, alors simple abbé, en tira une sorte de manuel sous le titre d'*Exposition de la doctrine de l'Eglise sur le prêt à intérêt* (1).

Si nous faisons cette digression sur un ouvrage qui, du moins sous sa dernière forme, est postérieur de plus d'un siècle à celui que nous étudions, c'est d'abord pour marquer une fois de plus l'unité et la continuité de la pensée et du labeur ecclésiastique. C'est surtout parce que nous croyons voir dans ces deux publications une raison commune : l'actualité.

En effet, Mgr Gousset, dans la préface des *Extraits* qu'il publie en y ajoutant ce qu'il croit utile pour mettre à jour l'œuvre quasi séculaire de Babin, déclare nécessaire de s'opposer à la législation qui « s'était sécularisée en s'isolant de la religion » (2), permet de tirer des intérêts du prêt. L'évolution achevée par la Révolution et l'Empire explique donc la nécessité de la publication.

Si l'on songe un instant à l'évolution qui a eu lieu dans les mêmes conditions au cours de la seconde moitié du xvii^e siècle et dont la rapidité s'est accrue à partir de l'année où fut promulgué le mandement du Cardinal de Noailles qui autorisa la publication des Conférences sur l'usure (14 octobre 1717), afin, dit-il « de les rendre utiles, même à ceux que leurs occupations empêchent d'y assister » (3), si l'on songe aussi aux événements financiers et à leurs répercussions dans l'opinion et dans les mœurs qui eurent lieu dans le

(1) Voir BABIN (F.), *Conférences ecclésiastiques du diocèse d'Angers* et en particulier la Nouvelle Edition, par Mgr Gousset (1823). Voir aussi GOUSSET, *Exposition de la doctrine de l'Eglise sur le prêt à intérêt. Extrait des Conférences d'Angers, édition de 1823* (1825).

(2) GOUSSET, *op. cit.*, p. 2.

(3) Permission de Son Eminence Mgr le Cardinal de Noailles, Archevêque de Paris, en tête de l'édition de 1718.

temps où parurent les éditions successives de ces conférences, on verra qu'en ce qui concerne l'œuvre de Le Semelier comme l'œuvre de Babin, ce sont les circonstances qui ont déterminé leur diffusion et leur succès.

D'autre part, les deux auteurs ont de réelles qualités littéraires : leur style garde l'ampleur du grand siècle, mais avec une précision bien digne d'une époque qui vit les débuts de la littérature scientifique et technique. Ils savent tous deux mettre au service d'une érudition surprenante l'ordre et la clarté d'expression et d'exposition.

Si Babin avait en vue une véritable encyclopédie, le but du Père Le Semelier était plus modeste. Il voulait surtout mettre ses confrères en possession d'un guide pratique. Ce fut aussi sans doute le but de Mgr Gousset en publiant les *Extraits* dont nous venons de parler et en rassemblant en un volume commode toute la documentation de Babin sur la question. Il a l'intention de fortifier ainsi dans l'esprit du fidèle l'obéissance à la loi de Dieu, en exposant « au sujet du prêt à intérêt la doctrine de l'Eglise, en rapportant la doctrine des Saintes Ecritures, des Saints Pères, des Conciles et des Souverains Pontifes, doctrine qui est contraire à toutes les opinions qui ont paru en faveur de l'usure, même à l'opinion de ceux qui s'appuient sur la loi civile, ne faisant pas attention que c'est s'appuyer sur un roseau... » (4).

« Cette manière de procéder par la voie de l'autorité plutôt que par une vaine discussion, ajoute-t-il, ne peut que déplaire à l'hérétique... »

Le Père Le Semelier, au contraire, ne procède pas seulement par voie d'autorité. Il sait que les circonstances font du prêt à intérêt une tentation fréquente et, partant, un sujet d'angoisse pour le fidèle et pour

(4) GOUSSET, *op. cit.*, p. 4.

son directeur de conscience. C'est à ce dernier qu'il s'adresse. Sans doute le met-il sur ce sujet en possession d'une science des textes quasi encyclopédique, mais il n'ignore pas que le commentaire, l'explication sont nécessaires. La loi ecclésiastique est l'interprétation de la loi divine. Mais, par sa généralité, par le fait qu'elle est la même pour tous, partout, en toute circonstance et que la différence entre le conseil et le précepte y est souvent peu sensible, la loi divine est parfois vague et peu claire. Le pécheur peut prétendre qu'il ne l'a pas comprise, il peut même sincèrement ne pas l'avoir comprise dans toute son ampleur. Celui qui ignore une loi sans qu'il y ait de sa faute ne pèche pas s'il y manque, mais c'est à son directeur de conscience à la lui faire connaître, donc à la connaître lui-même dans toutes ses applications possibles, afin de discerner le péché commis, sous peine d'en devenir coupable.

Le Père Le Semelier entre donc dans un détail minutieux et qui, si l'on ne percevait pas la raison de cette méthode, paraîtrait fastidieux, de toutes les usures imaginables, de tous les cas qu'un prêtre peut être amené à résoudre. Il pourchasse le délit d'usure dans ses ultimes retranchements, arrache le déguisement dont on la couvre et grâce auquel la bonne foi peut être surprise.

Voici le plan qu'il a suivi, dès l'édition de 1718 (qui, comme les quatre suivantes, comprend deux volumes in-12 imprimés à Paris chez la Veuve Estienne et Fils, rue Saint-Jacques, A la Vertu) et tel qu'il l'expose lui-même dans sa Préface :

« ...L'auteur, dit-il, remontant jusqu'aux principes de la loi naturelle, démontre dans le premier tome de ces conférences que toutes les lois qui ont été faites depuis Moyse et qui ont été reçues de toutes les nations du monde concourent et ont toujours concouru

à proscrire l'usure des Républiques. » Le livre premier est consacré à la définition du prêt, les trois livres suivants aux lois naturelle et divine, aux lois ecclésiastiques et aux lois civiles qui condamnent l'usure.

Puis le Père Le Semelier s'attaque directement aux défenseurs du prêt à intérêt. Il s'applique à détruire leur argumentation dans le livre cinquième, consacré « aux faux prétextes dont se servent les fauteurs des usures pour abuser, aveugler et excuser les usuriers ».

Le livre sixième, qui termine le premier volume, s'intitule : « Des causes, titres et raisons justes et légitimes pour lesquelles on peut, sans usure, prendre, recevoir et exiger quelque chose au delà du capital qu'on a prêté ». Il traite du dommage naissant et du lucre cessant, du péril du sort, des contrats maritimes d'assurance et à la grosse aventure, des dommages et intérêts. De tout l'ouvrage, ce livre est celui qui nous paraît le plus intéressant et nous l'étudierons en détail, mais le plan suivi par le Père Le Semelier nous semble ici un peu defectueux. Pour notre part, nous aurions préféré le voir rejeté à la fin du second volume, mais il est évident que l'auteur, tout en exposant consciencieusement ces cas où l'argent peut fructifier, n'a pas tenu à les mettre trop en évidence, ce qui n'aurait pas manqué d'être s'ils avaient clos l'ouvrage.

« Dans le second tome, dit-il dans la Préface, l'auteur attaque les usuriers jusque dans leurs retranchements. Ceux qui, parmi ces prévaricateurs, n'ont pas encore étouffé le remords de leur conscience, ne peuvent s'empêcher d'avouer que l'usure est véritablement défendue par les lois ; mais, disent-ils, y a-t-il de l'usure dans tel et tel cas ? Y en a-t-il dans les prêts qu'on fait à des associés et à des financiers, dans le trafic du papier, dans les ventes et achats à crédit ou à l'avance ; dans la revente des rentes, dans les chetels (cheptels) ? »

Oui, répond le Père Le Semelier, dans certains cas.

Et dans le second volume il analyse les contrats de société, le commerce d'argent en espèces sonnantes, le trafic des billets à perte de finance, les ventes et achats des biens meubles et immeubles, les rentes et, enfin, les baux à loyer des bestiaux et autres biens de la ville ou de la campagne.

La première édition, dont les deux volumes ont respectivement 447 et 546 pages, se termine par la « Première partie des articles de doctrine de la sacrée Faculté de Théologie de Paris », publiés en avril 1716, et par les articles de la même Faculté, de juillet 1717, sur la « Souveraine autorité des rois et pour leur sûreté et conservation ». Le texte est donné en latin et en français.

Cet appendice nous paraît hors de sujet. Sauf cinq courts articles (91 à 95), rien ne se rapporte directement à l'usure. Cependant, le Père Le Semelier en fait longuement état : « C'est un honneur pour nous, dit-il en manière d'avertissement, et une consolation pour le lecteur de trouver dans les articles de morale que cette sacrée Faculté vient de donner et qui est un précis de la plus pure morale de l'Evangile, la confirmation authentique (*sic*) des principes que nous établissons et résolutions que nous donnons dans ces conférences (5). »

Brevet d'orthodoxie? Il n'en avait nul besoin, après les approbations dont s'orne l'ouvrage : approbation des docteurs de la Faculté de Théologie de Paris du 13 septembre 1717, approbation du très vénérable chapitre général des Pères de la Doctrine chrétienne du 17 juin 1717, qui est en même temps un satisfecit décerné à un confrère qui leur fait honneur, approbation du R. P. Pouget, prêtre de l'Oratoire, président des Conférences ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Magloire, du 31 juillet 1717, approbation de M. Nouet,

(5) Première édition, T. I, p. 492.

avocat en Parlement, du 1^{er} décembre 1717, sans compter la permission de l'archevêque et les approbations de la seconde édition, par le Père Griffon, général de la Congrégation séculière de la Doctrine chrétienne, et M. Brillon, docteur de la Maison et Société de Sorbonne et professeur en théologie.

Peut-être l'appendice est-il seulement acte de piété envers les guides du clergé français, désir de se placer sous leurs auspices, réelle admiration pour la haute portée, la clarté et la précision de ces résolutions et, en ce qui concerne les articles sur la souveraineté, besoin, conscient ou non, d'affirmer sa vénération. Cet appendice jette donc quelque lumière sur le caractère de l'auteur.

Il disparaît d'ailleurs dans l'édition suivante, celle de 1724 : « Nouvelle édition, corrigée et augmentée de plusieurs résolutions de nouveaux cas et décisions des curés du diocèse ». Cette édition est définitive, puisque celles de 1733, 1748 et 1756 n'en sont que la fidèle reproduction. C'est celle que nous avons étudiée (6). Les deux volumes ont, cette fois, 483 et 522 pages. Le texte ne présente que de légères variantes de style, mais il est suivi dans chaque volume par des « cas envoyés de différentes provinces et résolus par l'auteur ».

L'ouvrage a donc atteint son but. Des campagnes les plus isolées comme des villes commerçantes de Lyon ou de Bordeaux, les demandes de conseil affluent. Grâce à sa science, sa clarté d'esprit et d'exposition, le Père Le Semelier dirige de loin des consciences troublées et allège les difficultés de leurs directeurs. Certains des cas proposés sont si particuliers et chargés de tant de circonstance qu'il semble impossible de

(6) Les pages indiquées au cours de ce travail sont donc celles de la seconde édition. Nous les donnerons en note, sans indication de titre ni d'auteur.

les voir se reproduire. Ils n'ont que l'intérêt anecdotique d'une contribution à l'étude des mœurs du temps. Mais la résolution de certains autres peut servir de règle générale pour maints cas semblables.

Il est certain que si le Père Le Semelier avait pu surveiller lui-même les rééditions de son ouvrage, celles-ci se seraient chaque fois enrichies de ces exemples de son influence; et il est regrettable qu'il ne se soit trouvé personne pour recueillir sa succession et pour garder à son œuvre toute son importance, comme cela a été fait pendant un siècle pour les Conférences d'Angers qui, grâce à de constantes rectifications, servaient encore, en 1830, « de règle pour la décision des cas qui y sont relatifs » (7).

Le Père Le Semelier, donnant à la fin de chacun des deux volumes les décisions des curés de Paris sur l'usure, fait acte de justice et de modestie. Il n'a fait, dit-il, que « ramasser, année par année, toutes les décisions qu'on a faites dans les conférences de chaque doyenné du diocèse de Paris ». Il les a justifiées, expliquées, commentées, mais il tient à les publier, parce qu'il « y en a plusieurs dont il n'avoit point parlé et beaucoup d'autres qu'il n'avoit pas développées aussi clairement ni prouvées aussi solidement que Messieurs les Curés » (8). Il publie donc les résultats des Conférences sur l'usure, qui ont eu lieu, en ce qui concerne le premier tome, en mars et avril 1712; en ce qui concerne le second, en juin et juillet de la même année, puis, après la première édition de l'ouvrage, en avril, juin, juillet, août, octobre 1719, en mars, avril et mai 1721.

Et le Père Le Semelier a soin d'indiquer que le public verra ainsi que l'auteur « n'a rien décidé dans

(7) BABIN, *op. cit.* Préface à l'édition de 1823, p. 9.

(8) T. I, p. 475.

les conférences qu'il donne que conformément au sentiment du savant clergé de ce diocèse ».

Excessive prudence ou humilité? Crainte de paraître en combat singulier ou désir de se fondre dans les rangs des serviteurs de l'Eglise? Nous penchons pour la seconde hypothèse. Ce quasi anonymat, cet effacement de l'homme devant l'œuvre, si rares aujourd'hui, sont un des aspects les plus attachants du temps.

CHAPITRE III

LES DONNÉES DU PROBLÈME :

Loi civile et Loi ecclésiastique

Il serait peut-être commode de passer sous silence le principal dessein que se propose le Père Le Semelier. Si nous nous contentions de voir dans son œuvre un manuel à l'usage des confesseurs, il nous suffirait d'analyser les conférences et de montrer ainsi la position occupée à l'époque par l'Eglise dans le conflit entre la théorie religieuse et la pratique civile. Notre tâche serait plus facile; elle serait aussi moins intéressante.

Car le titre complet des conférences est :

CONFÉRENCES ECCLÉSIASTIQUES DE PARIS SUR L'USURE ET LA RESTITUTION (1)

*où l'on concilie la discipline de l'Eglise
avec la jurisprudence du royaume de France.*

Dans cette volonté de conciliation se trouve pour nous un intérêt plus subtil. Il nous est impossible de savoir si l'auteur lui-même y attachait plus d'import-

(1) L'édition complète des Conférences comprend en effet quatre tomes. Les deux derniers ont trait à la restitution et nous ne les étudions pas ici.

tance qu'au soin de seconder ses confrères. Mais c'est elle qui donne aujourd'hui à l'ouvrage une valeur historique.

Nous montrerons que l'entreprise du Père Le Semelier a échoué sur ce point et l'effort fait pour montrer la similitude des deux lois est la partie la plus faible de l'ouvrage. Le Père Le Semelier ne nous a pas convaincu lorsqu'il a essayé de démontrer que toutes les lois à Rome et dans la chrétienté avaient proscrit l'usure, même au taux légal, et il nous paraît qu'il a interprété les textes dans un sens douteux lorsqu'il a voulu prouver que le taux de l'ordonnance visait seulement les constitutions de rente et les intérêts dus en cas de retard du remboursement après une demande faite en justice par le créancier.

Quoi qu'il en soit, il faut comprendre pourquoi le Père Le Semelier a attaché tant d'importance à souligner l'accord de la loi civile et de la loi ecclésiastique. Un prêtre, en tous points soumis, comme nous l'imaginons d'après son œuvre et le témoignage de ses confrères, devait sans conteste possible placer le bien spirituel au-dessus du bien temporel, et étayer la thèse du spirituel par d'autres arguments était en diminuer la valeur. Il doit y avoir une raison à cette méthode d'apparentes concessions.

L'étude des rapports des deux lois dans la conception théologique va nous éclairer à ce sujet; on s'étonnera alors moins de voir un esprit pieux comme le Père Le Semelier les mettre sur le même plan.

Dans la théologie, en effet, Dieu est la source de toutes les lois, même des lois civiles, et la Faculté de Théologie de Paris définit ainsi la loi divine dans ses décisions, publiées, comme nous l'avons vu, à la fin de la première édition des conférences : « Article 15 : La loi éternelle est la raison suprême ou la volonté

de Dieu qui ordonne de garder l'ordre naturel de chaque chose et qui défend de le troubler. »

Dans cette définition, la loi divine est enveloppée dans la notion de loi éternelle qui, selon saint Thomas d'Aquin, régit également les êtres sans raison et les êtres de volonté libre (2) et qui, selon certains théologiens plus modernes, tels que Suarez, le Père Tanqueray ou le Père Castelein (3), est une loi en puissance.

L'article 17 des décisions caractérise la loi divine naturelle :

« Il ne peut y avoir aucune dispense proprement dite de la loi naturelle parce qu'elle est immuable et invariable. »

La loi naturelle est mise par Dieu dans l'âme lorsqu'il la crée; elle peut être connue par la raison seule et, par conséquent, même par ceux qui n'ont pas participé à la Révélation (4).

Le Père Le Semelier fait fort bien la différence entre la loi divine naturelle et la loi divine positive, lorsque, dans le livre II du tome I, il invoque le témoignage des païens avant celui des Ecritures.

Car ce n'est que par les Ecritures et, par conséquent, pour ceux que concernent la loi primitive donnée à Abraham, la loi mosaïque et la loi évangélique, que la loi divine a été promulguée et que la loi en puissance qu'était la loi naturelle est devenue loi véritable : « Pour que les hommes ne pussent prétendre que la loi était incomplète, Dieu a écrit sur les tables de la loi ce que les hommes ne lisaient pas dans leurs cœurs. Assurément, ces préceptes y étaient écrits, mais ils ne voulaient pas les y lire. Dieu les mit sous leurs yeux

(2) Ia. II ae., q. XCIV, Art. 2.

(3) CASTELEIN, *Morale*, p. 390.

(4) C'est dans ce sens que saint Paul (Epître aux Rom. II, 14-16) dit des païens « qu'ils accomplissent *naturellement* ce que la Loi commande; n'ayant pas la Loi, ils se tiennent lieu de loi à eux-mêmes; ils montrent que ce que la Loi ordonne est écrit dans leurs cœurs ».

pour qu'ils fussent contraints de les voir dans leur conscience... » (5).

La loi divine positive est donc l'œuvre de Dieu lui-même, tant par son contenu que par sa forme. La loi ecclésiastique et la loi civile ne sont que des lois humaines, c'est-à-dire, en principe, une application de la loi divine aux circonstances de temps et de lieux, accompagnée des sanctions nécessaires, l'analyse que nous venons de faire ne s'appliquant évidemment qu'aux lois civiles ou ecclésiastiques ayant un contenu moral.

Nous disons en *principe*. Il est certain que la loi ecclésiastique s'efforce d'atteindre ce but ou tout au moins s'en réclame constamment. Il est non moins évident qu'en France, sous l'Ancien Régime, alors que le prince était, selon le mot de saint Paul, ministre de Dieu pour le bien de l'homme, la loi civile était tenue *a priori* comme une interprétation autorisée de la loi divine, au même titre que la loi ecclésiastique, s'appuyant comme elle sur la morale tirée des Ecritures.

Elle s'est même parfois, sur certains points, confondue avec la loi ecclésiastique au cours des siècles de la plus grande puissance de l'Eglise, c'est-à-dire du ix^e au xiii^e siècle. En ce qui concerne l'usure en particulier, nous verrons qu'à partir des capitulaires la loi civile s'est pliée à la discipline de l'Eglise.

Mais la loi civile et la loi ecclésiastique, même lorsqu'elles concernent le même objet, ont deux domaines d'application si divers qu'il semble bien difficile qu'elles puissent être calquées l'une sur l'autre.

Le Pape Léon XIII dans son Encyclique *Immortale Dei* du 1^{er} novembre 1885, a précisé leurs positions respectives d'une façon extrêmement claire :

(5) Saint Augustin, in Ps. LVII, Pl. XXXVI, 675.

« Dieu, dit-il, a divisé le gouvernement du genre humain entre deux puissances : la puissance ecclésiastique et la puissance civile; celle-là, préposée aux choses divines, celle-ci aux choses humaines. Chacune d'elles, en son genre, est souveraine, chacune est renfermée dans des limites parfaitement déterminées et tracées en conformité de sa nature et de son but spécial... » Dieu, dans la loi éternelle, « commande sans promulgation; dans la loi naturelle, la promulgation est faite sous forme visible; dans la loi divine positive, la promulgation est faite par les paroles mêmes de Dieu, dans la loi ecclésiastique la constitution est donnée par Dieu même, l'Eglise applique la législation aux circonstances de temps, de lieu; dans la loi civile, enfin, Dieu laisse la société libre de choisir la constitution, la forme de gouvernement, libre de faire des lois sur tout ce qui l'intéresse pourvu qu'elles ne soient pas en opposition avec celles qu'il a données et que l'Eglise a faites sur son ordre ».

On pourrait s'étonner que nous choissions, pour analyser un ouvrage du début du XVIII^e siècle, un texte datant de la fin du XIX^e, c'est-à-dire rédigé à une époque où, en France notamment, l'Eglise avait perdu la plus grande part de sa puissance temporelle. Mais si nous reprenons l'œuvre déjà citée de Babin, nous trouverons, dans les volumes intitulés : *Des Lois*, l'exposé de cette même opposition, avec moins de perfection et de sobriété. Ce n'est d'ailleurs qu'une forme moderne et acceptée de l'opposition des deux épées symboliques de Dante si longtemps créatrice de conflits.

Que recherche aujourd'hui, et déjà à l'époque de nos auteurs, la loi ecclésiastique? Que recherche la loi civile?

L'une et l'autre s'adressent à l'individu et recherchent son perfectionnement. Mais elles ne le considèrent pas au même point de vue. La loi civile consi-

dère l'individu comme un élément d'une société organisée; la loi ecclésiastique considère le perfectionnement de l'individu en lui-même. Ce perfectionnement, pour la loi ecclésiastique, est tout spirituel; pour la loi civile, il doit se traduire par une amélioration matérielle de la société. On voit immédiatement en quoi elles s'opposent :

Bien spirituel d'une part, bien temporel de l'autre.
Le croyant d'une part, l'indifférent de l'autre.

Nous n'examinerons pas si les deux termes sont théoriquement compatibles, car nous n'avons pas l'intention d'entamer une discussion religieuse, philosophique, sociologique et politique qui serait hors du sujet. Mais il est évident que, dans la pratique, ils sont en perpétuel conflit, et que l'hypothèse d'une conformité obligatoire des deux lois peut être une source d'abus et une cause d'assujettissement du pouvoir civil.

Ainsi la loi civile régit l'individu, quel qu'il soit, qui se trouve à sa portée. La loi ecclésiastique ne régit que le fidèle, c'est-à-dire l'individu qui, par définition, croit à la prééminence du spirituel sur le temporel et qui n'hésiterait pas à désobéir à la loi civile si elle n'était pas conforme à la loi divine : « l'obéissance est due à chacun son degré, dit Bossuet, et il ne faut point obéir au gouverneur au préjudice des ordres du prince. Pour la même raison... on doit encore moins obéir au roi contre les ordres de Dieu » (6).

Dans la question du prêt à intérêt, il ne s'agit d'ailleurs pas de désobéir à une loi civile favorable, mais tout au plus de ne pas profiter de sa permission.

La même disproportion qui existe entre l'élaboration de la loi divine et de la loi civile existe aussi entre les sanctions qu'elles imposent et aggrave la difficulté qu'il y a à les comparer.

(6) BOSSUET, *Politique tirée de l'Ecriture Sainte*, L. VII, art. 2, §.

La loi ecclésiastique n'a pour but ultime que le salut éternel. En conséquence, bien que l'Eglise considère que telle doit être la fin de tout individu, en pratique sa loi n'oblige que celui qui croit d'une part au salut éternel, d'autre part à l'excellence des voies de l'Eglise pour y atteindre. Dans la question de l'usure en particulier, cette distinction a eu son importance. Car lorsque Charlemagne accorda aux Juifs le droit de prêter à intérêt, il le fit sous le prétexte qu'ils n'étaient pas soumis au jugement des Saints Pères. Cette limitation fait la force spirituelle et la faiblesse matérielle de la loi ecclésiastique.

La loi civile, au contraire, ne se préoccupe pas de savoir si l'individu l'approuve ou non.

On peut objecter, d'une part, l'Inquisition et les tribunaux ecclésiastiques; d'autre part, le fait que le droit canonique était également loi civile dans les Etats pontificaux. Mais sans entrer dans les détails, nous indiquerons qu'en France, au début du XVIII^e siècle, les tribunaux ecclésiastiques n'étaient compétents que lorsqu'il s'agissait d'un clerc. Nous ne voulons pour garant de ce que nous venons d'avancer que Babin lui-même :

« L'Eglise, dit-il ne peut nous imposer d'autre obligation, et elle n'a pas d'autre moyen de se faire obéir qu'en y intéressant notre conscience et notre salut. Il n'en est pas de l'Eglise comme des souverains de la terre. Les rois, pour se faire obéir, peuvent employer l'appareil des peines temporelles, ôter les biens, la liberté, la vie même à ceux qui refusent de se soumettre à leur autorité. Pour l'Eglise, elle ne peut rien sur notre fortune, sur notre vie et sur notre liberté. Elle ne peut se faire craindre que par les peines spirituelles qu'elles a droit d'infliger (7). »

(7) BABIN, *op. cit.*, T. III (*Des Lois*, vol. I), p. 241, de l'édition de 1823.

Il est bien évident que ces peines ne valent que pour ceux qui les reçoivent sincèrement. Si une loi civile juste oblige en conscience, il suffit cependant que l'on s'y soumette en apparence pour que l'ordre public ne soit pas troublé : elle ne peut commander que des actes extérieurs, parce que son rôle est d'assurer la paix, la tranquillité extérieure : « Les lois civiles, dit encore Babin, ne peuvent avoir pour objet des actions purement intérieures, telles que des pensées et des désirs. Les pensées des hommes et tout ce qui se passe au fond de leur cœur n'est point soumis à la puissance des princes de la terre; ils n'en peuvent connaître. Ils ne sont chargés que du gouvernement extérieur de la société. De simples pensées et de simples désirs, quelque mauvais qu'ils puissent être, ne peuvent le troubler comme les pensées les plus saintes, les désirs du bien les plus fermes et les plus ardents, dès qu'ils n'ont point d'exécution ne peuvent lui procurer aucun avantage. Aussi ne connaît-on aucune loi qui ait défendu ou commandé des actes purement intérieurs... (8).

Les conséquences en sont faciles à discerner : la première est la possibilité de tourner la lettre de la loi civile, afin d'écarter la menace qu'elle fait peser sur un individu déterminé.

La loi ecclésiastique, au contraire, cesse d'exister sans l'accord de celui qu'elle oblige et il ne peut être question pour le fidèle de tourner une loi émanant de Dieu. L'Eglise fait montre souvent d'une indulgence qui nous paraît de l'aveuglement, volontaire ou non. Ainsi, nous le verrons plus loin, elle admet certains moyens de faire fructifier l'argent qui peuvent facilement devenir des usures déguisées. Il serait tout à fait faux de croire qu'elle fait ainsi une concession masquée aux nécessités et aux mœurs : s'adressant au fi-

(8) *Op. cit., loc. cit., p. 285.*

dèle convaincu que l'usure est interdite par Dieu, elle n'a pas à craindre qu'il veuille détourner ces moyens de leur but apparent; quant à ceux qui n'acceptent pas l'interdiction divine, elle ne peut rien sur eux avant de les avoir convaincus.

La seconde conséquence du fait que la loi civile est impuissante dans le domaine de la conscience est que les sanctions de l'Eglise sont pour le fidèle beaucoup plus terribles que les sanctions les plus sévères de la loi civile. Ceci est surtout vrai à l'époque que nous étudions où les fidèles scrupuleux étaient encore nombreux et les confesseurs d'une extrême sévérité, refusant par exemple l'absolution en cas de non-restitution.

En ce qui concerne l'usure, par exemple, les lois civiles ne sont assorties que de sanctions pénales, et il est bien évident que, pour un croyant, une amende, quelque élevée qu'elle soit, n'ajoute rien à la menace de l'enfer. Et, inversement, les quelques mesures extérieures que peut prendre l'Eglise pour punir un usurier ne sont rien, si celui-ci n'est qu'un Tartufe, n'ayant pour la religion qu'un zèle hypocrite. Ici encore, la référence du Père Le Semelier à la loi civile, loin d'être un secours quelconque à la loi ecclésiastique, ne peut qu'en affaiblir la portée.

La troisième conséquence, enfin, nous paraît plus importante encore : la loi civile ne peut punir que les actes extérieurs, elle regarde surtout le for externe, la loi ecclésiastique peut punir également les actes intérieurs, elle regarde essentiellement le for interne.

« Entre les lois de Dieu et celles des princes, dit saint Thomas (9), il y a cette différence que ceux-ci se contentent des œuvres extérieures, présentées par leurs ordonnances, et que Dieu, qui voit le fond des

(9) Ia, IIae, q. 98, art. 1.

cœurs, exige que les mouvements intérieurs en soient conformes aux maximes inviolables de la morale. » Ce que Babin commente ainsi :

« L'Eglise, en commandant ou défendant des actions extérieures, commande ou défend en même temps non seulement les actes physiques et intérieurs qui leur sont essentiels et sans lesquels ce ne serait pas des actions humaines, c'est-à-dire actions libres et volontaires, mais encore les actes internes nécessaires pour qu'elles aient cette bonté ou cette malice morale qui est l'objet du commandement ou de la défense que l'Eglise en fait, car c'est surtout dans l'ordre du salut et par rapport au salut des fidèles que Dieu a donné à son Eglise le pouvoir de faire des lois. »

Cela revient à dire que l'Eglise doit connaître de l'intention.

Selon saint Thomas d'Aquin, l'intention est un acte volontaire qui concerne la fin et par lequel nous décidons de faire ou d'omettre une chose. La moralité des actes humains procède de trois sources : de leur objet, de leurs circonstances et de leur fin. La fin et l'intention se confondent en morale, bien que dans la pratique elles soient l'une la dernière, l'autre la première dans l'ordre d'exécution et puissent, par conséquent, être fort différentes. D'où l'importance de l'intention et la nécessité qu'elle soit bonne pour que l'acte soit bon, quelle qu'en soit la fin accidentelle. Il est indispensable qu'un directeur de conscience ait toujours présent à l'esprit que « une intention mauvaise corrompt toujours, et dans sa totalité, une action, la rendant mauvaise, quelle qu'en soit d'ailleurs la bonté objective » (10). C'est-à-dire, dans le cas qui nous occupe, qu'un usurier est gravement coupable aux yeux

(10) *Dictionnaire de Théologie catholique*, Art. Intention.

de l'Eglise, même si son débiteur ne lui paye pas l'intérêt préalablement convenu.

Cette importance de l'intention, bien qu'elle ne soit pas négligeable, ne peut être aussi manifeste dans la loi civile qui, comme nous l'avons vu, ne peut considérer que le résultat, le juge n'ayant pas le même privilège que le confesseur.

Ainsi, entre les deux lois, il y a de profondes différences, mais l'origine est commune : Dieu. Ainsi, la loi civile n'est pas épisodique en regard de la loi divine, condition de la vie éternelle. Telle est la raison de l'effort tenté par le Père Le Semelier pour amoindrir entre elles les divergences. L'auteur respecte les ordonnances des princes, la coutume et l'interprétation de la jurisprudence. Sans doute « il n'y a point de coutume qui puisse déroger à la loi naturelle ou à la loi positive divine » (11), mais il n'admet pas que la législation d'un peuple chrétien puisse être tout entière dans l'erreur. Le consensus universel lui paraît un argument trop excellent pour l'abandonner. D'où ses efforts désespérés et infructueux pour une conciliation impossible. En réalité, cependant, dès son époque, la législation civile était sur la voie de l'émancipation.

Sa tentative montre bien plutôt à quel point le mal était profond et combien la loi civile avait évolué; car si elle avait suivi exactement la loi ecclésiastique en ce qui concerne le prêt à intérêt, il eut été suffisant que le Père Le Semelier l'indiquât pour rendre hommage à son contenu moral, cette similitude devant lui paraître toute naturelle.

La suite de cette étude et l'analyse séparée de la loi ecclésiastique et la loi civile ne feront que confirmer notre point de vue.

(11) Décisions de la Faculté de théologie de Paris, *loc. cit.*, art. 25.

Mais le problème n'aurait pas été posé sous cette forme si l'Eglise avait admis non seulement l'autonomie, mais aussi la liberté du pouvoir civil, ce qui ne suppose pas forcément une société indifférente et sans foi, mais bien plutôt, selon la conception de Dante et des Gibelins, une société qui aurait reconnu que l'Empereur, dans sa sphère indépendante, est aussi un interprète autorisé de Dieu.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'INTERDICTION ECCLÉSIASTIQUE DU PRÊT A INTÉRÊT. LES SOURCES DES CONFÉRENCES SUR L'USURE

LES AUTORITÉS, PÈRES DE L'ÉGLISE ET THÉOLOGIENS. — SAINT THOMAS. — DÉFINITION DU PRÊT. — DÉFINITION DE L'USURE. — LES SOURCES DE LA PROHIBITION : LES LIVRES SAINTS, MUTUUM DATE, L'USURE A ROME ET A BYZANCE, ARISTOTE ET PLATON, LA STÉRILITÉ DE L'ARGENT ET DE L'ÉCHANGE. — LE COMMERCE ET L'INTERDICTION DU PRÊT DE COMMERCE. — NAISSANCE DE LA THÉORIE DU RISQUE. — LES CONCILES ET LES DÉCRÉTALES. — LES AUTORITÉS APRÈS SAINT THOMAS.

C'est au XIII^e siècle et avec saint Thomas d'Aquin (1226-1274) que se fixa définitivement la doctrine de l'Eglise concernant l'usure. Il commenta dans la *Summa Theologica*, en particulier dans la Question LXXXVIII, *De peccato usurae* (II^a, II^{ae}), les textes

bibliques invoqués à ce sujet et résuma l'énorme littérature à laquelle ils avaient donné lieu.

Car il n'est pour ainsi dire pas un Père de l'Eglise, latine ou grecque, pas un théologien, qui n'ait avant lui lancé contre les « usuriers » (parmi lesquels il faut le plus souvent ranger les banquiers et les changeurs) quelque anathème du haut de la chaire ou par écrit. Le Père Le Semelier ne manque pas de les citer avec une grande abondance de référence tout au long de ses deux volumes et plus particulièrement dans le livre troisième : « De la condamnation de l'usure par les lois ecclésiastiques » (1).

Voici Tertullien (160-240) et son *Contre Marcion*, saint Basile (329-379), saint Grégoire de Nysse (330-400) et son sermon contre les usures, saint Jérôme (331-420) et son commentaire du chapitre XVIII d'Ezéchiel et du psaume LIV, saint Ambroise (340-397) et son commentaire de Luc et du livre de Tobie, saint Chrysostome et son commentaire de Matthieu (347-407), ainsi que le livre imparfait sur saint Matthieu qui lui fut longtemps attribué, saint Augustin surtout (354-430) et son commentaire des psaumes XXXVI et LXX avec sa définition du véritable commerce, saint Léon le Grand qui fut pape de 440 à 461, saint Anselme (1033-1109), puis saint Bernard, le dernier des Pères de l'Eglise latine (1091-1153), Pierre Lombard, dit le Maître des Sentences (1100-1160), et à l'époque même de saint Thomas, Albert le Grand (1193-1280), Alexandre de Halès (mort en 1245), l'un des premiers disciples médiévaux d'Aristote, le Docteur Irrefragable, la Fontaine de Vie, et enfin saint Raymond de Penafort qui réunit et commenta les décrétales des Papes (1175-1275).

Le Père Le Semelier aurait pu citer avec les précédents, saint Clément d'Alexandrie, saint Cyprien, Ori-

(1) T. I, p. 87 à 126.

gène, Eusèbe de Césarée, saint Athanase, saint Hilaire, saint Grégoire de Nazianze, saint Paulin, saint Cyrille d'Alexandrie, Antiochus de Saint-Sabas, le vénérable Bède, saint Jean Damascène, Hildebert, Pierre de Blois... et nous en oublions sans doute encore. Cette longue énumération montre l'importance attribuée par l'Eglise à la question.

De tous, saint Thomas est le plus complet, le plus clair, en même temps que le plus clairvoyant. Malgré les limites du sujet, on comprend en lisant ses remarques sur l'usure à la fois si fermes et si mesurées et en voyant son souci de ne taire aucune objection que la Faculté de Paris en 1274 ait comparé l'œuvre du Docteur Angélique au soleil lui-même, dont les rayons dissipent toutes les ombres. C'est à sa doctrine que notre auteur se rapporte le plus souvent. Elle est basée sur les Ecritures et sur Aristote et, parmi celles de ses prédécesseurs, rappelle surtout la doctrine de saint Augustin.

*
**

L'ouvrage du Père Le Semelier débute par la définition du prêt, car, dit-il très judicieusement, « comme tous les théologiens et les juristes conviennent que c'est le prêt qui fournit l'occasion et le prétexte à toutes les usures qui s'exercent, la notion et la connaissance de la nature du simple prêt est la clef du Traité de l'usure... il est donc de la dernière importance d'en donner, à la tête de cet ouvrage, une idée claire et distincte » (2).

Il y a, dit-il, deux sortes de prêt : le prêt à usage (*commodatum*) et le simple prêt (*mutuum*). C'est de ce dernier qu'il s'agira tout au long des conférences.

Le simple prêt est un contrat caractérisé par quatre notions principales :

(2) T. I, pp. 1 et 2.

1° La chose prêtée se consume par l'usage (comme le blé, le vin, l'huile, l'argent) ;

2° La chose prêtée devient propriété de l'emprunteur ;

3° La chose prêtée devient stérile pour le prêteur ;

4° Le simple prêt est gratuit.

Le premier principe n'est pas d'origine ecclésiastique. Il est tiré du droit romain, et a été énoncé dans le Code justinien :

« L'usufruit est un droit de jouir des biens d'autrui sans en diminuer la substance... l'usufruit des choses est souvent séparé de leur propriété dans le prêt à usage... mais cela ne se peut dans le simple prêt qui est de celles qui se consomment par l'usage, parce que si l'usufruit est un droit de jouir du bien d'autrui sans en diminuer la substance, les choses de cette nature ne sont point susceptibles d'usufruit. Le droit naturel, ni aucune loi civile ne peut autoriser qu'on en accorde l'usage. » Ce sont, par exemple, « le vin, l'huile, le blé, les vêtements... L'argent monnayé est presque de la même nature, parce qu'il semble qu'il péricule par l'usage ordinaire qu'on en fait et parce qu'il passe continuellement d'une main dans une autre » (3).

En ce qui concerne le second principe, qui a pour conséquence que la perte et le gain sont pour l'emprunteur, et que le créancier ne court aucun risque du sort principal, saint Augustin note que dans le prêt on n'a pas droit de redemander la chose prêtée « in individuo », c'est-à-dire la chose elle-même, mais seulement une chose de même espèce, qualité et valeur (4). C'est par là seulement que le prêt se distingue de la donation, le donateur n'ayant évidemment même pas le droit d'exiger la restitution d'une chose

(3) Just. l. 3, Quibus modis re contrah. oblig. cité, T. I, p. 4.

(4) De Serm. Dom. in monte.

de même espèce. Ce principe était aussi celui qui régissait le *mutuum* en droit romain.

Le troisième principe est d'une importance capitale : c'est celui de la stérilité de l'argent, qu'Aristote a exposé le premier et qui devait être jusqu'à nos jours adopté ou combattu par les écoles d'économistes les plus diverses : « Il est contre la nature, dit Aristote, que l'argent produise de l'argent » (5). C'est évidemment là la condamnation sans appel du prêt à intérêt.

Cette théorie de la stérilité naturelle de l'argent a été l'argument favori des théologiens qui, après saint Grégoire de Nysse, saint Basile et saint Chrysostome, ont fait remarquer « que le Créateur n'a dit qu'aux créatures animées : croissez et multipliez, et qu'il ne l'a pas dit aux créatures inanimées, tel que l'argent » (6).

Quant au quatrième principe, il est basé sur « l'ordre naturel qui lie les hommes par l'amour mutuel » (7). C'est le grand principe de la charité. Non seulement les Ecritures, les Saints Pères et les Docteurs le conseillent, mais encore ils en font un précepte : « Que s'il y a chez toi un indigent d'entre tes frères, dans l'une de tes villes, au pays que l'Eternel te destine, tu n'endurciras point ton cœur, ni ne fermeras ta main à ton frère nécessiteux. Ouvre-lui plutôt ta main ! prête-lui, en raison de ses besoins, de ce qui peut lui manquer !... Non ! il faut lui donner et lui donner sans que ton cœur le regrette ; car, pour prix de cette conduite, l'Eternel, ton Dieu, te bénira dans ton labeur et dans toutes les entreprises de ta main », dit le Deutéronome (XV, 7 sq.) et, après lui, saint Luc, saint Matthieu, saint Ambroise, saint Grégoire, saint Augustin, saint Thomas d'Aquin, etc... La plupart

(5) *Politique*, liv. I, chap. III, § 23.

(6) Saint Grégoire, Homil. 4 in *Eccles.*

(7) T. I, p. 15.

d'entre eux font une distinction très intéressante entre l'aumône et le prêt : il faut faire l'aumône aux indigents; il faut prêter aux personnes « qui sont incommodées et qui voudraient emprunter pour se retirer des mains de leurs créanciers qui les poursuivent et qui vont déranger leurs affaires, mais qu'elles ont encore l'espérance de pouvoir rétablir » (8).

Dans ce dernier cas, le prêt doit être fait avec discernement. Le Père Le Semelier y pose certaines conditions : l'emprunteur doit être réglé dans sa conduite, faire bon usage de la somme prêtée, ne pas se trouver dans l'embarras par sa faute, c'est-à-dire ne pas être un « dissipateur criminel »; le prêteur ne doit offrir son aide que lorsque vraiment il n'y a pas d'autre moyen pour la « personne incommodée » de se tirer d'affaires autrement; il ne doit pas offrir plus que sa propre situation ne le permet, « par exemple un père chargé d'une grosse famille est dispensé, toutes choses égales, de prêter autant qu'un autre qui n'a que peu d'enfants ». Phrases sensées et humaines qui contiennent toutes les règles de la solidarité. « Il est vrai, ajoute le Père Le Semelier, que l'on risque de perdre ce que l'on aura prêté, mais saint Ambroise enseigne que l'on ne perd rien quand on donne du secours aux pauvres dans leurs misères (9). »

Après avoir défini le prêt, le Père Le Semelier définit l'usure.

C'est, dit-il, un profit que l'on prétend tirer en vertu du prêt. Tout ce qu'on prend au-dessus de la somme prêtée, seulement et précisément à raison du prêt, s'appelle donc usure (10).

Cette définition s'applique d'ailleurs aussi bien au prêt d'argent qu'au prêt d'objet : « L'usure se com-

(8) T. I, p. 16.

(9) T. I, p. 19.

(10) T. I, p. 27.

met lorsqu'on prend plus qu'on n'a prêté, par exemple si vous avez prêté dix pièces d'argent et que vous en exigiez davantage, ou si vous avez prêté un boisseau de blé et que vous preniez quelque chose au delà... » (11).

C'est là l'usure réelle. Saint Augustin en avait dénoncé une autre : l'usure mentale, que le Pape Urbain II définit ainsi : « C'est lorsque celui qui prête sans être convenu de rien avec celui à qui il prête, a pour intention principale de tirer de lui quelque profit ou quelque service » (12). Parce qu'elle est très difficile à déceler, il n'est guère possible d'en faire l'objet d'une loi, fût-elle canonique. Nous ne la citons ici que pour preuve de l'importance de l'intention dont nous avons parlé plus haut (13).

Les commentateurs du Deutéronome se sont tous heurtés, dès le début, à une grosse difficulté : la prohibition de l'intérêt n'y semble pas absolue. Le rédacteur distingue entre le prêt fait à un compatriote et celui fait à un étranger : « Tu n'exigeras de ton frère aucun intérêt, ni pour argent, ni pour vivres, ni pour aucune chose qui se prête à intérêt. Tu peux exiger un intérêt de l'étranger, mais tu n'en tireras point de ton frère » (Deut., XXIII, 19, 20).

Ce verset a fait l'objet de multiples controverses et d'innombrables explications, parce qu'il admet que certaines choses se prêtent généralement à intérêt, et qu'il n'interdit cette pratique qu'à l'intérieur de la communauté. Il faut chercher la véritable raison de cette distinction dans ce phénomène bien connu de la coexistence chez les peuples primitifs de deux morales, l'une celle de la tribu ou de la cité, l'autre concernant l'étranger traité en ennemi ou en barbare.

(11) Voir Lev. 25, v. 37. Eséchiél 18, 8 et 17. *Le Maître des Sentences* (L. 3, 34), etc...

(12) Cité T. I, p. 30.

(13) Voir Première Partie, chap. III.

Saint Thomas résoud la difficulté d'une façon purement théologique : « Moïse, dit-il, toléra les prêts à intérêts à l'égard des étrangers afin de les empêcher de se ruiner entre eux, par tolérance, *ad duritiam cordis*, de même qu'il leur permit la répudiation afin de les empêcher de tuer leurs femmes. Mais lorsque, grâce à ses enseignements, ce peuple grossier et qui avait vécu au milieu de peuples pratiquant largement l'usure, se fut affiné, il ne fut plus question de tolérance (14). »

L'Ancien Testament, dans les autres livres, est en effet plus strict; déjà le Lévitique déclarait :

« Si ton frère devient pauvre et que sa main fléchisse près de toi, tu le soutiendras, tu feras de même pour celui qui est étranger et qui demeure dans le pays. N'accepte de sa part ni intérêt, ni profit, mais crains ton Dieu et que ton frère vive avec toi. Ne lui donne point ton argent à intérêt, ni tes aliments pour en tirer profit » (Lév., XXV, 35 à 47).

Dans l'Exode, il est dit : « Si tu prêtes de l'argent à quelqu'un de mon peuple, au pauvre qui est avec toi, ne sois point à son égard comme un créancier, n'exige point de lui des intérêts... » (Ex., XXIII, 25).

Les psaumes reprennent cette idée avec un lyrisme qui lui donne une force nouvelle : « Eh bien! ils s'en ressentiront tous ces ouvriers d'iniquité qui dévorent mon peuple comme on mange du pain et n'invoquent pas l'Eternel. Dès lors, ils seront saisis et épouvantés, car Dieu est avec la race des justes » (Ps. XIV).

« Eternel, qui séjournera sous ta tente? Qui habitera sur ta montagne sainte? Celui qui marche intègre, pratique la justice... Qui ne place pas son argent à intérêt et n'accepte pas de présent aux dépens de

(14) *Summa Theologica*, IIa, IIae, Quaest. LXXVIII.

l'innocent... Celui qui agit de la sorte ne chancellera jamais » (Ps. XV).

Ces deux psaumes sont à rapprocher étroitement, tant par l'idée qu'ils contiennent que par leur forme même, du passage suivant de la Sourate Al Bakara ou de la Vache, dans le Coran, auquel d'ailleurs fait appel notre auteur lorsqu'il oppose aux chrétiens endurcis et aveugles ceux qui ont consulté les seules lumières de la nature au milieu des ténèbres du paganisme (15).

...Mais les usuriers qui mangent de leur usure
ceux-là ne se lèveront dans l'ultime jour
que de la façon dont se lève
celui qu'a souillé par contact le Cheïtan...
...Oui, il anéantit Allah, l'usurier,
et il fait fructifier le mérite de la charité.
Et Allah point n'aime le mécréant, le scélérat,
Mais en vérité ceux qui croient
et font les œuvres excellentes
et maintiennent haut la prière
et apportent l'aumône zakat,
à eux leur rétribution chez leur Maître
et point de crainte sur eux
et point ils ne seront dans l'affliction (16).

Ezéchiél est plus violent que le psalmiste : « Un homme qui se montre vertueux, qui pratique la justice... qui ne fraude personne, qui restitue le gage de la dette, qui ne commet pas de vol, qui donne son pain à l'affamé et qui couvre d'un vêtement celui qui est nu, qui ne prête pas à usure et n'accepte pas de surcroît... Celui-là est un juste, il vivra à coup sûr, dit le Seigneur Dieu... » (XVIII, 5 sq.), mais celui qui « ...exploite le pauvre et le nécessiteux commet des

(15) T. I, p. 36.

(16) Traduction Mardrus.

volas, ne restitue pas le gage et lève les yeux vers les idoles, fait des abominations, prête à intérêt et accepte le surcroît, il vivrait? Il ne vivra pas, il a commis toutes ces infamies, il faut qu'il meure, son sang sera sur lui » (XVIII, 12 sq.). Et, plus loin, Ezéchiel met l'usure sur le même plan qu'une série de crimes abominables : « On a accepté chez toi des dons corrompateurs pour faire couler le sang; tu as pris de l'intérêt un profit illicite (17), exploité ton prochain par les rapines et tu m'as oublié, moi, dit le Seigneur Dieu!... je te disperserai parmi les nations, je t'éparpillerai par les pays et j'extirperai la souillure qui s'est attachée à toi... » (Ezéchiel, XIII, 12 sq.).

D'autres prophètes, Néhémie (V, 7, 10), Elie dans les Rois (II, IV, 1), Amos (VIII, 4) s'élèvent avec la même violence contre les assassins, les voleurs et les usuriers. Ainsi il ne peut y avoir aucun doute sur l'attitude des prophètes, après le législateur, véritables forgerons du judaïsme.

Mais c'est dans le Nouveau Testament que se trouvent les passages essentiels pour les théologiens :

« Ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le pareillement pour eux. Si vous aimez qui vous aime, quel gré vous en saura-t-on? Les pécheurs aussi aiment ceux qui les aiment. Et si vous faites du bien à ceux qui vous font du mal, quel gré vous en saura-t-on? Les pécheurs aussi en font autant. Et si vous prêtez à ceux de qui vous espérez recevoir, quel gré vous en saura-t-on? Des pécheurs aussi prêtent à des pécheurs afin qu'on leur rende l'équivalent.

(17) Etant donné le contexte, nous ne croyons pas qu'on puisse entendre cette phrase comme : « tu as prêté à intérêt suivant un taux trop élevé », ce qui serait la condamnation de l'usure suivant notre terminologie moderne, mais l'aveu de l'existence du prêt à intérêt. Nous croyons plutôt que cela signifie : « Le prêt à intérêt a été pour toi une source illicite de profits. »

Pour vous, aimez vos ennemis, faites du bien et prêtez sans espérer de retour » (Saint Luc, VI, 35 et sq.).

« *Mutuum date, nihil inde sperantes* ».

Rapprochons cette phrase, qui était destinée à jouer un si grand rôle dans l'économie du monde chrétien tout entier pendant plusieurs siècles, d'un passage analogue de saint Matthieu (V, 42) : « Vous avez appris qu'il a été dit « œil pour œil, dent pour dent »; et moi je vous dis de ne pas tenir tête au méchant; mais si quelqu'un te frappe sur la joue droite, présente-lui encore l'autre, et à celui qui veut t'appeler en justice pour avoir ta tunique, abandonne encore ton manteau. Et si quelqu'un veut t'obliger à faire avec lui mille pas, fais avec lui deux mille pas. *Donne à qui te demande et ne cherche pas à éviter celui qui veut te faire un emprunt.* » Il est évident qu'il ne s'agit pas seulement ici de prêter sans attendre de récompense, mais encore sans attendre même de restitution. Tertullien indiquait déjà le progrès fait par la loi évangélique sur le chemin de la charité : Moïse recommandait de sacrifier le fruit du prêt; Jésus demande le sacrifice du principal. Ici encore, rappelons Al Bakara qui exprime la même idée :

Mais si votre débiteur est un affligé de gêne
Alors abstenez-vous, en attendant l'aisance.
Et si vous le tenez quitte par charité,
Cela vous sera préférable,
Ah! si vous saviez!

Dans ces textes, la question est posée sur le plan de la charité et il paraît difficile de faire d'un principe de charité une règle économique. Cependant, l'Eglise fit de la phrase « *Mutuum date...* » la plus puissante des armes contre le prêt à intérêt et donc

contre le crédit, avec toutes les conséquences que cela pouvait entraîner (18).

L'interdiction biblique ne suffit pas à expliquer cette attitude.

Nombreux sont les commandements des Evangiles que l'Eglise n'a pas appliqués dans leur sens littéral. « Ne jugez point et vous ne serez point jugés », par exemple, ou bien : « Celui qui se sert de l'épée périra par l'épée ». On discute encore sur le sens que les premiers chrétiens attachaient à ces paroles. Mais il est certain que du jour où l'Eglise a vécu en paix avec le pouvoir civil, ces phrases ont été comprises dans un sens purement religieux et on leur a donné les significations suivantes : « Nul en dehors de Dieu ne peut dire si un homme sera sauvé ou perdu... » « Il faut être pacifique dans son cœur. » L'objection de conscience n'a subsisté, si elle a jamais existé, que sous la forme très atténuée de l'opposition médiévale entre le guerrier et le clerc. Bien plus, l'interprétation trop étroite du texte évangélique, la confusion entre le commandement et l'image qui l'exprime, constitue une hérésie dont le tolstoïsme a été l'une des dernières manifestations.

Les théologiens avaient toujours su, même quand ils n'étaient pas casuistes, distinguer entre les commandements nécessaires et ceux qui ne constituaient qu'un idéal de sainteté : c'est ainsi qu'on doit s'abstenir de la vengeance. Mais il n'est pas absolument obligatoire, lorsqu'on est frappé sur une joue, de tendre l'autre. L'aumône est ordonnée, la richesse doit laisser l'âme de l'homme assez indifférente pour lui permettre de préparer son salut, mais l'Eglise n'impose pas à ses membres l'abandon de tous leurs biens comme Jésus-

(18) Cependant Jésus dans la Parabole des talents cite l'exemple d'un maître qui reproche à un serviteur infidèle de n'avoir pas fait fructifier l'argent confié. Mais ici, comme le soulignera saint Thomas, il ne s'agit pas d'un prêt.

Christ conseillait de le faire dans la parabole du fils prodigue. Il y a dans les Actes des Apôtres une phrase souvent invoquée par les partisans de la communauté des biens : « Tous ceux qui croyaient vivaient ensemble, et ils avaient tout en commun. Ils vendaient leurs terres et leurs biens et ils en partageaient le prix entre eux, selon les besoins de chacun » (19). La règle qui y est contenue n'est appliquée que dans les monastères. Jamais l'Eglise n'a eu la prétention d'introduire le communisme dans la société civile.

Une des objections souvent faite contre l'application littérale du passage qui nous occupe, et que le Père Le Semelier tente de réfuter, vient appuyer notre argumentation : c'est celle qui rapproche le passage de saint Luc sur l'usure du passage de saint Paul sur la continence : « Il est vrai, disent les objecteurs, que Jésus-Christ, par ce passage de saint Luc, loue et promet des récompenses à ceux qui prêtent sans tirer des intérêts; mais s'il est plus parfait de prêter sans attendre de récompense, cette action n'est pas pour cela de précepte. Qui a jamais pensé que la continence soit de précepte, parce que Jésus-Christ promet des récompenses à ceux qui la gardent? 20). »

Il nous semble donc que les raisons de la rigueur avec laquelle l'Eglise s'est attachée à pourchasser le prêt à intérêt est ailleurs que dans un sentiment d'obéissance aveugle aux textes canoniques. Ces raisons sont à la fois économiques et idéologiques.

Tout d'abord, les difficultés économiques où s'était débattu l'Empire romain agonisant, puis l'Empire byzantin, avaient certainement contribué à l'horreur pour le commerce de l'argent. Elles sont bien connues, il nous suffira de les résumer.

Lorsqu'Alaric envahit l'Italie, les vandales l'Afri-

(19) *Actes des Apôtres*, II, 44 et 45.

(20) T. I, p. 81.

que, Rome ne reçut plus les distributions de blé. Constantinople l'avait remplacée dans l'affection des empereurs et comme cliente de l'Égypte. Le fléau de l'usure prit alors des proportions effroyables, le taux couramment pratiqué était, au temps de saint Jérôme, de 50 %. Et il ne s'agissait pas de prêts d'accroissement, puisque les Romains avaient désappris l'agriculture et le commerce, mais de prêts de consommation (21).

L'horreur de l'Église pour ces abus était d'autant plus grande qu'elle était, à ses débuts surtout, formée de petites gens et que ce commerce était évidemment toujours fait au détriment des classes inférieures, ruinées par les guerres et les impôts et composées de petits et moyens propriétaires qui, ne pouvant plus cultiver leurs champs, se voyaient peu à peu dépouillés par leurs créanciers. On sait que les empereurs byzantins, et Justinien le premier, suivis par les empereurs isauriciens, macédoniens et en particulier par Nicéphore II Phocas, luttèrent continuellement contre l'absorption de la petite propriété par la grande et l'asservissement des classes rurales inférieures, par celles des *dunatoi* (22). Ces derniers, grâce à l'usure

(21) Voir à ce sujet, J. FAVRE, *Le prêt à intérêt dans l'ancienne France*.

(22) Sur cette question de la politique agraire des empereurs byzantins et de la constitution des *latifundia*, voir DIEHL, *Justinien et la civilisation byzantine au VI^e siècle*, pp. 115 et sq. — TESTAUD, *Des rapports des puissants et des petits propriétaires ruraux dans l'Empire Byzantin au X^e siècle*, pp. 136 et sq. — GRENIER, *L'Empire Byzantin, son évolution sociale et politique*, p. 229.

On sait que la société rurale dans l'Empire byzantin se composait des *dunatoi* et des *penetes*. Les *penetes* étaient les petits propriétaires et les travailleurs de la terre. Il ne faut pas oublier que parmi les *dunatoi* se trouvaient non seulement les grands dignitaires de l'Empire, mais les chefs de l'Église et les grands monastères, dont les biens immenses se constituèrent au détriment des classes inférieures. Nous ne citerons ici, que pour mémoire, l'institution du *patrocinium* et de l'adoption, la première étant d'ailleurs une forme déguisée du prêt à intérêt et justement celle que nous signalions tout à l'heure : sinon prêt d'argent, du moins service rendu avec l'intention d'en tirer profit. Sur ce point particulier, voir FERRADOU, *Des biens des monastères à Byzance*.

et au taux de l'intérêt, réussissaient à accaparer les terres de leurs malheureux débiteurs et à former les immenses biens agricoles, ou *latifundia*, qui devaient être la base du régime féodal, avec toutes ses conséquences : affaiblissement de la puissance impériale et servage.

D'autres part, les praticiens à Rome, les *dunatoi* à Byzance, empruntaient pour soutenir un luxe de plus en plus exigeant. Cet état de choses pénible et dangereux masquait aux yeux des véritables croyants l'importance véritable, la valeur réelle du crédit et du prêt en tant qu'élément moteur du commerce et de l'industrie. Ils prenaient d'ailleurs le résultat pour la cause et méconnaissaient le fait que la mauvaise administration était responsable des ravages de l'usure.

Mais les motifs intellectuels de la défense de l'usure nous paraissent sinon plus importants — (car les rapports de l'économie et de l'idéologie constituent un problème toujours posé et jamais résolu, si ce n'est par le tempérament des auteurs, probablement parce que, en histoire, les notions de commencement et de causalité n'ont pas le même sens que dans les sciences de la matière) — du moins les seuls qui offrent un intérêt permanent, donc actuel. Leur examen nous arrêtera quelques instants.

Oublions un moment notre destin d'homme moderne, et par un effort d'imagination — dangereux à cause de notre faiblesse, mais permis puisqu'il fut celui de tous les grands historiens — demandons-nous si l'argent a toujours eu l'importance que nous lui donnons. Nous disons l'argent — et non l'économie — car il est bien évident que la possession des biens matériels a toujours conditionné, même les plus hautes manifestations de la vie de l'esprit. Ce qui nous frapperait peut-être dans les civilisations qui ont précédé l'époque moderne, c'est-à-dire approximativement le

xvi^e siècle, d'où date justement le déclin de la puissance de l'Eglise, c'est le rôle restreint joué par les phénomènes monétaires, sinon dans l'histoire, du moins dans la vie consciente des hommes. Les prix étaient relativement stables, la monnaie n'était pas « une marchandise comme une autre », ou si elle l'était, ceci concernait uniquement les professionnels, les usuriers précisément, mais non le peuple. Celui-ci a toujours résisté à la conception de la monnaie marchandise, même lorsqu'il voyait les cours changer par suite de manipulations. Il ne s'agissait là que d'un droit régalien devant lequel il devait s'incliner, comme il faisait devant le fisc. Et les autres causes de changement des cours étaient généralement si lentes qu'une seule génération ne les apercevait pas. Rien n'est plus symptomatique à ce sujet que l'indignation de notre auteur en plein xviii^e siècle devant l'agiotage qui, sous ce terme péjoratif, n'était pas autre chose que la plus banale des opérations de Bourse.

Ainsi libre de ce qui devait devenir le principal but de la vie durant les siècles suivants, l'humanité put, pendant l'antiquité et le moyen âge, se consacrer à des activités religieuses et sacrées. La civilisation des seigneurs a précédé celle des marchands qui s'épanouit au xix^e siècle, et nous devons toujours nous demander dans la suite de cet ouvrage si, par progrès, il ne faut pas entendre simplement la soumission lucide à une décadence inévitable, l'adaptation à une complexité et un style de vie où l'essentiel était oublié.

Opinions de grands seigneurs sont les avis de Platon et d'Aristote sur l'usure, d'Aristote, de saint Augustin et même de saint Thomas sur le commerce, opinion de grand seigneur, surtout la doctrine de la stérilité de l'argent.

S'appuyant sur la distinction établie par les sophistes entre *phusis* et *nomos*, entre la nature et la

convention, Aristote considérait la monnaie comme « une richesse irréelle, dont l'existence relève de la convention et non de la nature, parce que, les biens utiles faisant défaut, elle perd toute valeur et toute utilité et devient impropre à procurer les vivres indispensables » (23).

A sa suite, la philosophie classique admit que la monnaie était un signe de valeur et non une marchandise. La véritable richesse tient dans l'abondance des biens *naturels*; l'abondance des biens artificiels, comme la monnaie n'est qu'un leurre, qu'illustre le mythe de Midas.

De cette théorie découle une hostilité générale pour tout commerce. Aristote n'admet en fait de *chremastique* (moyen d'accumuler les richesses) que celle qui fait partie de l'économie domestique : « celle qui doit fournir, produire et thésauriser les biens nécessaires à la vie familiale et politique » (24). Le commerce ne répond à nulle nécessité, il a sa fin en lui-même. La *chremastique* commerciale, toute en échanges, mérite le blâme, « car elle n'est pas selon la nature, elle prend aux uns ce qu'elle donne aux autres... » (25). L'argent est naturellement stérile, il ne doit servir qu'à l'échange. En retirer du fruit alors qu'il est incapable de rien produire, c'est agir contrairement à la nature : de là la condamnation du prêt à intérêt.

« On a donc parfaitement raison de haïr le prêt à intérêt. Par là, en effet, l'argent devient lui-même productif et se trouve détourné de sa fin qui était de faciliter les échanges. Mais l'intérêt multiplie l'argent, de là précisément le nom qu'il a reçu en grec où on l'appelle *tokos*. De même, en effet, que les enfants sont de même nature que leurs parents, de même l'intérêt, c'est de l'argent, fils d'argent. Aussi de tous les moyens

(23) *Politique*, liv. I, chap. III.

(24) et (25) *Politique*, *loc. cit.*

de s'enrichir, c'est le plus contraire à la nature (26). »

Dans l'*Ethique à Nicomaque*, Aristote est plus sévère encore. Il flétrit « ...ceux qui exercent des métiers indignes d'un homme libre et bien élevé : les proxénètes et leurs semblables, les usuriers et tous ceux qui prêtent de faibles sommes à gros intérêts, car tous gagnent de l'argent par des procédés qu'ils ne devraient pas employer et gagnent plus qu'ils ne devraient. Leur vice commun est la pratique des gains honteux (27). »

Déjà Platon, dans le livre V des *Lois*, avait banni de sa République les usuriers : « Dans une cité qui doit être exempte du plus grand des maux, je veux dire la sédition, il ne faut pas que les citoyens soient les uns exclusivement pauvres, les autres exclusivement riches... il ne faut donc pas s'enrichir par de vils métiers, par des usures, par des trafics honteux de bétail ».

Le travail, la propriété, même la guerre, peuvent donc être pour ces philosophes une source de richesses, mais le prêt d'argent est exclu.

Il est intéressant de rapprocher de ces opinions celles de théologiens sur le commerce. Saint Augustin définit le véritable commerçant avec plus d'indulgence, il est vrai, que saint Chrysostome et saint Epiphane, mais avec la crainte qu'il ne soit bien difficile à un marchand de mener une vie agréable à Dieu. Saint Thomas, vivant à une époque d'évolution économique, est plus tolérant. Mais avec quel mépris il considère le bénéfice que l'on peut tirer du commerce lorsqu'il excède le strict nécessaire !

« Le propre du commerce est de s'appliquer aux échanges. Or, le philosophe, au livre I de sa politique, distingue deux sortes d'échange... L'un, en nature,

(26) *Op. cit., loc. cit.*

(27) *Ethique*, liv. IV, chap. I, § 37.

l'autre, d'une monnaie pour une autre ou pour un objet. Cette dernière sorte d'échange est opérée non à cause des nécessités de la vie, mais en vue du lucre... C'est pourquoi le commerce considéré en lui-même a un certain caractère honteux, comme n'impliquant pas en soi une fin honnête ou nécessaire. Toutefois, si le lucre qui est le but du commerce n'implique pas intrinsèquement quelque chose d'honnête ou de nécessaire, il n'implique non plus en soi rien de vicieux ou de contraire à la vertu. Dès lors, rien n'empêche que le lucre soit rattaché à quelque fin nécessaire ou même simplement honnête et ainsi le commerce sera rendu licite. Par exemple, un homme recherche dans le commerce un lucre modéré, mais il rattache celui-ci à l'entretien de sa maison ou même à l'assistance des indigents; ou bien se livre au commerce en vue de l'utilité publique, ou veut que les choses nécessaires à l'existence ne manquent pas dans le pays, et le lucre au lieu d'être visé comme fin est seulement réclamé comme rémunération du travail (28). »

Cette doctrine de la stérilité de l'échange s'est transmise jusqu'à l'époque moderne, à travers les systèmes les plus divers : « Le travail des commerçants, dit Quesnay, n'opère qu'une transmission de richesse d'une main à l'autre : il est donc essentiellement et strictement stérile » (29) et Karl Marx : « Dans sa forme normale, l'échange est un échange d'équivalents et ne peut être, par conséquent, un moyen de bénéfices » (30).

On voit le lien qui a toujours existé, aussi bien dans la réalité que dans l'esprit des théoriciens entre le prêt et le commerce. On ne peut donc prétendre que les interdictions des théologiens portaient seulement sur

(28) *Summa Theologica*, IIa, IIae, q. LXXVII.

(29) QUESNAY, *Dialogue sur les travaux des artisans*.

(30) K. MARX, *Capital*, liv. I, chap. V.

le prêt de consommation à l'exclusion du prêt de commerce. C'est pourquoi le Père Le Semelier n'admet pas la distinction, argument favori des défenseurs de l'usure. Le prêt est interdit, même s'il est utile : « Quand il serait encore plus avantageux, c'est assez pour le proscrire, disent les Pères, d'avoir montré que la loi de Dieu le défend » (31).

En résumé, l'Eglise est catégorique.

A la question : « Est-ce un péché de recevoir une usure pour de l'argent prêté », saint Thomas répond en disant que : recevoir une usure pour un prêt d'argent est, en soi, injuste, parce que c'est vendre « ce qui n'existe pas... ». Il y a, en effet, dit saint Thomas, des choses dont l'usage n'implique pas la consommation, comme une maison que l'on peut habiter sans la posséder et dont, par conséquent, on doit payer le loyer, mais il y a des biens consommables, comme le vin, le froment, l'argent, dont le propre et principal usage est la consommation. Et de même que celui qui voudrait vendre séparément d'une part son vin, d'autre part l'usage de son vin, celui-là vendrait une chose qui n'existe pas. Il n'y a pas lieu de percevoir une rémunération en retour de l'usage d'une somme d'argent. Ou encore la propriété de l'argent étant inséparable de son usage, celle-là est transférée à l'emprunteur en même temps que celle-ci, ce qui est prouvé par le fait que les risques sont à la charge du débiteur. Il n'y a donc aucun motif légitime au prêt. C'est la réfutation de la théorie du loyer de l'argent.

De ces remarques, saint Thomas tire une application plus originale : Il y a des biens, dit-il, dont l'usage implique la consommation, qui n'ont pas d'usufruit (et il reprend l'exemple classique du blé, du vin, de l'argent), sinon par le moyen de l'*industrie humaine*.

(31) T. I, p. 167

D'autres biens sont féconds par eux-mêmes, ont un usufruit, comme une maison, un champ. Il faut, en ce qui les concerne, non seulement les restituer, mais restituer « les fruits qui ont été retirés, parce que ce sont les fruits des choses dont un autre est propriétaire et qui, par conséquent, lui sont dus. » A la théorie de la stérilité de l'argent, il ajoute la théorie de l'opposition entre l'ordre de la fécondité naturelle et l'ordre de l'industrie humaine, que nous retrouverons chez les physiocrates.

En réponse à la question : « Est-il permis pour un prêt d'argent de réclamer quelques avantages supplémentaires », saint Thomas expose les cas où il juge la chose possible. Cet exposé devait devenir le point de départ d'une féconde théorie juridique :

Chacun a le droit de veiller à sa sûreté. Or il arrive, quand on prête de l'argent, qu'on fasse une perte. Il est donc permis au prêteur, en outre de la somme prêtée, d'attendre ou d'exiger une indemnité supplémentaire. L'idée que le risque économique peut être un des facteurs de la valeur apparaît ici, de même que dans la Question LXXVII sur le commerce. Mais cette idée ne devait exercer son influence sur l'évolution de la pensée économique qu'avec une très grande lenteur (32).

Nous verrons plus loin l'importance dans le prêt à intérêt de la théorie du risque, du lucre cessant et du dommage naissant, dont on a souvent dit qu'elle était un adoucissement à la rigueur de l'Eglise. Mais saint Thomas n'admet pas que dans la généralité des cas le prêt comporte un risque entraînant la perception d'un intérêt.

C'est ce qu'ont affirmé, après lui, des théologiens comme Duns Scot, Gerson, etc..., jusqu'à Bossuet dans

(32) Voir P. GEMAHLING, *Les Grands Economistes*, p. 9, note 13, et DUBOIS, *Précis de l'histoire des doctrines économiques*, p. 86.

son *Traité de l'Usure*. C'est ce qu'ont proclamé les décrétales des Papes : de Léon IX, en 1049, d'Alexandre III (pape de 1159 à 1181), d'Urbain III (pape de 1185 à 1187), d'Innocent III (pape de 1198 à 1216), de Grégoire IX (pape de 1227 à 1241), de Pie V, en 1568, de Grégoire XIII, en 1581, d'Alexandre VIII, en 1666, d'Innocent XI, en 1679.

C'est ce qu'ont promulgué, sous forme de lois canoniques, les Conciles et les Assemblées ecclésiastiques, depuis le Concile de Nicée, en 325, où, pour la première fois, l'usure fut interdite aux clercs (canon 17), et le Concile d'Elvire où l'usure fut interdite même aux laïcs (canon 20), jusqu'à l'Assemblée du clergé de France, en 1700, où furent condamnées les propositions permettant l'intérêt du prêt sous prétexte de reconnaissances ou en raison du fait que l'argent présent est préférable à celui à venir. Au cours de ces quatorze siècles, à Carthage, en 347, à Tours, en 461, à Adge, en 506, à Terragone, en 516, à Orléans, en 538, à Chelchut (Angleterre), en 787, à Aix-la-Chapelle, en 816, à Paris, en 829 et 850, à Meaux, en 845, aux deux Conciles du Latran, avec Innocent II, en 1139, et Alexandre III, en 1179, où la prohibition fut clairement étendue aux laïcs, à Avignon, en 1209, à Béziers, en 1255, à Albi, en 1254, à Sens, en 1269, à Poitiers, en 1280, à Vienne, en 1311, à Auch, en 1308, à Trèves, en 1310, à Ravenne, en 1317, à Avignon, en 1457, au III^e Concile de Latran, en 1517, avec Léon X, à Milan, en 1565, avec saint Charles Borromée, à Malines, en 1570, à la première Assemblée du clergé de France, en 1579, à Toulouse, enfin, en 1590, l'Eglise se montra constante dans sa sévérité.

CHAPITRE II

LES LOIS CIVILES DEPUIS ROME JUSQU'À L'ÉPOQUE DES CONFÉRENCES

Péché aux yeux de l'Eglise, le prêt à intérêt est-il un délit aux yeux de l'Etat? La réponse à cette question permet de dire si l'usure concerne le for interne ou le for externe.

Le Père Le Semelier affirme dans son livre quatrième que l'usure est condamnée « par les lois civiles, les ordonnances du royaume et la jurisprudence des arrêts ». Par loi civile, il entend celle des païens et des empereurs chrétiens de Rome.

Il ne nous paraît donc pas inutile de dire ici quelques mots des mesures prises à Rome non pas tant contre le prêt à intérêt que contre le taux de cet intérêt.

D'après Tite-Live et Tacite (1) dès 347 av. J.-C., on institua à Rome un maximum légal de l'intérêt, le *fenus unciarium*.

On discute encore aujourd'hui sur le *fenus unciarium*. Dureau de la Malle soutient qu'il était de 1 % par an, Niebuhr qu'il était de 1/12 du capital ou de 8, 1/3 % par année de dix mois. Plus récemment, M. Appleton a avancé une hypothèse selon laquelle il était fixé à 10 % du capital prêté (2).

(1) Tite Live, VII 16, § 1 et Tacite, Ann. VI, 16.

(2) DUREAU DE LA MALLE, *L'Economie politique des Romains*. — NIEBUHR, *Röm Geschichte*. — APPLETON, *Contribution à l'histoire du prêt à intérêt à Rome : le taux du « fenus unciarium »* (Nouv. Revue Historique du Droit Français et Étranger, 1920).

De toute façon, l'existence du *fenus unciarium* est la preuve de l'usage courant de taux d'intérêt très élevés, qu'il était nécessaire de limiter légalement. Cette institution ne semble pas d'ailleurs avoir suffi, puisque en 342 environ, la *lex Genucia* aurait défendu de toucher des intérêts, quel qu'en fut le taux. D'après Caton, elle aurait eu comme sanction la peine du quadruple. La loi Marcia adoucit cette interdiction, en imposant la peine du quadruple seulement en cas de demande en justice (3).

Il semble que vers 88 Sylla ait édicté une nouvelle loi sur le *fenus unciarium*, mais on ne sait rien de très précis à son sujet. Jusqu'à l'avènement d'Auguste, l'intérêt moyen fut de 4 à 6 %, mais le taux n'était considéré comme usuraire qu'à partir de 12 %.

C'est sous Auguste que le taux atteignit son minimum. Les conquêtes, et en particulier celle de l'Égypte, les trésors qu'elles apportèrent à Rome, produisirent une circulation énorme de numéraire. L'intérêt maximum légal était toujours de 12 %, mais en pratique il tomba à 4 %. Cela d'ailleurs ne dura pas longtemps.

A partir du I^{er} siècle, si la limite légale resta la même jusqu'à Justinien, elle fut presque toujours dépassée en pratique, ainsi que le prouvent les différents édits aggravant continuellement les peines dont on menaçait les délinquants. Sous Alexandre Sévère on interdit aux sénateurs de demander ou de recevoir un intérêt pour une somme prêtée et on les menaça d'infamie. Constantin ne toléra que l'intérêt du centesime : *usura centesima* (1 % par mois), et le Père Le Seme-lier, rappelant à ce sujet les reproches de saint Augustin, assure que l'empereur, suivant en cela l'exemple de Moïse, ne s'est résigné à permettre l'usure qu'à

(3) *Tite Live*, VII, 42. — CATON, *De Agricultura liber*, § 1.

cause « de la dureté des cœurs qui n'étaient pas capables d'en souffrir l'abolition » (4). C'est un des moyens utilisés fréquemment par notre auteur pour accorder la vérité et le respect dû au prince.

La législation justinienne, et en particulier la Lex 26, promulguée en 528 ap. J.-C., introduisit une série de distinctions légales, formant non seulement des catégories de prêts, mais des catégories de prêteurs : c'est ainsi que les *illustres* (sénateurs et hauts fonctionnaires) ne pouvaient demander plus de 4 % ; les commerçants plus de 8 % et les *ceteri homines* plus de 6 % (5).

Mais il paraît exagéré de dire, comme le fait le Père Le Semelier, qu'en organisant le commerce maritime par la Novelle *De Nautico Foenore*, où il autorise un taux de 12 %, Justinien proscriit le prêt à intérêt dans tout autre cas. Le contrat de société est une chose, le prêt de commerce une autre, qui ne s'annulent pas l'une par l'autre. Le fait que Justinien, dans la Lex 26, a permis aux commerçants le taux le plus élevé, prouve qu'il jugeait utile le prêt de commerce. Il se montra particulièrement favorable aux banquiers et changeurs, qui, de son temps, formaient des collèges jouissant entre autres du droit de percevoir un intérêt de 8 % non seulement lorsqu'il était stipulé, mais encore lorsqu'il ne l'était pas : « Ils sont, dit la loi, d'une utilité générale dans les contrats, et s'exposent à beaucoup de périls pour secourir ceux qui sont dans le besoin ».

Il est vrai qu'il tenta de diminuer les abus du prêt de consommation dont la jeunesse dorée de l'époque faisait l'usage le plus large et le plus déplorable. Mais sans grand succès, puisque, en 867, l'empereur Basile se crut obligé d'interdire complètement le prêt à in-

(4) T. I, p. 130.

(5) Cod. Just. 3, 32, 26.

térêt. Le résultat fut si peu satisfaisant que Léon le Philosophe révoqua l'édit paternel, encore qu'à regret. Le Père Le Semelier l'avoue, et Bossuet fait une confusion lorsqu'il loue, au contraire, Léon le Philosophe d'avoir interdit toute stipulation d'intérêt (6).

En résumé, on peut affirmer que dans l'Empire romain (en comprenant dans ce terme aussi bien la Rome républicaine que l'Empire byzantin), les efforts du législateur tendirent toujours à diminuer le taux de l'intérêt, dont l'excès devait en effet contribuer à la ruine de l'Etat, mais jamais, sinon d'une façon tout à fait épisodique, à l'abolir. La distinction que nous faisons aujourd'hui entre le prêt à intérêt et l'usure existait alors.

Tant que dura en France l'influence de la législation justinienne, l'Eglise n'obtint pas l'appui de la justice civile. La collaboration ne commença que sous Charlemagne. La loi était alors interprétée de singulière façon. Le centésime était devenu le 100 %. Charlemagne réagit contre cet excès dans le Capitulaire de Nimègue (806), et interdit absolument l'usure aux clercs, par le Capitulaire d'Aix-la-Chapelle (789), invoquant le canon 17 du Concile de Nicée. Les dispositions de ces capitulaires furent renouvelées dans celui de Noyon (813).

Lothaire, par le Capitulaire d'Olonne (1^{er} mars 825), prend une initiative importante : il accorde aux tribunaux ecclésiastiques le droit de connaître du délit d'usure. A partir de ce moment-là, les évêques ont le droit d'infliger aux usuriers non seulement des pénitences morales, mais des peines corporelles : prison, mise aux fers, etc...

L'histoire de l'usure aurait sans doute été fort différente si ce capitulaire avait gardé longtemps force

(6) BOSSUET, *Traité de l'Usure*, 5^e proposition.

de loi. Mais Philippe-Auguste s'inquiéta de l'intrusion de la juridiction ecclésiastique dans la justice civile : l'Eglise ne se contentait pas alors de connaître de toutes les causes où étaient impliquées ses membres et ses affaires spirituelles proprement dites, mais prétendait s'occuper des croisés, des orphelins, des veuves, des étudiants, du mariage, des fiançailles, de l'adultère, etc... Le roi mit fin à cet état de choses en 1180 et l'usure redevint pour l'Eglise une question de « for interne ».

Les rois entendaient, semble-t-il, non pas protéger les usuriers, mais mener le combat eux-mêmes, car ils s'acharnent contre eux.

Contre les usuriers, en effet, furent pris les décrets d'expulsion des Juifs promulgués par Philippe-Auguste en 1182 et 1219, l'ordonnance de Melun de 1211, l'ordonnance de saint Louis de 1254, et après le Concile de Béziers ce roi interdit aux Juifs dans ses statuts de pratiquer l'usure (1255).

Philippe III interdit l'usure dans tout le royaume en 1274. Philippe le Bel, le 13 janvier 1311, par l'Ordonnance de Montargis, n'interdit pas absolument le prêt à intérêt, quoi qu'en dise le Père Le Semequier (7) : il abaisse le taux de l'intérêt, mais n'interdit pas le prêt de commerce et nous n'en voulons pour preuve que l'Ordonnance de Passy du 8 décembre 1312, nettement tolérante à ce sujet puisqu'elle supprime les sanctions criminelles, et dont le Père Le Semequier ne parle pas. Citons encore les ordonnances de 1315 et 1332 fixant le taux de l'intérêt, celle de février 1318 sur les Juifs, et celle de 1349 contre les usuriers.

Les troubles de la Guerre de Cent Ans ne permirent pas aux rois de s'occuper avec autant de zèle du bien à la fois matériel et spirituel de leurs sujets, et

(7) T. I, p. 136.

Louis XI était, lui aussi, trop préoccupé de réorganiser la richesse générale pour entraver l'essor du commerce.

En juin 1510, Louis XII réforme la justice « d'après le résultat de l'Assemblée des Notables tenue à Lyon ». L'article 64 de l'Ordonnance concerne l'usure : « Pour obvier que aucunes usures ne se commettent en nostredit royaume avons enjoint et enjoignons à tous nos justiciers et officiers que sans dissimulation et à toute diligence, sur peine de suspension de leurs offices et d'amende arbitraire, chacun en son destroit et jurisdiction, s'enquière de ceux qui commettent usures manifestes et par contrats feints et simulez et procèdent contre les coupables selon la disposition de droit et l'exigence des cas. » Non seulement on punit l'usure, mais on la recherche.

En novembre 1559, Michel de l'Hospital étant Chancelier, les Etats Généraux se réunirent à Orléans. A la séance du 31 janvier 1560, François II prit une Ordonnance dont l'article 142 est ainsi conçu : « Défendons aussi à tous marchands et autres, de quelque qualité qu'ils soient, de supposer aucun prest de marchandise, appelé perte de finance, laquelle se fait par revente de la même marchandise à personne supposée. Et ce à peine contre ceux qui en useront en quelque sorte qu'elle soit déguisée, de punitions corporelles et confiscations de biens, sans que nos juges puissent modérer la peine. »

Il s'agissait là de quelque chose d'assez voisin du contrat Mohatra, que nous verrons plus loin, et qui n'est qu'une usure déguisée.

Plus clair encore est le Mandement de Charles IX pour la recherche et poursuite des usuriers, du 20 janvier 1567, suivie de l'Ordonnance de Fontainebleau de mars 1567.

Henry III, ayant comme Chancelier Biragues, s'acharne à plusieurs reprises contre les usuriers. En août 1576, il confirme les édits antérieurs sur la question et, le 6 octobre de la même année, il fait une loi en forme de mandement contre l'usure, très détaillée. Il y est tout d'abord déclaré qu'elle vise à la protection « du pauvre peuple ». « Sçavoir faisons, lit-on, que nous estans deüement advertis que l'entremise des dites usures ne se fait et pratique ordinairement que par voye des courtiers, proxénètes et entremetteurs, gens de pauvre et misérable condition, lesquels le plus souvent obligez et engagez ausdits usuriers, sont contrains pour se redimer de peine, vexation et de la nécessité de leurs affaires, les servir et accommoder de leurs noms et entremises au fait desdites usures... Qu'incontinent et sans délai vous ayez à faire défenses de... exercer usures... ny de prester deniers ou marchandises sous prétexte du commerce public, à intérêt. » Ainsi, il semble bien que le prêt de commerce est interdit, à moins qu'il ne soit simplement frappé, lorsqu'il constitue un pur prétexte. Le même doute plane sur l'article 202 de l'Ordonnance de Blois, prise par le même roi en mai 1579 : « Faisons inhibitions et défenses à toutes personnes de quelque état, sexe et conditions qu'elles soient, d'exercer aucune usure ou prester deniers à profit et interest ou bailler marchandises à perte de finance, par eux ou par autre, encore que ce fut sous prétexte de commerce. » Les punitions vont jusqu'à la confiscation de corps et de biens.

Henri IV, dans sa déclaration du 14 mars 1606, condamna l'usure, mais il semble bien qu'il n'ait eu en vue que le prêt de consommation et que l'interprétation réfutée par le Père Le Semelier (8) d'un Arrêt du Conseil de 1595 soit la bonne : le prêt du

(8) T. I, p. 140.

commerce est autorisé, mais au taux légal, c'est-à-dire celui fixé par les ordonnances pour la rente.

Après la réunion des Etats Généraux à Paris en 1614 et l'Assemblée des Notables de Rouen 1617, et de Paris 1626, Louis XIII prit une ordonnance dont l'article 151 est ainsi conçu : « Défendons à nos sujets toutes sortes d'usures, ni de traiter en autre forme que celle prescrite par nos ordonnances, prendre et recevoir plus haut intérêt que le denier seize... » L'intérêt au denier seize (soit 6 1/2 % environ) avait été fixé par Henri IV en juillet 1601, en principe pour les rentes seulement. Cependant Louis XIII ajoute : « N'entendons toutefois comprendre en cet article les traités que les nécessités de nos affaires nous obligent de faire, et les profits que nous accordons pour raison de ce à ceux avec lesquels nous faisons lesdits traités en notre conseil. » C'est avouer que le roi lui-même concevait la nécessité pour l'Etat d'emprunter à gros intérêt. Et c'était la porte ouverte à bien des interprétations et des abus.

A partir de cette date, en effet, les ordonnances royales seront bien moins précises. La fameuse ordonnance de commerce de 1673, communément appelée Code Savary, parce que le négociant Jacques Savary en fut le principal rédacteur, ne s'occupe nullement des usuriers. Le Père Le Semelier, lorsqu'il prétend que les articles 1 et 2 du titre IV sont un renouvellement de l'interdiction du prêt à intérêt, le fait contre toute vraisemblance. Que disent ces textes? « 1) Défendons aux négocians, marchands et à tous autres, de comprendre l'intérêt avec le principal dans les lettres ou billets de change, ou aucun autre acte. 2) Les négocians, marchands et aucun autre ne pourront prendre l'intérêt d'intérêt sous quelque prétexte que ce soit. » N'est-ce pas là la reconnaissance tacite du prêt à intérêt? A moins que

l'on ne veuille prétendre que ces deux articles sont seulement relatifs aux lettres de change. Mais dans ce cas, on peut encore moins en invoquer l'autorité.

Il est difficile aussi de prétendre, comme le Père Le Semelier, que le Régent ait poursuivi les prêteurs. En 1719, dans une ordonnance sur la lettre de change, il dit bien que celle-ci, détournée de son véritable but, a servi à couvrir d'énormes usures, mais on ne peut pas prendre cette déclaration comme une interdiction de pratiquer le prêt à intérêt, d'autant plus qu'à cette époque, et depuis plus d'un siècle, on distinguait, dans la pratique, l'usure du prêt au taux légal.

On aurait tort cependant de croire que le prêt à intérêt était, au temps du Père Le Semelier, permis par la loi. L'édit de Louis XIII était toujours en vigueur, et bien qu'il autorisât plus d'un doute, il interdisait tout au moins clairement le prêt de consommation. En France, la loi civile, plus sévère qu'en aucun autre pays d'Europe à ce sujet, se rapprochait dans sa lettre de la loi canonique.

CHAPITRE III

LA LUTTE ENTRE LA THÉORIE ET LA PRATIQUE,

ou la pratique de l'usure
malgré les lois de Rome
à l'époque des Conférences.

ROME ET BYZANCE. — CHARLEMAGNE, SA POLITIQUE ÉCONOMIQUE, SON ATTITUDE ENVERS LES JUIFS. — PHILIPPE-AUGUSTE, LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE. — L'USURE DROIT RÉGALIEN. — LES COUVENTS, BANQUES DE CRÉDIT AGRICOLE. — LES DÉBUTS DU CAPITALISME. — LE DÉCLIN DES FINANCIERS JUIFS. — CRÉATION DE LA RENTE « VOLANTE ». — DISTINCTION ENTRE L'USURE ET LE PRÊT A INTÉRÊT. — LES TRAITANTS ET LES PARTISANS. — LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE HENRI IV ET DE RICHELIEU. — LES EMPRUNTS DE LOUIS XIV. — COLBERT, LE GRAND COMMERCE ET JACQUES SAVARY. — L'OPINION COURANTE SUR LA QUESTION A L'ÉPOQUE DU PÈRE LE SEMELIER.

Lorsque le Père Le Semelier, invoquant l'autorité des païens eux-mêmes, rappelle l'horreur qu'éprouvaient pour l'usure Cicéron, Aulugelle, Pline, Sénèque, Jules César, il ne peut manquer d'avouer que

lorsque l'empereur Tibère interdit le prêt à intérêt, il fut obligé pendant trois ans de prêter lui-même, gratuitement, des sommes qui se montèrent à 300.000 grandes sesterces (1).

Il fait ainsi lui-même la preuve du rôle immense que jouait le crédit dans l'histoire économique de Rome.

En réalité, toutes les lois interdisant le prêt à intérêt ou le limitant à un taux inférieur au taux couramment pratiqué rencontrèrent les plus grandes difficultés d'application. Ce fut le cas notamment pour Rome et pour Byzance (2).

L'Eglise elle-même mit plusieurs siècles à interdire la pratique du prêt à tous les fidèles. Ses premières lois sont dirigées seulement contre les clercs, et il semble qu'ils aient donné en effet, à l'époque, un exemple fâcheux. Au III^e siècle déjà, saint Cyprien lançait contre eux de terribles accusations : « Ils négligent de porter secours à leurs frères affamés ; leur unique souci est de se procurer beaucoup d'argent. Aussi dressent-ils toutes sortes d'embûches pour s'emparer du bien d'autrui. Ils prêtent à intérêts composés (3). » Saint Grégoire de Nysse dénonce les mêmes erreurs. Le clergé d'Europe Occidentale n'en était pas davantage indemne, ainsi qu'en témoignent les dispositions des Capitulaires.

Lorsque la législation interdit l'usure à tous les fidèles, il fallut trouver un moyen d'assurer le crédit. Charlemagne, qui possédait à un degré unique à son époque, et rare en tous temps, le sens des réalités et le génie de l'organisation, et qui ne pouvait délibérément priver son Empire du puissant agent économique qu'est le crédit, fut l'inventeur d'un sys-

(1) Vol. I, p. 36.

(2) L. CIOLI, *Histoire économique*, chap. X.

(3) *De lapsis*, chap. VI.

tème qui devait se perpétuer pendant tout le moyen âge.

On sait en effet que Charlemagne s'était donné pour tâche de favoriser le commerce avec les pays situés au dehors des frontières de l'Empire, de rétablir les relations commerciales entre les diverses régions de l'Empire lui-même, de développer l'agriculture et l'industrie. La construction de ports comme ceux de Rouen et de Boulogne, de canaux comme celui du Danube au Mein, la restauration des vieilles voies romaines, la mise en valeur des terres ruinées par les invasions, la réorganisation coordonnée du travail des artisans, prospère encore au ^{vii}^e siècle (toiles dans le Nord, orfèvrerie, poterie), mais abandonné au ^{viii}^e, tout cela réclamait des capitaux.

Mais l'Empereur s'appuyait sur l'Eglise et trouvait en elle, d'une part le ciment à l'aide duquel il amalgamait les peuples, d'origine et de civilisation si diverses, qu'il avait réunis dans l'empire romano-franc, d'autre part, grâce aux abbayes et aux couvents, les noyaux de ses groupements industriels et de ses villes. Il ne pouvait la mécontenter.

Il la soutint donc dans la lutte qu'elle livrait contre l'usure, lutte qui s'expliquait par l'état de l'époque précédente où l'absence de commerce et d'industrie avait rendu le crédit inutile, le commerce d'argent ne s'étant exercé qu'au détriment des petites gens et fils de famille.

Mais, Charlemagne tourna la difficulté: il accorda sa protection aux Juifs prêteurs d'argent et dota ainsi la vie économique de l'Empire d'un instrument probablement irremplaçable à ce moment.

Car le commerce était déjà chez les Juifs une tradition. Aux ^{vi}^e et ^{vii}^e siècles, ils étaient les seuls en France à avoir gardé des relations avec l'Orient, et avaient fait de Marseille, Arles, Bordeaux, Narbonne

et Orléans, des centres commerciaux prospères. L'histoire nous a gardé le nom de Priscus, agent de Chilpéric. En Allemagne, en Italie, ils avaient subi dès le ix^e siècle des persécutions et commençaient à être supplantés, dans la banque, par les Lombards (c'est ainsi que l'on appelait les financiers italiens, florentins et génois surtout), qui devaient peu à peu les remplacer partout (4).

L'Eglise consentit à cette exception faite à sa loi en faveur des Juifs, considérant que ceux-ci étaient « *extra ecclesiam* » et ne se trouvaient pas « *sub lege a beatissimis patribus constituta* ».

L'Eglise et l'Etat avaient ainsi trouvé le moyen de faire usage, sans se contredire, d'un rouage alors indispensable de l'économie, tout en se réservant d'en surveiller le fonctionnement. En même temps, ils créaient un personnage qui, réunissant contre lui la crainte superstitieuse qu'inspirait le non-chrétien et le mépris inculqué par l'Eglise pour le commerce de l'argent, illustrait la théorie ecclésiastique sans entraver les projets gouvernementaux (5). Il offrait l'avantage inappréciable d'être par sa seule existence un élément d'union pour le monde chrétien.

Louis Le Pieux suivit l'exemple de Charlemagne. Ainsi la conjonction de l'esprit d'entreprise et des entraves législatives aboutit à monopoliser le commerce de l'argent entre les mains de ceux qui, seuls, pouvaient le faire fructifier librement (6).

Maîtres du marché, les Juifs se montrèrent exi-

(4) Les taux de 2 ou 2 1/2 par mois, c'est-à-dire de 24 à 30 %, étaient courants parmi les Lombards et étaient une des causes de la misère grandissante des classes inférieures. Voir CIOLI, *op. cit.*, chap. XIII, qui contient en note de la p. 126 (éd. Payot), une bibliographie sur la question.

(5) Voir MICHELET, *Histoire de France*, T. X.

(6) Sur les faveurs accordées aux Juifs, voir FAGNIEZ (G.), *Documents relatifs à l'industrie et au commerce*, vol. I. Introduction, p. XXVIII.

geants et ne se bornèrent pas aux prêts de commerce. L'Eglise se repentit de l'exception reconnue, et à la fin du XII^e siècle, chercha à condamner dans ses tribunaux les chrétiens qui empruntaient à intérêt. Philippe-Auguste s'y refusa et se réserva la connaissance des délits relatifs à l'usure.

Cependant, ce même roi inaugura une politique en apparence contraire lorsqu'il expulsa à deux reprises, notamment en 1182 et 1219 les Juifs du royaume. Il est difficile de croire que le prêt à intérêt fût devenu subitement inutile et dangereux. Depuis le XI^e siècle, l'économie avait subi en France une véritable révolution. Le XI^e siècle est l'époque de l'affranchissement du travail industriel et des corps de métier, des pèlerinages, des expéditions de chevalerie, des croisades, des grandes foires de Champagne, des relations commerciales avec l'Orient. Des raisons pratiques et d'autres plus profondes expliquent le geste du roi; mais toutes ont ce caractère commun de n'être point systématiques, étant surtout un effort pour concilier des nécessités nouvelles avec des opinions vénérables.

Philippe-Auguste, par ses édits, est l'inventeur d'un système financier destiné à durer. Déjà l'interdiction de l'usure était une source de bénéfice pour le trésor royal qui n'exceptait certaines catégories de la population que contre des impôts et taxes spéciales, fixes ou proportionnels, mais toujours susceptibles d'être augmentés selon les besoins de l'Etat. Obligés de payer fort cher leur privilège, les prêteurs élevaient le taux de l'intérêt et s'attiraient ainsi la haine grandissante de leur clientèle. A partir de Philippe-Auguste, le Roi se servit de cette haine pour augmenter ses profits, car lorsqu'il donnait satisfaction à l'opinion publique par la spoliation des usuriers, et même leur expulsion, leurs biens étaient versés au trésor royal. Bientôt les besoins du commerce le for-

çaient à rétablir le privilège aboli, soit en faveur des mêmes catégories, soit en faveur de nouvelles, mais toujours contre paiement de droits importants. Et le cycle recommençait.

Si les ordonnances de Saint Louis de 1254, 1255 et 1258 semblent réellement avoir été dictées par une foi profonde et une obéissance sincère aux lois de l'Eglise, il n'est pas moins certain que celles de ses prédécesseurs ou de ses successeurs sur le même sujet pendant tout le moyen âge, ont eu principalement pour but de faire de l'usure un droit régalien.

Ainsi Philippe-Auguste rappela les Juifs en 1206 et leur facilita les opérations de banque en leur ordonnant toutefois de ne pas prêter à plus de 43 %. En 1217, il encaissa 7.550 livres rien qu'en droits de sceau sur les actes notariés des banquiers, ce qui ne l'empêcha pas, en 1219, de séquestrer leurs biens. Le Roi héritait des usuriers à l'exclusion de leur famille. Les bénéfices séquestrés ne faisaient pas retour aux débiteurs, mais au Roi qui prenait la place du créancier et se montrait intraitable, se refusant toujours d'autre part à reconnaître les dettes éventuelles de l'usurier.

De même, Philippe le Bel expulsa de temps à autre les Juifs qui étaient revenus en 1270. En 1306, ils sont accusés « d'opérations financières contraires à la loi du Christ », ce qui paraît contradictoire avec le principe admis depuis cinq siècles de leur exclusion de cette même loi. Ils seront rappelés en 1315, mais ils ne recouvreront jamais leur ancienne suprématie et seront remplacés par les Lombards. Ils seront d'ailleurs de nouveau expulsés par Philippe le Hutin, reviendront en 1360 et seront encore chassés en 1397.

Les Juifs n'étaient pas les seuls complices et les seules victimes de ces procédés. En 1181, le privilège

était accordé à la ville de Châteauneuf, en 1220 à la ville de Poitiers. Plus tard, Jean le Bon devait l'accorder en 1350 à Rouen, Charles VI en 1386 à Falaise, etc... On voit que la loi canonique n'était pas toujours respectée, même vis-à-vis des chrétiens.

L'autre raison de l'attitude des Rois de France est la pression de l'opinion publique qui reflète la contradiction dans laquelle s'est débattue la Société jusqu'à nos jours. Les Juifs étaient irremplaçables en raison des interdictions ecclésiastiques, et indispensables puisque l'Etat était impuissant à organiser le crédit. Encore aujourd'hui, le capitaliste est un rouage dont aucune économie ne peut se passer. Mais la révolte a toujours existé. Il est inutile de nous demander si elle est toujours justifiée, elle peut être aussi bien une simple revendication envieuse que la perception confuse de l'imperfection du système. Il suffit de remarquer que jusqu'à l'époque moderne où ont été transmutes toutes les valeurs, le prêt d'argent a fait partie des métiers à la fois indispensables et méprisés, et le peuple qui l'a surtout pratiqué, quelquefois toléré, quelquefois persécuté, mais toujours détesté, a joué pendant tout le moyen âge le rôle du mal nécessaire, semblable à celui de Judas auprès du Christ. Ce sont des circonstances historiques qui l'ont amené à choisir une profession condamnée, mais ce choix devait avoir pour lui d'incalculables conséquences et faire à la fois sa fortune et ses malheurs. Une association d'idées collectives s'est formée, un mythe a pris naissance dans un domaine au delà de toute discussion. Un peuple est devenu symbole, et s'est confondu avec un système qu'il a peut-être servi au début par hasard, mais qui l'a formé. La ruine de l'un doit normalement entraîner celle de l'autre, à moins d'un renouvellement miraculeux. Ce tragique destin n'est pas la conséquence

la moins importante et la moins intéressante de l'interdiction du prêt à intérêt (7).

Une autre conséquence de l'interdiction ecclésiastique est purement financière. Pour concilier des nécessités nouvelles et des opinions vénérables, ce qu'aucun système ne pouvait faire, on vit naître des institutions comme celles de la lettre de change, de la commandite, de la constitution de rentes perpétuelles ou viagères, les prêts sur gage et ceux des Monts de Piété, les assurances, les contrats pignoratifs, les trois contrats, les contrats Mohatra. Certains de ces moyens respectaient tout au moins la lettre, quelquefois même le fond de la loi ecclésiastique; d'autres la violaient avec plus ou moins d'impudeur.

Le clergé lui-même se vit dans l'obligation de chercher des moyens pour faire fructifier son argent. Les couvents et abbayes qui avaient collaboré si efficacement au relèvement du pays sous Charlemagne et qui étaient restés des centres agricoles et artisanaux importants, ne pouvaient se résoudre à rester à l'écart de l'évolution économique. Sans parler des abbayes en difficultés qui empruntaient aux Juifs (8), la plupart, au contraire fort riches, faisaient office de banques agricoles. Détenteur d'une grosse partie du capital mobilier, le clergé régulier avait trouvé deux moyens pour le mettre à la disposition de ceux qui

(7) Une chanson du nouvelliste Geoffroy, probablement impécunieux et en mal d'emprunter, reflète bien les contradictions de la conscience populaire. La voici :

Or, soit Diex du tout aouré (adoré)
Mes si li Juifs demouré
Fussent au reame de France
Crestien mainte grande aidance
eussent eü que il n'ont pas.

C'est la solution adoptée dans les pays musulmans : l'usurier est haï, mais soigneusement conservé.

(8) L'abbé de Saint-Begnigne de Dijon emprunta au Juif Valin 1.700 louis à 65 %, en 1196. L'énormité du taux s'explique par le danger que courait le prêteur, la loi défendant de prêter aux moines.

en avaient momentanément besoin. En un premier temps, il avait pratiqué le mort-gage ou engagement immobilier, mais c'était là vraiment trop se rapprocher de l'usure pure et simple, sous sa forme la plus haïssable, car l'engagement comporte le dessaisissement de l'emprunteur. Ce caractère empêchait de profiter des possibilités de crédit la classe des petits propriétaires ou petits tenanciers qui en auraient eu le plus besoin. « L'engagement n'a servi qu'aux riches et seulement pour faire des emprunts de consommation (9). » C'était un moyen très onéreux et très dangereux qui se terminait souvent par la ruine totale de l'emprunteur. Alexandre III en interdit l'usage et les monastères eurent alors recours à la constitution de rentes qui devait connaître une si éclatante fortune. Ils joueront ainsi un rôle important jusqu'à ce que la Guerre de Cent Ans ruine le pays : les terres des campagnes et les maisons des villes ne rapportent alors plus assez pour payer les charges qui les grèvent. En attendant, les liens qui unissent entre eux les monastères d'un même ordre forment un réseau de relations financières dont profite largement l'économie du monde chrétien. Ce sera la fortune de l'ordre des Templiers et la raison de sa chute.

Du XII^e au XIV^e siècle s'affirme la prospérité du pays. La révolution urbaine en prépare les cadres.

Les chroniqueurs du temps nous ont laissé des descriptions dithyrambiques des villes : « Je suis à Paris, écrit Gui de Bazoches entre 1175 et 1190, dans cette ville royale où l'abondance des biens naturels ne retient pas seulement ceux qui l'habitent, mais invite et attire ceux qui sont loin. De même que la lune dépasse en clarté les étoiles, de même cette

(9) GENESTAL, *Rôle des monastères comme établissements de crédit, étudié en Normandie, du XI^e à la fin du XIII^e siècle*. Introduction.

ville, siège de la Royauté, élève sa tête altière au-dessus de toutes les autres... » La Philippide de Guillaume le Breton abonde en allusions à Lille, la ville des draps, Ypres renommée pour la teinture des laines, Arras avide de gain, Rouen, Caen la cité des églises, Tours « assise entre deux fleuves... riche en arbres fruitiers et en grains, fière de ses citoyens, puissante par son clergé »; et encore Angers, Tours, Nantes « qu'enrichit la Loire poissonneuse et qui fait avec les pays lointains un commerce de saumons et de lamproies ». De tout ceci, il faut retenir seulement l'abondance des vivres, les marchés et les boutiques bien achalandés, l'activité de l'industrie et du commerce; car là est toute la beauté qu'admiraient les contemporains peu soucieux d'esthétique et d'hygiène. Cette opulence est chose nouvelle et qui marque la montée vers le pouvoir du capitalisme. C'est le début du règne de l'aristocratie bourgeoise, de la déification de l'épargne. Le négociant devient un grand personnage et nous avons vu plus haut saint Thomas d'Aquin s'écarter en sa faveur des opinions de saint Augustin. Rien ne prouve mieux leur importance que la prospérité des foires de Champagne, créées dans les villes de Troyes, de Provins et de Bar-sur-Aube, au carrefour des grandes routes de commerce vers le Nord, l'Est et le Midi, où se réunissaient les marchands de toute l'Europe.

Le XIII^e siècle est un siècle de transition et d'émancipation, sous l'influence d'événements dont le plus fécond est peut-être le rapprochement commercial de l'Europe avec le Levant et l'Extrême-Orient et, suivant une expression qui a fait fortune, grâce aux croisades, les ports méditerranéens étaient devenus les entrepôts du monde connu.

On comprend donc qu'au siècle suivant, un monde où le commerce et l'industrie jouaient un si grand

rôle ne pouvait s'embarrasser des entraves mises par l'Eglise à sa fortune croissante. Le commerce d'argent est nécessaire et honoré. Un exemple comme celui des frères Bonis, de Montauban, est frappant à ce sujet : ils étaient à la fois marchands d'étoffe, merciers, chapeliers, commissionnaires en draperie et en chaussures, apothicaires, fabricants de cierges, confiseurs, épiciers, fruitiers, entrepreneurs de pompes funèbres, orfèvres, selliers, *banquiers, prêteurs sur gages ou hypothèques*, liquidateurs de successions, collecteurs de tailles, fermiers de revenus ecclésiastiques. Ils jouissaient de l'estime de leurs concitoyens et d'une confiance méritée dans leur talent et leur honnêteté. L'aîné, Barthélémy, était consul de Montauban, avait chapelle et chapelain (10).

Le pouvoir civil reconnaissait les besoins du commerce et, tout en proscrivant le prêt dans des ordonnances d'ordre général, l'autorisait largement dans des cas particuliers. Philippe le Bel, en 1311, le déclare licite aux foires, et indique en même temps que le taux de 21,66 % d'intérêt ne doit pas être dépassé. Dans le même sens, Philippe de Valois engage les marchands à se prévaloir des facilités accordées pour le crédit aux foires de Champagne et de Brie, en 1332, et y fixe le taux de « un denier la livre la semaine », le 6 août 1349.

La véritable action gouvernementale sur le prêt à intérêt n'a donc pas, dès cette époque, eu pour but de le proscrire, mais de fixer un taux maximum.

Depuis l'expulsion des Juifs par Philippe le Bel, les Lombards ont pris leur place dans ce que nous appelons la haute finance, et les ont relégués dans la situation de prêteurs sur gages et à la petite semaine. Les Lombards avaient sur les Juifs l'avantage

(10) FORESTIE, *Le livre de comptes des frères Bonis*?

d'être protégés par les gouvernements de leurs cités d'origine (Asti, Milan, Plaisance, Lucques, Pistoie, Prato, Florence, Venise) et par les Papes qui n'hésitaient pas à avoir recours à leur crédit et à leur expérience. Clément IV fit appel à eux pour financer l'expédition angevine dans le Royaume de Naples. C'étaient donc de puissants capitalistes.

Ils venaient aussi remplacer la plus puissante organisation bancaire dont l'histoire nous ait laissé le souvenir : celle des Templiers.

Chevaliers d'un ordre à la fois religieux et militaire, qui longtemps même avait été plus militaire que religieux et dont, pour cette raison, les membres étaient astreints, en pratique, sinon en principe, à une règle moins sévère que celle des autres ordres, les Templiers s'étaient révélés d'excellents administrateurs de leurs biens. D'autre part, leurs couvents étaient d'inviolables forteresses. C'étaient là deux raisons qui inspiraient aux capitalistes du temps la plus grande confiance. Les rois, les princes et même de simples particuliers, prirent l'habitude de considérer les trésors des Templiers comme leur coffre-fort. La tentation de les faire valoir était grande; ils y succombèrent et non seulement firent le plus large usage de la lettre de change, admise par la doctrine ecclésiastique, mais aussi du prêt à intérêt. Au XIII^e siècle, les Temples de Paris et de Londres étaient publiquement des établissements de crédit. On sait que cette activité prit brutalement fin par un procès célèbre.

Deux cents ans plus tard, la situation avait totalement changé et la Guerre de Cent Ans avait réduit à néant la prospérité du XIII^e siècle. Le commerce français n'avait plus aucun débouché, les ports en Méditerranée étaient ruinés par la piraterie et les communes italiennes avaient pris en Orient la place

de la France. Les foires internationales et surtout celles de Champagne, qui avaient si puissamment contribué à l'essor de l'économie française et où s'étaient développées toutes les formes possibles de crédit, étaient désertées.

Les rois se trouvèrent dans la situation la plus pénible. Philippe VI dut emprunter au pape, entre 1345 et 1350, plus de 592.000 florins d'or; Charles V, en 1371, emprunta 100.000 francs chez les Lombards d'Avignon et, chose plus lamentable encore, fit la quête parmi ses domestiques.

Il est facile de comprendre que, dans ces conditions, le manque de numéraire faisait cruellement sentir la nécessité du crédit. Le large usage que l'on faisait de la lettre de change ne pouvait subvenir à tout, car elle était utilisée pour les transports d'argent beaucoup plus que pour le crédit, ce qui explique que l'Eglise ne lui fut pas hostile.

D'autre part, l'organisation du crédit ne répondait plus aux besoins de la vie économique, mais imposait la médiocrité des conditions en empêchant l'accumulation des capitaux, qui peut être une source de maux, mais est indispensable. Elle retarderait ainsi sur l'évolution économique.

Aussi, au xv^e siècle, le besoin d'argent et par conséquent sa toute-puissance se faisait cruellement sentir. Vers la fin du xiv^e siècle, Eustache Deschamps se plaint, dans sa Ballade sur les financiers, que l'art « de compter et tenir or en caige » soit devenu le plus prisé. « Prince, dit-il dans l'envoi,

Prince, pou vault estre homme de paraige,
Saiges, prodoms, n'avoir grant diligence;
Pour le jour d'ui vault trop pou vassellaige :
Nulz n'a estat que sur fait de finance.

et en 1451, un personnage du Mystère de la Passion

s'écrie amèrement : « Il n'est chose qu'argent ne face ».

Bien que certains auteurs aient prétendu qu'à partir de cette époque, l'Eglise s'était départie de son intransigeance, il nous semble qu'il n'en est rien. La doctrine selon laquelle les dommages-intérêts et la rente sont admis dans certaines conditions, est en parfait accord avec celle qui interdit l'intérêt tout court, si elle n'est pas interprétée, comme elle l'a été souvent, d'une façon tendancieuse. Et l'on ne verra plus jamais, à partir du xv^e siècle, des monastères faire office de banques sur une aussi vaste échelle que les couvents normands ou les Templiers dont nous parlions tout à l'heure. Si pendant longtemps encore certains prêtres tournent, par des raisonnements spécieux, la prohibition ecclésiastique, il ne faut pas juger de l'attitude de l'Eglise par celle de quelques-uns de ses membres. Nous avons vu que pendant tout le xvi^e siècle, les Conciles condamnèrent le prêt à intérêt.

Mais il est exact que les laïcs observaient de moins en moins ces principes rigides. Le commerce de l'argent était entré dans les mœurs; les Juifs et les Lombards perdaient leur prestige au profit des bourgeois français. Le taux du prêt atteint couramment 20 %. Il est donc très supérieur à celui autorisé par la législation. La classe des marchands gagne en importance. Des personnages comme les frères Bonis ne sont plus exceptionnels et dès lors, de la classe marchande naît la noblesse de robe. C'est sur elle que s'appuya Louis XI; c'est elle qui lui prêta l'argent nécessaire pour achever le relèvement de la France commencé par Charles VII. Alors naît l'opposition d'intérêts entre l'aristocratie et la bourgeoisie. Nous entrons dans l'époque moderne.

Au xvi^e siècle, la création des rentes sur l'Hôtel de

Ville porte un coup décisif à l'interdiction du prêt à intérêt. « L'opération est une nouveauté en droit privé aussi bien qu'en droit public. Elle établit la légitimité du prêt à intérêt que la législation civile n'acceptait encore que par voie détournée et que la doctrine empruntée à l'Eglise continuait à déclarer odieux. Elle crée la rente « volante » ou mobilière à côté de la rente foncière, elle y introduit la faculté de rachat au gré de l'emprunteur, tandis que la rente foncière n'était pas rachetable (11). » Les premières rentes furent créées en 1522; les résultats furent tels qu'on réitéra (souvent malgré les protestations de l'Hôtel de Ville) en 1536, 1537, 1544 et 1546, puis à des intervalles plus ou moins longs, d'une façon régulière.

La découverte du Nouveau Monde avait fait affluer l'or et l'argent. D'où la dévaluation de la monnaie, et la hausse des prix. Les hobereaux, petits propriétaires fonciers, et les ouvriers, souffraient particulièrement de cet état de choses. En même temps se développaient à un rythme accéléré l'industrie et l'agriculture. L'ambassadeur vénitien Marino Cavalli, dans sa relation de 1546, trace de la France économique un tableau un peu trop enthousiaste, mais en grande partie exact. Il insiste sur la variété, l'excellence et l'abondance des productions qui s'y rencontrent. La France exporte du blé en Espagne, en Portugal, en Angleterre, en Suisse, à Gênes. Elle fournit du vin de Bordeaux, de Bourgogne, d'Orléans et des fruits à l'Angleterre, l'Ecosse, la Flandre, la Lorraine et la Suisse. On y trouve des laines, les meilleures en Normandie et en Picardie; on y fabrique des toiles pour les Anglais, les Espagnols, les Italiens. Il y a des

(11) LAVISSE, *Histoire de France*, T. V, Vol. I, p. 242.

métaux (un peu de fer), beaucoup de bois, mais cher, beaucoup de sel que l'on exporte en Angleterre.

Il était désormais impossible d'entraver le commerce de l'argent indispensable à la prospérité du commerce en général. La richesse des villes du Midi où de tous temps le prêt à intérêt avait été pratiqué, servait d'exemple. Mais il était nécessaire d'éviter certains abus, même si, par expérience, on savait que cela n'était guère possible. C'est ainsi que les ordonnances limitant le taux de l'intérêt se multipliaient, preuve infaillible qu'elles n'étaient pas respectées. Bien que la rente seule fut nommée, on savait que ces ordonnances visaient aussi le prêt. On commença à faire alors dans le langage lui-même la différence entre le prêt de consommation, dont on reconnaissait le danger et le prêt de commerce, entre le prêt à intérêt exagéré et le prêt se conformant au taux de l'ordonnance. Le premier garda le nom d'usure; on réserva au second le nom moins infamant de prêt à intérêt.

Sur ce sujet, l'opinion se partageait en trois camps : le camp de ceux qui, restant attachés à la doctrine ecclésiastique, traitaient d'usure tout prêt, quel qu'il fût; le camp de ceux qui, profitant de la permission tacite de la loi civile, couvraient l'usure même du nom de prêt (12), et le camp de ceux qui faisaient la distinction entre l'usure et le prêt au taux fixé par l'ordonnance.

Les faits matériels que nous venons de rappeler ne sont pas la seule raison de ce changement d'attitude. Nous verrons dans le chapitre suivant combien les mouvements parallèles de la Renaissance et de la Réforme y ont contribué.

(12) Sans doute étaient-ils nombreux. On connaît la raillerie de Marot :

On ne prête plus à usure
Mais tant qu'on veut à intérêt..

Tandis que théologiens et économistes forgeaient les doctrines modernes du crédit, s'accusait toujours plus en France une énorme disproportion entre la pauvreté du peuple et la fortune des financiers. Ceux-ci, traitants (c'est-à-dire ceux qui passaient traité avec l'Etat pour le recouvrement des impôts) ou partisans (c'est-à-dire actionnaires d'une société, ou parti), s'appuyaient sur la cour elle-même pour mener des opérations qui exigeaient non seulement des capitaux mais de hautes protections. Sous Henri III, la propre sœur de la Reine était intéressée dans le parti du sel.

Au contraire, le niveau de vie de la masse du peuple, qu'il nous est d'ailleurs assez difficile de connaître, ne paraît pas avoir été très élevé dans l'ensemble, du moins si l'on en juge par un vœu d'une Assemblée de Notables tendant à la création de manufactures pour « purger infinis vices et crimes auxquels la trop grande oisiveté et la pauvreté pousse et induit jusques aux plus simples (13) ». Il est hors de doute que parmi ces crimes, il faut mettre l'usure au sens où nous l'entendons aujourd'hui, au sens où désormais l'entendront, à notre avis, les ordonnances royales.

C'est ce qui explique l'apparente contradiction qui existe entre les textes cités au chapitre précédent et les agissements mêmes de ceux qui les ont rédigés.

Comment croire en effet qu'Henri IV, dont on connaît l'activité dans le domaine économique, ait considéré comme un délit le prêt de commerce? On sait que non content de protéger l'agriculture et de réorganiser les industries déjà existantes (comme celle des mines par l'édit de 1601), il créa des ateliers et des fonderies de plomb, d'étain et de fer, encouragea l'industrie du cuir, introduisit en France l'industrie

(13) Assemblée des Notables, Saint-Germain, 1583.

du papier, de la soie, favorisa l'installation d'ouvriers italiens pour l'industrie du verre et des cristaux, d'ouvriers flamands pour les tapisseries et la fabrication des tissus tramés d'or et d'argent (14). Si l'on considère que, malgré les excellentes intentions du Roi, les principes d'économie un peu étroite de Sully l'empêchèrent de mettre à la disposition de ces industries nouvelles les capitaux nécessaires et que, par conséquent, on dut faire appel à l'initiative des particuliers, on voit que le prêt à intérêt était indispensable pour la réalisation des projets gouvernementaux. Car la société par action, si elle existait déjà depuis plusieurs siècles, n'était pas encore entrée dans les mœurs, et la société en commandite peut être considérée comme une forme particulière du prêt à intérêt.

On sait également que Richelieu fut dans le domaine économique le continuateur d'Henri IV et cela éclaire pour nous l'ordonnance de Louis XIII, qui proscriit l'usure, mais insiste sur le fait que certains prêts à intérêts sont licites lorsqu'ils sont profitables à l'Etat.

Louis XIV, si soucieux de sa dignité, si pénétré de sa grandeur de roi de droit divin, aurait-il, comme le prétend le Père Le Semelier, condamné dans ses Ordonnances le prêt à intérêt, alors que lui-même ne cessait d'empunter à intérêt? Et comment croire qu'il eût laissé Bossuet tonner en chaire contre l'usure en 1662, l'année même où il faisait du peuple français tout entier un peuple d'usuriers en empruntant cinq millions au denier 18, sinon parce que l'on admettait couramment que des opérations de cette envergure n'étaient plus de l'usure, surtout avec un taux si peu élevé?

(14) Voir FAGNIEZ, *L'Economie sociale de la France sous Henri IV*.

Le Père Le Semelier offre une autre explication : « Quand le Prince, dit-il, emprunte à intérêt, c'est pour subvenir à la nécessité où il se trouve, mais cela ne disculpe pas devant Dieu ceux qui lui prêtent à intérêt : leur cupidité n'est pas moins criminelle... (15). C'est dire que le Prince est obligé de promettre un intérêt parce que ses coupables sujets ne lui prêteraient pas autrement l'argent dont il a besoin pour le bien de l'Etat, mais qu'il n'est pas complice de leur péché, car il l'emprunterait gratuitement s'il le pouvait. Nous le croyons bien volontiers ! Encore une fois, il nous semble que la logique du Père Le Semelier se trouve en défaut lorsqu'il tente de mettre d'accord en lui le chrétien scrupuleux et le sujet soumis.

Il est difficile de croire, d'ailleurs, qu'au siècle de Colbert on ait pu sérieusement songer à entraver le crédit.

On connaît les efforts incessants de Colbert pour faire de la France une grande nation commerçante. Lorsqu'il prit en main les finances, le Roi était si discredité qu'il ne pouvait même plus emprunter au taux légal. Le seul remède que vit Colbert à la faillite imminente était de gagner de l'argent. Conseil bien prosaïque pour un roi épris de gloire, mais qu'il essaya de suivre avec bonne volonté. « Il n'y a que l'abondance d'argent dans un Etat qui fasse la différence de sa grandeur et de sa puissance », disait Colbert, et pour lui l'idéal du citoyen, c'est le négociant, « le parfait négociant » à la manière de Jacques Savary, son collaborateur (16), menant pour la prospérité de la patrie cette guerre d'argent qu'est le commerce. Que de chemin parcouru depuis qu'Aristote comparait le négociant au proxénète, depuis que saint

(15) T. I, p. 308.

Thomas, pourtant moins sévère que ses prédécesseurs, ne tolérait que ce qu'il fallait de bénéfices pour vivre!

On sait que cette guerre connut bien des défaites; si le commerce avec le Levant et les Indes reprit après l'interruption quasi totale du temps de Mazarin, si la marine marchande fit de grands progrès, si le commerce avec l'Espagne fut prospère, si les Antilles et le Canada furent mis en valeur, les grandes Compagnies furent de véritables échecs. Il faut certainement en chercher la raison dans le fait, signalé plus haut, que les sociétés par actions excitaient la défiance de la bourgeoisie française, économe et prudente, peu disposée à partager les risques d'expéditions lointaines. Il est peut-être exagéré de dire que si, au lieu d'imposer à la population l'achat d'actions de la Compagnie d'Afrique et du Cap Nègre, de la Compagnie des Indes Orientales, de l'Acadie, du Canada, de Guinée, du Sénégal, etc., on les avait mises en commandite ou si l'on avait fait des emprunts, elles eussent prospéré à l'égal des compagnies hollandaises ou anglaises. C'est peu probable, car ces dernières étaient aussi des sociétés par actions, mais nées de la volonté même des capitalistes. Le capitalisme français n'était pas assez conscient de sa fonction et de son utilité pour risquer ses capitaux en des expéditions lointaines, mais, à défaut de son adhésion sincère, on aurait pu obtenir son apport financier.

(16) Jacques Savary (1622-1690) issu d'une famille de négociants, maître mercier, puis administrateur d'une Compagnie des domaines du roi, est le principal rédacteur de l'Ordonnance de 1673. En 1675 il fait paraître *Le Parfait Négociant ou instruction générale pour ce qui regarde le commerce des marchandises de France et des pays étrangers*, qui connut pendant tout l'ancien régime un énorme succès et fut réédité en 1679, puis en 1688, sous le titre de *Parères ou avis et conseils sur les plus importantes matières du commerce*. Après la mort de l'auteur, ses fils rééditèrent son œuvre en 1697, 1712, 1713, 1721. On connaît encore une édition de 1757, de 1777 et même de l'an VIII, sans compter les traductions anglaises, allemandes et hollandaises. On voit l'importance du personnage dans le domaine économique.

Quoi qu'il en soit, le prêt à intérêt a désormais droit de cité. On se souvient que, lorsque Colbert voulut réglementer le commerce, il s'adressa à Jacques Savary. On ne peut soutenir que celui-ci ait songé, dans les articles visés par le Père Le Semelier, à proscrire le prêt à intérêt. Son plus fidèle disciple, son propre fils, Savary des Bruslons, Inspecteur Général des Manufactures, dans le « Dictionnaire Universel de Commerce, d'Histoire naturelle et des Arts et Métiers », contenant tout ce qui concerne le commerce qui se fait dans les Quatre Parties du Monde, etc..., indique que le prêt est très utile pour le commerce lorsqu'il n'est pas usuraire, et qu'un prêt est usuraire lorsqu'il exige un intérêt défendu par l'ordonnance, c'est-à-dire lorsque le taux dépasse celui que les ordonnances continuaient à fixer pour les rentes et qui variait depuis un siècle entre le denier 16 et le denier 20 (soit entre 5 et 6 1/2 %).

Le commerce de banque, entravé non seulement par la prohibition ecclésiastique et les ordonnances générales contre l'usure, mais aussi par des ordonnances particulières comme celles de 1579 et de 1581, est désormais libre; par une déclaration du 23 décembre 1699, le banquier prend rang parmi les commerçants. On ne saurait assez insister sur l'importance de cet événement.

Depuis longtemps déjà, comme nous l'avons vu, on pouvait obtenir les capitaux nécessaires à une entreprise, par des moyens détournés. Mais maintenant, si la jurisprudence du Parlement de Paris est restée stricte, le prêt à intérêt est exercé publiquement à Nantes, dans le ressort du Parlement de Grenoble, du Conseil souverain d'Alsace, de Bresse, Bugey, Gex Valromey, dans le ressort du Parlement de Navarre, Lorraine, Barrois, Aix. Les jurisprudences normande et bordelaise jouaient avec plus d'hypocrisie du con-

trat de louage ou des dommages-intérêts. Dans les villes du Midi, où l'influence du droit romain avait subsisté sans interruption, il n'avait jamais été question de prohiber l'usure. Surtout Lyon usait sans modération de tous les systèmes licites et illicites permettant de faire fructifier l'argent, sûre de l'impunité, capitale financière de la France, Mecque des négociants, ville abominable pour un prêtre rigoriste comme le Père Le Semelier, qui y voyait avec effroi bafouer la loi divine et désobéir impunément à la loi civile.

CHAPITRE IV

LA LUTTE DOCTRINALE ET LES PARTISANS DE L'USURE. DISCUSSION

MELANCHTHON. — CALVIN. — DUMOULIN. — GROTIUS. — SAUMAISE. — LA BIGOTIÈRE. — CARREL. —
LES AUTEURS DE LA *Lettre d'un Jurisconsulte* ET DU
De licitu usu pecuniae.

De tout temps l'Eglise a dû combattre non seulement ceux qui pratiquaient le prêt à intérêt, mais encore ceux qui cherchaient à en légitimer la pratique par la théorie, et que le Père Le Semelier appelle « les fauteurs de l'usure ».

Le chapitre de la *Somme* ou saint Thomas expose sa théorie est, conformément à sa méthode habituelle, la réfutation point par point des arguments invoqués en faveur de l'usure, et qui prouvent chez ceux qui les avançaient, parfois une conception de l'économie très proche de celle que nous en avons aujourd'hui, parfois au contraire une rouerie assez peu estimable.

Partisans de l'usure sont aussi, tout au long des siècles, et sous couleur de la combattre, les inventeurs ou les rénovateurs des contrats palliés dont nous aurons à parler dans notre troisième partie, et partisans d'autant plus dangereux qu'ils en arrivaient souvent

à faire souhaiter la pratique de l'usure pure et simple, infiniment plus honnête que certains des moyens détournés qu'ils préconisaient.

Mais c'est au xvi^e siècle que nous trouvons, pour soutenir la légitimité du prêt à intérêt, des théoriciens capables de rivaliser, par leur importance et leur valeur, avec les théoriciens de la doctrine adverse.

Melanchthon, Charles Dumoulin et Calvin ont créé les formes modernes de l'économie et, dans le domaine plus particulier de l'usure, s'ils n'ont pas réussi à transformer les lois en France, tout au moins ils les ont rendues à peu près inappliquées, en faisant communément admettre sur ce sujet leur opinion.

Le Père Le Semelier les attaque souvent et notamment dans le livre second, sur l'idée et la notion de l'usure, et dans le livre cinquième, « Des faux prétextes dont se servent les fauteurs des usures pour abuser, aveugler et excuser les ususiers ».

Ce n'est pas par hasard que nous trouvons à la même époque trois hommes de cette envergure s'appliquer à la solution de ce problème, qui peut ne paraître qu'un détail.

Nous avons vu que ce soi-disant détail se confond, en réalité, avec la question de crédit. « Le crédit en tant que mode de production n'a véritablement pris naissance que du jour où les richesses futures non encore existantes, qui constituent son véritable objet, ont été en quelque sorte réalisées et mises dans le commerce sous forme de titres négociables. Il y a là une véritable révolution économique qu'on peut faire dater du xiii^e siècle (1). »

Depuis cette époque, et malgré le recul de la Guerre de Cent Ans, nous avons vu le commerce et l'indus-

(1) GIDE, *Principes d'économie politique*, p. 333.

trie se développer et réclamer sans cesse de nouvelles possibilités.

« Viennent ensuite les découvertes maritimes du xv^e siècle, l'ouverture de débouchés immenses et de nouveaux centres de production, l'afflux subit en Europe d'une quantité énorme de métaux précieux, et l'on pourra dire avec Marx : « Le commerce mondial » et le marché mondial inaugurent au xvi^e siècle la « biographie moderne du capital. » En ce xvi^e siècle (j'entends par seizième siècle pour la France une période qui va environ de 1453-1465 à 1610-1614) se posent vraiment toutes les questions, questions intellectuelles, questions religieuses, questions économiques des temps modernes. Siècle de la Renaissance, siècle de la Réforme, siècle du crédit (2). »

Les trois hommes que nous venons de citer sont à la fois des humanistes et des réformistes. Dumoulin lui-même, s'il mourut réconcilié avec l'Eglise de Rome, oscilla sa vie durant entre le luthérianisme et le calvinisme. C'est assez dire que ni les uns ni les autres ne pouvaient s'incliner devant les arguments d'autorité. Ils sont modernes par leur orgueilleuse confiance dans la raison, leur mépris de la tradition, et surtout l'alliance qu'ils établissent entre le puritanisme et le capitalisme, qui est un des phénomènes les plus curieux de l'histoire de ces derniers siècles.

Leur lutte pour l'usure est liée à leur combat contre l'Eglise. Désirant donc soustraire à l'influence ecclésiastique tout ce qui n'est pas proprement spirituel, ils furent amenés à étudier ce point particulier où la loi canonique et la loi civile se rencontraient, et la méthode de libre examen qu'ils avaient adoptée, l'étude critique des textes introduite par les humanistes, leur firent reviser les bases de la prohibition. Nous verrons

(2) HAUSER, *Les débuts du capitalisme*, p. 24.

cependant que leur mépris de la théologie traditionnelle, dans laquelle ils ne voyaient que casuistique subtile, n'était pas justifié.

Melanchthon s'est trouvé sur ce sujet en opposition avec Luther, qui avait peu tenu compte des nécessités économiques de son temps et qui, avant tout soucieux d'épurer le clergé, s'était déclaré contre l'usure que pratiquaient trop souvent les couvents. Melanchthon s'est efforcé d'être plus réaliste.

« Il admettait déjà un intérêt modéré, conforme à l'estimation d'hommes justes ou du juge — c'est-à-dire du magistrat civil — dans les cas où le prêteur réalisait un profit par son commerce (3) », c'est-à-dire dans le cas où l'argent, s'il n'avait pas été prêté, eût rapporté un profit à son propriétaire. C'est là la théorie que nous verrons plus loin du *lucrum cessans*. On objectera qu'elle ne dépasse pas en hardiesse celle de saint Thomas elle-même. Melanchthon n'en est pas moins un des premiers à avoir repris cette question et à l'avoir traitée par le dedans, c'est-à-dire en elle-même, indépendamment des textes qui étaient censés le condamner, et à un point de vue économique et non uniquement moral.

En apparence, Calvin n'est pas plus affirmatif : « Quand je permets quelques usures, dit-il, je ne les fay pourtant pas toutes licites », et il met tant de conditions à ce qu'elles soient licites, que c'est avec quelque raison que le Père Le Semelier peut dire, citant Bayle, que « Calvin, qui a été accusé de favoriser l'usure, ne l'a néanmoins permise qu'avec tant de restrictions, que l'on ne saurait s'y conformer sans une diminution notable des commodités et des utilités de la vie civile (4) ». Mais la façon dont il expose la

(3) HAUSER, *Les idées économiques de Calvin*, in *Les débuts du capitalisme*, p. 59.

(4) Vol I, p. 125.

question a permis à ses disciples de réhabiliter le prêt à intérêt plus franchement qu'il ne l'avait fait lui-même.

Il expose son opinion tout d'abord à la fin de 1545 dans une lettre à Claude de Sachins, qui a été publiée plus tard sous le titre « *De usuris responsum* (5) », puis en janvier 1556 dans ses cinquième et sixième sermons sur le chapitre XXIII du Deutéronome (6), dans les *Praecepta* (7) et dans ses commentaires sur le psaume XV et Ezéchiel (1557 et 1563) (8).

En humaniste et en philologue, il scrute les textes bibliques et découvre que « le mot hébreu que l'on a rendu par le latin *usura* n'a point ce sens, mais un sens bien plus énergique : morsure ou, comme dit notre vieille langue, rongeur (9)... ». Ce que les textes visaient, ce n'est donc pas le prêt à intérêt en lui-même, mais le bénéfice réalisé aux dépens d'autrui, et le français n'a qu'un seul mot pour ces deux opérations bien dissemblables. Nous savons que Calvin eut à ce sujet une influence immédiate, puisque, dès son époque, on distingua entre l'usure et le prêt à intérêt. Ce fut là le résultat d'une évolution qu'il contribua à accélérer.

Voilà donc la base que le philologue offre au théologien-moraliste. Celui-ci, comme tout protestant, fait une grande place à la distinction entre les lois divines et les lois humaines, les unes domaine du théologien, les autres du juriste. A quelle catégorie appartiennent les textes sur le prêt à intérêt? Là est le nœud de la question. Prenons par exemple l'interdiction faite aux Juifs d'exercer l'usure entre eux, tandis qu'on la leur

(5) *J. Calvini epistolae et responsa*, première édition, Genève, 1575.

(6) *Opéra*, T. XXVIII.

(7) *Ibid.*, T. XXIV.

(8) *Ibid.*, T. XIX et XL.

(9) HAUSER, *op. cit.*, p. 49.

permettait avec les païens. Il ne faut pas, comme l'ont fait les canonistes, la « séparer du milieu historique, juridique, économique, constitué par la société juive. Il est bien vrai que, depuis l'avènement de la nouvelle loi, la fraternité juive s'est élargie en une fraternité commune entre tous les hommes. Mais cette fraternité ne rend aujourd'hui les usures illicites que dans la mesure où elles lui sont contraires... Aller au delà serait méconnaître les différences qui existent entre l'ancienne société palestinienne et la société européenne du xvi^e siècle (10). »

Or, « Dieu n'a point défendu tout gain, qu'un homme ne puisse faire son profit. Car que serait-ce? Il nous faudrait quitter toute marchandise : il ne serait point licite de trafiquer de façon que ce fust les uns avec les autres », dit Calvin, dans un passage du sermon sur le Deutéronome. Il a côtoyé à Paris le monde des négociants ; à Genève, il règne sur un grand centre économique où, dès 1538, on reconnaît le prêt à intérêt, mais en fixant un taux (5 %) au-dessus duquel il serait considéré comme illicite. Il sait à quelles conséquences désastreuses on aboutit « si tout profit est défendu quand on preste ».

Mais il ne se contente pas de raisons d'ordre pratique. Il veut détruire le fameux argument emprunté à Aristote et encore affirmé au début du xvi^e siècle par le concile de Latran : « L'argent n'engendre point l'argent? dit-il. La mer quoy? la terre quoy?... L'argent n'est-il pas plus fructueux es marchandises qu'aucunes possessions qu'on pourrait dire?... Oui, je confesse ce que les enfants voient, assavoir que si vous enfermez l'argent en coffre, il sera stérile. » Mais en est-il ainsi? Est-ce que les marchands laissent « l'argent oyeux et sans le faire profiter »? Que non : avec l'ar-

(10) HAUSER, *op. cit.*, p. 50.

gent, on achète un champ, et alors faut-il dire, lorsque poussent les récoltes, que « l'argent n'engendre point l'argent »? Avec l'argent on achète des marchandises, qui sont revendues avec bénéfices. « Il ne faut s'arrêter aux mots, mais regarder aux choses... telles subtilitez, de prime face, émeuvent... elles esvanouissent d'elles-mêmes, car elles n'ont rien de solide au dedans... »

De plus, bien des prêts où n'intervient pas l'argent peuvent être usuraires. Certains contrats portant sur des semences ou du blé sont en réalité des contrats usuraires. « C'est une moquerie quand je diray « Moy, « je n'ay prins profit d'argent en usure, mais j'ay prins « du bled ou du vin : et cela m'est donné pour récompense »... Ainsi c'est une sottise trop lourde, quand on voudra dire que l'usure n'est non en l'argent... Quand nous prenons accroist en bled, ou en vin, toujours nous sommes usuriers. »

Calvin essaie de réfuter la distinction faite par saint Thomas entre les biens consommables et non consommables (11).

En conclusion, pour Calvin, « ce qui détermine le caractère, usuraire ou non, d'un contrat, c'est son contenu. Il ne faut pas condamner ces contrats en gros, indistinctement, ni en tout temps, ni en toutes choses, ni avec toutes personnes (12). »

La pratique du prêt est légitime, mais doit être subordonnée aux lois divines d'équité et de charité.

Mieux encore que Calvin, Dumoulin a su distinguer l'usage de l'abus. Le moraliste en Calvin est rempli d'angoisse devant les conséquences possibles d'une autorisation que, d'après la logique et les textes eux-

(11) La question sera encore controversée au XVIII^e siècle. Le jurisconsulte Pothier, dans son *Traité des contrats de bienfaisance*, reprendra l'argument de saint Thomas, qui sera combattu par Turgot.

(12) HAUSER, *op. cit.*, p. 57.

mêmes, le philosophe, l'humaniste et le théologien ne peuvent refuser. Mais Dumoulin a fait cette distinction d'une façon qui, dans la pratique, pourrait enrayer ces fâcheuses conséquences.

Car Dumoulin est avant tout « un utilitaire et un empirique... jamais il ne songea à acquérir de la science exclusivement pour elle, mais ce fut surtout pour les applications pratiques qu'il comptait en faire (13) ».

Il est, comme Calvin, un humaniste; comme lui, pendant la plus grande partie de sa vie, il est Réformiste et il combat l'Eglise parce qu'il ne veut pas de son ingérence dans le droit civil. La lutte de Dumoulin pour l'usure fait partie de celle menée par lui pour la sécularisation du droit.

On comprend donc l'attitude de Dumoulin, plus juriste que philosophe, et comme tout juriste de la Renaissance épris du droit romain que les Budé, les Alciat, les Cujas recommençaient à étudier dans son texte primitif, débarrassé de la glose dont se moquait Rabelais, afin d'en dégager l'esprit. Si en principe le mutuum était gratuit, le droit romain permettait la stipulation d'intérêt, malgré les condamnations des philosophes. Ceci suffisait à Dumoulin et le rendait peu indulgent à des doctrines d'inspiration surtout philosophique.

C'est à un triple point de vue qu'il va étudier le prêt à intérêt, puis le disculper, d'abord dans le *Tractatus Contractuum et usurarum redditumque pecunia constitutorum*, publié en 1546, puis dans le résumé, moins diffus et plus élégant, qu'il fit lui-même en français dès 1547, sous le titre de *Sommaire analytique des contrats et usures*.

Tout d'abord, déclare-t-il, l'usure n'est pas défendue

(13) M. LE GOFF, *Dumoulin et le prêt à intérêt*.

par le Droit Naturel, puisqu'elle ne l'est pas par le Droit Romain. Pour lui, le Droit Romain, c'est le Droit Naturel. Puis il réfute les textes sur lesquels s'appuie l'interdiction, et en particulier le passage de saint Luc où, dit-il, le Seigneur « ne fait pas autre chose que commander beneficence ». Les canonistes ont cru être plus religieux et plus sages que les législateurs civils, qui permettent une usure tempérée, ils ont atteint un résultat tout contraire et bien opposé : « Ils ont lâché la bride à l'usure effrénée, comme l'expérience l'a démontré (14). »

Or, l'usure n'est pas intrinsèquement mauvaise, elle n'est funeste que par ses excès; la loi ecclésiastique est respectable, mais exagérée; elle aurait dû laisser à la loi civile le soin de fixer un taux maximum et se borner à ordonner qu'on le respectât.

Il s'en faut cependant que Dumoulin veuille admettre l'usure en toutes circonstances. Ce serait « une occasion ouverte de remplir tout le monde d'usures » et de déformer « la pureté et honnêteté du pur et loyal prest qui est un contrat libéral fort nécessaire entre les hommes (15) ». Pour éviter cela, il partage l'humanité en pauvres, auxquels il faut faire la charité, en indigents, à qui il faut prêter, sans rien exiger que la restitution, et en riches, auxquels on peut prêter à intérêt, parce qu'ils se servent de l'argent emprunté pour développer le commerce et l'industrie.

De ces constatations, il ne s'élève pas, comme Calvin, à la critique de l'idée aristotélicienne de l'improductivité de l'argent, critique qui reste la grande originalité sur ce sujet du théologien protestant. Au contraire, lorsqu'il explique le terme grec de *tokos*, qui signifie que « la monnaie enfante la monnaie », il ajoute « ce qui est contre nature, ainsi que l'ensei-

(14) DUMOULIN, *Sommaire*, § 16.

(15) DUMOULIN, *op. cit.*, § 77.

gne fort bien Aristote ». Mais il admet que la monnaie est, sinon une marchandise en elle-même, du moins un intermédiaire, un moyen de se procurer des choses productives. Il en tire cette conséquence que l'argent, quoique stérile en principe, peut être source d'intérêts.

On peut résumer sa doctrine dans les quatre propositions suivantes :

1° Il est nécessaire et utile de conserver et de tolérer une certaine usure;

2° On doit la restreindre autant qu'il est possible, sous quelque nom et sous quelque couleur qu'elle se cache;

3° Cet usage n'est pas contraire au droit humain, et au droit naturel et divin;

4° Il n'est pas permis d'excéder, directement ou indirectement, le taux fixé à l'usure, sous quelque prétexte que ce soit de dommage naissant ou de lucre cessant.

On voit la différence, non point d'opinion, mais de mentalité, entre Calvin et Dumoulin; l'un, réformateur religieux d'une grande audace de pensée, mais imprécis quant aux moyens d'application, parce qu'il craint le formidable instrument qu'il va mettre entre les mains des capitalistes. L'autre, jurisconsulte habile, moins hardi de conception, cherche surtout « les moyens d'échapper à une obligation gênante, d'accorder ce que réclamait le commerce, la situation économique, sans toutefois encourir les sanctions et les réprobations de l'Eglise (16) ».

Il s'était en effet séparé des Réformistes et rapproché du catholicisme par attachement pour le principe monarchique. Mais il avait gardé son attitude favorable aux formes mobilières de la richesse, contribuant ainsi à la ruine du système féodal.

(16) LE GOFF, *op. cit.*

Après eux, et dans le même sens, nous voyons Grotius et Saumaise défendre le prêt à intérêt. Mais tout était dit avant eux : « La Renaissance du xvi^e siècle garde... les uns diront l'honneur, les autres, la responsabilité d'avoir posé la première pierre de l'économie politique libérale ou classique (17). »

Grotius a peu d'originalité à ce sujet. Dans son célèbre ouvrage *De jure pacis ac belli* (18), qui peut être considéré comme l'un des premiers codes de droit international, ainsi que dans ses œuvres théologiques (19), et notamment dans son Commentaire du VI^e chapitre de saint Luc, il insiste sur le dommage que supporte le prêteur par le fait seul « qu'il ne profite pas de son argent depuis qu'il l'a prêté. Dans les ventes et achats, le prix ne se règle pas sur le profit que l'acheteur peut tirer de la chose qu'il achète, mais sur ce que le vendeur se dépouille de la chose qu'il vend, et que s'en privant, il ne peut plus en tirer aucun profit. C'est sur ce même pied, dit-il, qu'il faut régler les intérêts légitimes qu'on peut tirer du simple prêt (20). » C'est toujours, on le voit, l'idée du dommage naissant et du lucre cessant, mais alors qu'à la suite de saint Thomas les théologiens n'appliquaient ce principe que dans certains cas, Grotius, après Dumoulin, y englobe tout le prêt à intérêt.

En même temps que lui, Saumaise, Français qui vécut en Hollande, considère que « la pratique de l'usure n'est pas moins nécessaire au commerce que le commerce au labourage (21) ». Il reprend l'argument tant combattu par saint Thomas, à savoir que

(17) E. de GIRARD, *Histoire de l'économie sociale jusqu'à la fin du XVI^e siècle*, p. 255.

(18) Livre II, chap. XII, XX, XXI et XXII (1625).

(19) Réunies par son fils et publiées en 1679.

(20) LE SEMELIER, vol. I, p. 24.

(21) *De usuris*, p. 223. A part ce traité publié en 1638, il a étudié la question dans *De modo usurarum*, 1639; *De foenore trapezitico*, 1640 et dans la diatribe *De mutuo* (1640).

les intérêts de l'argent ne sont que la juste récompense de l'usage qu'on en accorde; parce que, dit-il, on en demeure toujours le maître. Alexandre de Halès avait déjà répondu à ceux qui de son temps professaient cette opinion, que dans le prêt existe un transfert de propriété, et qu'il est contraire au droit naturel de recevoir le profit d'une chose qui ne nous appartient pas. C'est là toute la question du « loyer de l'argent », expression considérée comme impropre par les théologiens, puisque l'argent se prête et ne se loue pas.

Le Père Le Semelier fait, dès le début de ses conférences, une grande place à quatre ouvrages moins célèbres que ceux dont il vient d'être question, mais qu'il a étudiés particulièrement, sans doute parce qu'ils étaient relativement récents. C'est tout d'abord le *Traité de l'usure et intérêts*, de La Bigotière, puis un ouvrage qu'il cite sans nom d'auteur : *De la pratique des billets*, que nous avons identifié comme étant de L.-J. Carrel, théologien qui mourut à la fin du xvii^e siècle. Enfin, deux ouvrages anonymes dont nous n'avons pas retrouvé les auteurs : *Lettre d'un jurisconsulte à un Provincial de ses amis*, sur l'usure, et une dissertation ecclésiastique, *De licitu usu pecuniae*.

Les théories de La Bigotière, qui mourut en 1727, fort âgé, ne sont pas nouvelles, en matière d'usure. C'est dans le domaine pratique que ce magistrat, « fort habile philosophe de mœurs et d'inclination, mais très hardy dans ses opinions (22) », a de l'originalité (23).

Quant aux autres, « les trois auteurs », comme les appelle Le Semelier, ils ne présentent pas pour nous un grand intérêt, car ils s'inspirent surtout de Calvin

(22) V. *Grand Dictionnaire Historique*, de MORERI, 2^e édition.

(23) Le livre fut condamné par la Faculté de Théologie dans sa censure du 21 mai 1712, reproduite à la fin du volume.

et de Dumoulin, mais c'est à eux que s'en prend surtout le Père Le Semelier, qui les réfute point par point.

Lorsqu'ils distinguent le prêt de consommation, qu'ils appellent de consommation et de destruction, du prêt d'emploi, le Père Le Semelier assure que le prêteur ne fait pas attention à cette distinction sur l'usage que l'emprunteur fera de son prêt (24). Lorsque, s'opposant à saint Augustin et à sa distinction entre la donation et le prêt, « ils ne conviennent pas que la propriété ou le domaine de la chose prêtée soit transféré par celui qui prête à celui qui emprunte », et soutiennent que le prêteur qui conserve la propriété de la somme n'est pas obligé d'en accorder gratuitement l'usage, le Père Le Semelier s'indigne de les voir s'appuyer sur saint Thomas. « Saint Thomas, dit-il, a subtilement distingué entre l'argent confié à un commissionnaire et l'argent prêté à un commerçant. Profiter du travail de l'emprunteur et partager avec lui un gain alors qu'on n'a pas partagé avec lui le risque et la peine, c'est violer la justice, et invoquer saint Thomas sur ce point, c'est de l'aveuglement ou de la mauvaise foi. »

Enfin, les trois auteurs, comme leurs illustres prédécesseurs, estiment que l'on peut, lorsqu'il s'agit de personnes riches et simplement désireuses d'accroître leurs richesses, leur prêter à intérêt et partager avec eux leur profit.

Parmi les partisans de l'usure se trouvent des prêtres, qui préfèrent aborder franchement le problème, plutôt que de satisfaire aux nécessités du moment par des voies tortueuses. On a vu que l'un des trois auteurs est un prêtre, qui se cache sous l'anonymat. Plus courageux est le Père André Colonia, minime, dont l'on sait seulement qu'il naquit en 1617 et mourut en

(24) P. 5 et 6, vol. I.

1688, et qui a publié à Lyon, en 1676, un ouvrage intitulé *Eclaircissements sur le légitime commerce des intérêts*. Il y déclare l'usure avantageuse aux Etats pour faire fleurir le commerce (25). Cet ouvrage fut censuré par Grimaldi, Archevêque d'Aix.

Voilà donc les principaux parmi les partisans de l'usure contre qui le Père Le Semelier a entrepris de combattre, après Bossuet, dans son *Traité de l'Usure*, après le Père Louis Thomassin dans son *Traité du négoce et de l'usure* (1697), après le Père J. Thorentier (1626-1713), prêtre de l'Oratoire, dans son *Usure expliquée et condamnée par l'Ecriture et par la Tradition* (1679), où il répond d'ailleurs, sous le pseudonyme de Du Tertre, à un ouvrage d'un autre ecclésiastique, le Père Blaise Chaduc. On lui attribue aussi une *Défense des sentiments de Lactance sur le sujet de l'usure*, adressée à un ministre zélandais qui avait commenté un texte de Lactance dans un sens favorable à l'usure (1671). Citons encore Sainte-Beuve (1613-1677), qui, dans ses *Décisions des Cas de Conscience* (1686), fait une large place au péché d'usure, et tant d'autres, prêtres ou même jurisconsultes, comme Claude Le Prestre, dans les *Questions notables de droit* (1679), Coquille, dans sa *Coutume du Nivernais*, Cochois, dans la *Condamnation de l'usure par l'Ecriture, les saints canons et la tradition de l'Eglise* (1672), tous cités à plusieurs reprises par le Père Le Semelier.

Comment expliquer dans les deux camps tant d'acharnement, tant de talents et tant de bonne foi? Manquait-on, d'une part de clairvoyance, de l'autre d'esprit de justice et de fidélité chrétienne?

Encore une fois, c'est à la lumière des faits économiques que nous devons résoudre ce problème.

Nous avons vu brièvement dans le chapitre précé-

(25) Cité par LE SEMELIER, vol. I, p. 170.

dent comment en France se développaient alors le commerce et l'industrie : moins que ne l'auraient fait espérer les efforts de Henri IV et de Colbert, mais suffisamment pour achever en leur faveur l'évolution de l'opinion. Malgré cette apparente prospérité, la France ne cessa cependant jamais, de Henri II à Louis XVI, d'être financièrement une grande malade, et donnera l'étrange spectacle « d'un Etat pauvre aux abois dans une nation relativement riche (26) ».

La crise était née en France en 1559, de la défaite de Saint-Quentin, qui eut sur le trésor royal une répercussion désastreuse. Elle aurait probablement été réglée, comme tant d'autres crises semblables, par quelques débâcles financières, sans les guerres civiles et la hausse des prix, qui de l'Espagne atteignirent bientôt la France. Comme après la guerre de Cent Ans, les premiers à souffrir furent les petits propriétaires fonciers et les ouvriers. Nous avons vu comment partisans et traitants bénéficièrent au contraire de ces troubles.

Près d'un siècle plus tard, et malgré Henri IV, sous lequel la France, pendant quelques années, put se croire guérie, la situation était toujours aussi grave, et Colbert, ou plutôt ce qu'on a appelé le Colbertisme, c'est-à-dire ses théories protectionnistes poussées à l'extrême par ses successeurs, ne fit que l'empirer. Sa politique d'industrialisation réglementée, de commerce dirigé, coûtait cher, et le roi ne pouvait renoncer à son luxe et à ses guerres. Colbert lui-même, aveuglé de haine pour la Hollande, heureuse rivale dans la guerre commerciale, poussa à la combattre par les armes, et pour soutenir les dernières guerres de son règne, Louis XIV ruina définitivement ses finances.

(26) Voir HAUSER, *Caractères généraux de l'histoire économique de la France, du XVI^e à la fin du XVII^e siècle*, in *Revue Historique*, 1928.

La misère des paysans a peut-être été exagérée par des écrivains et des orateurs sacrés peu habitués à voir derrière les apparences leur véritable vie. Mais nul doute que les impôts étaient lourds, le déficit permanent, l'endettement du Trésor croissant, certaines régions sous-alimentées par suite de l'insuffisance des moyens de transport.

Toutes ces conditions étaient défavorables au règne de l'usure. Les combats même pour faire admettre la légitimité du prêt à intérêt avaient dépassé leur but. On doubla, on tripla le taux légal. Le crédit, indispensable outil entre les mains de l'honnête ouvrier, devient trop facilement une arme entre celles du financier sans scrupules.

Une autre raison aussi détourna l'Eglise de reviser ses lois sur ce sujet : les protestants s'étaient emparés de la permission que Calvin leur avait donnée presque à regret. On a dit de lui qu'il avait fondé le capitalisme moderne : il eût sans doute considéré cela comme une calomnie qui l'eût fort indigné. Il admettait le prêt à intérêt, certes, mais conseillait de prêter « à ceux desquels il n'y a point espoir de recouvrer (27) ». Et il n'admettait pas qu'on fît de cette pratique une profession : « Je n'approuve pas si quelqu'un propose faire mestier de faire gain d'usure (28). » « Singulier esprit capitaliste, qui recherche de préférence les mauvais placements!... singulière préface à l'histoire de la haute banque genevoise (29) ! »

« Ce qui est vrai, c'est que la doctrine calviniste, la démarcation que le réformateur traçait entre le domaine de la loi religieuse et celui de la loi civile, le relativisme sociologique qu'il introduisait dans l'inter-

(27) *Lettre à Claude de Sachins.*

(28) *Commentaire sur le psaume XV.*

(29) HAUSER, *Les débuts du capitalisme*, p. 72.

prétation de l'histoire, le sens profond qu'il avait des réalités et des besoins économiques, tout cela devait, en dépit de ses timidités de moraliste, mener à l'émancipation du crédit (30). » En France comme ailleurs, la nécessité de faire son salut dans l'exercice même de sa profession aboutissait, dans la société protestante, à une union intime entre le capitalisme et le puritarisme (31), que l'Eglise de Rome dénonçait comme « un mélange impie, adultère des œuvres du Christ et de celles de Mammon (32) ».

Ainsi, le fait d'une part que la permission tacite de la législation civile ait entraîné des abus déplorables, rappelant ceux de la fin de l'Empire Romain et tels que l'Archevêque Grimaldi, dans sa censure de l'ouvrage du Père Colonia, a pu dire avec quelque raison : « L'expérience fait voir tous les jours que les usures sont préjudiciables à un Etat, le minent insensiblement et le font à la fin périr (33) » ; le fait d'autre part que l'exercice de ce que nous appellerons le prêt à intérêt légitime fut surtout entre les mains de ses adversaires et pratiqué en conformité de théories qu'elle désapprouvait, empêchèrent l'Eglise de changer son attitude. Nous le voyons amplement par les décisions de l'Assemblée Générale du Clergé de France de 1700 :

« Le Samedi 28 Août 1700... mondit Seigneur l'Evêque de Meaux étant venu à l'article de l'usure, après avoir exposé le droit civil et canonique, les définitions du prêt et du profit qui en provient... il a re-

(30) HAUSER, *op. cit.*, p. 78.

(31) Voir à ce sujet SOMBARD, *Der moderne Kapitalismus* et Max WEBER, *In The protestant ethic and the spirit of capitalism* (traduction). Le premier insiste surtout sur le rôle des Juifs dans la formation du capitalisme, le second sur celui des puritains. La dernière théorie nous paraît plus sérieuse, car nous l'avons vu, les Juifs furent assez vite supplantés dans les grands postes de la finance. Ils reprendront de l'importance seulement au XIX^e siècle.

(32) HAUSER, *op. cit.*, p. 69.

(33) Cité par LE SEMELIER, vol. I, p. 171.

marqué en premier lieu les condamnations des Conciles, des Papes, de tous les Pères, des Facultés de théologie et en particulier de l'assemblée de 1655, qui ne laisse aucun doute sur cette matière... » Et le clergé de France déclare « qu'en combattant Grotius, Calvin et les autres hérétiques qui soutiennent que la loi donnée aux Juifs contre ce péché était abolie dans la Nouvelle Alliance, ainsi que l'auteur du *Traité des Billets*, il ôte toute excuse aux Chrétiens sur l'usure (34). »

*
**

C'est le moment de prendre parti sur la question au fond. Nous avons montré combien la position de notre auteur était insoutenable lorsqu'il voulait prouver la similitude dans tous les cas de la loi civile et de la loi ecclésiastique. Mais sa position théorique nous paraît au contraire solide, et l'argumentation théologique ne mérite pas le dédain que lui ont manifesté les économistes.

On doit d'abord louer l'Eglise d'avoir maintenu courageusement et si longtemps sa doctrine contre une opinion publique de plus en plus défavorable. Mais en outre, le système construit par elle nous paraît conforme à l'analyse du phénomène.

Les arguments traditionnels que nous avons énumérés se réduisent à trois :

La chose prêtée se consume par l'usage;

La chose prêtée devient la propriété de l'emprunteur;

La chose prêtée est stérile pour le prêteur.

(34) *Procès-verbal de l'Assemblée Générale du Clergé de France tenue à Saint-Germain-en-Laye en 1700*, par M. l'Abbé DESMARETS, présentement Evêque de Saint-Malo, ancien Agent Général du Clergé, Secrétaire. Paris, chez François Hubert, au Muguet, 1703.

On pourrait penser que les deux premiers arguments sont de pures subtilités juridiques. Pour quelle raison, le fait que l'argent se consume par le premier usage et qu'en conséquence, juridiquement, il devienne la propriété de l'emprunteur, empêcherait-il de toucher un intérêt comme prix du service rendu? C'était la décision du droit romain. En principe, le prêt était gratuit, mais il pouvait être assorti d'une stipulation d'intérêts.

Mais, pour en comprendre la portée, il faut se rappeler que pour l'Eglise il est obligatoire de prêter le superflu à ceux qui manquent du nécessaire. Comme ceci aboutit, d'après les remarques précédentes, à l'abandon de la propriété et du droit de percevoir des intérêts, on s'aperçoit combien hardie est la position ecclésiastique. A côté de la propriété individuelle réduite à l'indispensable, il existerait donc un fonds commun mis gratuitement à la disposition de tous. Proudhon, dans ses projets d'organisation du crédit, n'a pas été plus audacieux.

Mais la question essentielle est celle de la stérilité de l'argent, car si celui-ci est stérile, une véritable injustice est commise à l'égard du débiteur lorsqu'on exige plus qu'on ne lui a prêté. Or, l'argent est stérile. Cette remarque d'Aristote est évidente, mais dans la confusion il est excellent que des voix établissent les distinctions nécessaires. La différence fait par les physiocrates entre les produits du sol et les produits de transformation a été vivement critiquée, et cependant elle était juste. Une multitude d'expériences nous ont appris que les lois tant techniques qu'économiques des uns ne s'appliquent pas aux autres (rythme du travail, possibilité d'augmentation du rendement par la machine, etc...). Le seul tort des physiocrates a été de ne pas comprendre dans les produits du sol, outre ceux de l'agriculture proprement dite, les matières

premières qui toutes, en dehors des produits de synthèse, se rattachent à elle, et les mines.

Il en est de même pour la distinction entre l'argent et les autres marchandises. L'argent n'est pas une marchandise comme les autres, parce qu'il n'est qu'un signe et qu'un intermédiaire, qu'il ne se multiplie pas, qu'il ne se transforme même pas. Comme l'avait souligné Aristote, il existe une différence essentielle entre les biens naturels, dont le besoin est limité par la nature humaine, et l'argent, qui est une source de désirs illimités. Il y a là en effet un saut entre le fini et l'indéfini. Et le fait de reporter sur l'argent les vertus des biens qu'il permet d'acquérir peut être considéré comme une démarche de l'esprit assez curieusement voisine de celle des peuples primitifs.

Cependant, si les remarques d'Aristote sont justes, celles de ses adversaires ne le sont pas moins en un sens, car l'argent se vend et s'achète, mais surtout ce qui nous intéresse, l'argent paraît, par une sorte de miracle, se multiplier aux mains de celui qui le fait fructifier par son travail.

Quel est le secret de ce prodige?

Il faut, pour comprendre ce qu'est le capital, nous représenter une société extrêmement simple, où la nature du phénomène nous apparaîtra clairement. Supposons même un homme isolé, un chasseur par exemple, qui attend sa proie tout le jour. Il ne pourrait supporter cette attente s'il n'avait des provisions en réserve. Celles-ci constituent déjà un capital.

L'opération peut se compliquer. Ainsi, l'homme occupé par la fabrication d'outils ou d'engins doit rester plusieurs jours sans chasser ou pêcher. Il consommera des réserves ou, s'il n'en a pas, il s'adressera à un autre, il empruntera. L'épargne personnelle ou sous forme d'emprunt est donc toujours la source du capital.

L'opération peut ne plus être aussi simple et devenir le fonctionnement très complexe du crédit. Le mécanisme reste le même. Une personne entreprend un travail qui n'aura pas de résultats avant un temps plus ou moins long. Elle aura besoin de vivre pendant ce temps, elle devra probablement aussi faire vivre des ouvriers. Si elle n'a pas épargné, elle devra donc recourir à l'épargne des autres, c'est-à-dire emprunter.

Nous voyons ainsi ce qu'est l'emprunt. C'est l'autorisation donnée à un individu, pour lui permettre d'entreprendre des travaux dont les résultats sont lointains, de consommer immédiatement des biens préexistants. Et le prêt n'est pas autre chose que la mise de ces biens à la disposition de la personne qui les demande. Il arrive, et c'est même le cas général parce que l'emprunteur fait ainsi son calcul, que le travail entrepris donne un produit plus grand que la masse des produits consommés. Dans ce cas, lorsque l'emprunteur aura réglé sa dette, il y aura un gain. Il est légitime que celui-ci soit réservé en partie au prêteur, puisque sans le prêt le travail n'aurait jamais été entrepris.

Mais il en est autrement lorsque l'opération se déroule de façon différente. Non seulement l'emprunteur ne pourra partager un gain quelconque avec le prêteur, mais il n'aura aucun moyen de restituer les biens consommés, c'est-à-dire le principal. Il n'aura d'autre ressource, comme dans les sociétés primitives ou à Rome, que de se livrer lui-même. Dans ce cas, non seulement la stipulation de partage des gains, sous forme d'un intérêt ou autrement, n'offre aucun sens, mais encore il est douteux que le créancier puisse équitablement réclamer le remboursement de sa dette. Comment un débiteur pourrait-il en effet rendre ce qu'il a consommé, s'il n'a pas produit par la suite?

Pour ces raisons, les textes évangéliques ordonnent

de ne pas stipuler d'intérêt, et conseillent, en cas de gêne du débiteur, de ne pas exiger la restitution du principal. Mais on comprend aussi que le créancier, si on admet cette théorie, ne pourra stipuler un intérêt que dans un seul cas : celui où le sort principal est à ses risques. En effet, il y a alors véritablement une société; les profits, s'ils existent, seront partagés; dans l'hypothèse contraire, l'emprunteur ne sera pas écrasé, le prêteur perdra les sommes avancées, mais justement la base légitime de son gain possible était le risque couru, de même que la base légitime du gain de son co-associé était le travail.

Ainsi nous sommes amenés par cette courte discussion à la solution théologique. Le prêteur ne peut stipuler un intérêt que si les risques sont à sa charge. Le seul reproche que l'on pourrait faire à la doctrine ecclésiastique réside dans la timidité avec laquelle elle a admis la notion du risque. Celui-ci, pour le Père Le Semelier, est tout à fait exceptionnel, et ne résulte pas du fait seul de prêter. Nous pensons que, s'il avait vécu de nos jours, il aurait changé d'avis. Il aurait vu les banqueroutes et les dévaluations monétaires, la carence des Etats, des sociétés et des particuliers, la mauvaise volonté générale des débiteurs, et il se serait aperçu que la perception d'un intérêt est une bien faible compensation à la perte du principal, devenue la règle.

Mais on comprend que notre auteur, qui s'indignait que des titres aient été vendus par les agioteurs au-dessous de leur valeur nominale, n'ait pas envisagé cet aspect des choses.

L'objection la plus sérieuse faite à cette théorie réside dans la légitimité indiscutée par les partisans des deux doctrines des fermages et des loyers.

Le Père Le Semelier, à notre avis, répond d'une façon assez embarrassée, et ses arguments se réduisent

à invoquer les droits quasi métaphysiques et sacrés de la propriété. Nous pensons qu'il est possible de mieux réfuter l'objection, non pas à cause de notre valeur propre, mais en raison de ce qui fut peut-être la plus belle des découvertes économiques, celle de la rente du sol.

Cette doctrine est trop célèbre pour être rapportée dans cet ouvrage. Elle est relativement moderne sous sa forme explicite, mais on la rencontre déjà dans la Parabole des vignerons de l'Evangile, car Jésus, en payant les derniers appelés comme les premiers, ne démontrait-il pas l'existence, après le règlement du travail, d'un surplus disponible qu'il était libre de distribuer aux ouvriers de la dernière heure?

Dans cette théorie, nous sommes frappés en effet par le fait qu'après la rémunération du travail, c'est-à-dire le paiement de celui effectué sur la plus mauvaise terre (car si le salaire se mesure d'après le labeur, il n'y a aucune raison pour que l'ouvrier travaillant sur une bonne terre obtienne un gain avantageux), il reste, par suite des inégalités de rendement et des fertilités différentes du sol, dans la généralité des cas, un surplus véritablement œuvre de la chance. A qui doit-il profiter? Ce n'est pas au travailleur. Comme dans la Parabole des vignerons, celui-ci est payé, il n'a plus rien à dire. Le problème est social beaucoup plus qu'économique.

En réalité, le choix n'existe qu'entre deux solutions. Certains théoriciens voudraient confisquer ce don gratuit de la nature au profit de l'Etat, parce que, en dehors de lui, ils ne conçoivent pas l'existence d'une élite.

L'humanité jusqu'à nos jours a suivi une voie différente. Elle a attribué la propriété de la rente à des classes sociales, prêtres, guerriers, nobles, simples propriétaires, mais qui tous avaient ce point commun de

constituer des aristocraties. Ce surplus a permis à une partie au moins de la société d'échapper à la loi de la nécessité par la connaissance du superflu. Il n'est pas exagéré de dire que la rente du sol a permis la naissance des arts, et de toutes les activités libres de l'esprit, en un mot de la civilisation (35).

La légitimation de la rente des fonds est donc tout à fait spéciale et ne se retrouve pas dans l'hypothèse du placement d'une somme d'argent. En matière de location d'une maison d'habitation, la question est un peu plus délicate, mais elle n'est pas insoluble. Tout d'abord, la maison est bâtie sur un terrain, et le phénomène de la rente se retrouve en l'espèce. Mais surtout, de quel droit une personne qui n'a pas construit une maison profiterait-elle gratuitement de son usage alors que les *cas fortuits ne sont pas à sa charge*? En tout cas, ces réflexions démontrent que la doctrine théologique n'est pas simplement basée sur l'autorité et d'obscurs préjugés. Elles démontrent également que la seule justification possible de l'intérêt dans le prêt est purement empirique : la nécessité d'encourager l'épargne.

(35) Notre exposé semble contredire la théorie pessimiste de la rente du sol telle qu'on la trouve dans Malthus et Ricardo. A notre avis, il n'en est rien, car la rente du sol ne nous paraît pas être autre chose que le produit net des physiocrates, interprété à un autre point de vue. Et l'exposé des circonstances qui ont conduit l'école anglaise à une telle interprétation dépasserait le cadre de ce modeste ouvrage.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'INTRANSIGEANCE DE LA DOCTRINE ECCLÉSIASTIQUE LES EXCEPTIONS ADMISES

L'ÉGLISE NE S'EST PAS LAISSÉE ENTRAÎNER PAR LE
« TORRENT DE LA COUTUME ». — LA THÉORIE DU
LUCRE CESSANT ET DU DOMMAGE NAISSANT ET LES
DOMMAGES-INTÉRÊTS. — LEUR APPLICATION PAR DU-
MOULIN. — LE PRÊT A LA GROSSE ET LES ASSURAN-
CES. — LES CONTRATS DE SOCIÉTÉ ET LA COMMAN-
DITE. — LA LETTRE DE CHANGE. — LES RENTES, LA
RENTE CONSTITUÉE, SEULE EXCEPTION A LA DOC-
TRINE ECCLÉSIASTIQUE.

Nous venons de rappeler le spectacle que le Père
Le Semelier avait sous les yeux lorsqu'il commença à
rédiger les Conférences sur l'usure; nous avons es-
sayé de comprendre les raisons de l'attitude intran-
sigante de l'Eglise. Nous pouvons donc répondre avec
quelque chance de ne pas nous tromper aux questions
posées à la fin de notre première partie :

1° La loi civile est aussi intransigeante, en apparence, que la loi ecclésiastique. Le Père Le Semelier, en montrant la continuité de l'interdiction depuis les Capétiens et en appuyant sur une tradition presque millénaire les lois récentes, tient à prouver que l'Eglise et l'Etat ont toujours sur ce point été d'accord.

2° Mais nous savons que la pratique a toujours largement différé de la théorie, et qu'elle est en particulier à son époque nettement favorable; la loi civile en fait n'est appliquée que dans le cas d'intérêt dépassant le taux de l'ordonnance pour des prêts à des indigents. Cas sur lequel notre auteur ne s'attarde même pas, car l'odieux en est trop flagrant pour qu'il soit besoin de le souligner et de mettre en garde contre les coupables. Il en cite un exemple caractéristique: l'usure « que font ces âmes basses et intéressées qui prêtent par mois, ou par semaine une petite somme, par exemple un écu, à de pauvres revendeuses, qui vendent des denrées par les rues de Paris sur des éventaires ou dans les haies et autres marchés publics. Ces avarés leur pretent un écu par semaine, à condition que ces femmes leur rapporteront cet écu au bout de la semaine avec 5 ou 6 sols de profit.. Ces usuriers devroient rougir de tirer des intérêts de ces pauvres malheureuses, à qui ils devroient faire l'aumône ou au moins prêter gratuitement (1)... »

Ce n'est pas là non plus, d'ailleurs, un prêt de consommation, mais bien un prêt de commerce, quelque mesquin qu'il soit.

Nous n'avons pas trouvé un seul exemple de prêt de consommation dans le Père Le Semelier. C'est là une preuve de plus de l'intransigeance de sa doctrine, qui condamne en bloc le prêt à intérêt, sans vouloir en considérer les buts possibles.

(1) Vol. II, p. 187.

3° La pratique approuve donc les prêts de commerce. Bien que l'Eglise se soit toujours défendue de les approuver pour sa part, ses adversaires l'en ont accusée. Ils ont prétendu que la théorie du dommage naissant, du lucre cessant, et des dommages-intérêts, la création de la rente et des Monts-de-Piété, la pratique de la commandite, du contrat d'assurance, de la lettre de change, étaient des façons plus ou moins détournées d'admettre le prêt à intérêt. La tâche du Père Le Semelier a donc été, après avoir légitimé l'interdiction et confondu ses adversaires, de prouver que l'Eglise n'a jamais dérogé à ses principes, mais que, reconnaissant l'importance du commerce et de l'industrie, elle a mis le crédit à leur disposition par des moyens non usuraires.

Surtout il défend l'Eglise et se défend lui-même de céder jamais à la coutume. Il eût pu paraître normal que les circonstances (ce que Calvin appelait les conjonctions; nous dirions aujourd'hui les conjonctures) se transformant, l'Eglise fût revenue de la sévérité que lui avait autrefois imposée une forme différente de la civilisation. Or, « le torrent de la coutume sembloit avoir autorisé sur la fin du règne de Louis XIV » les usuriers, avoue le Père Le Semelier (2). Et ailleurs, il cite l'opinion qui « se trouve dans la bouche des gens du monde : « Quand je prête à intérêt, je suis injuste et usurier si je prends un titre plus fort que celui de l'Ordonnance, mais qui peut m'accuser d'usure si je ne prends que le taux de l'Ordonnance (3) ? »

Or, à plusieurs reprises, et non seulement dans ses Conférences sur le mariage, mais aussi au cours de cet ouvrage, le Père Le Semelier déclare que la coutume a force de loi. Dans le livre V, il indique qu'un

(2) Vol. I, p. 148.

(3) Vol. I, p. 218.

des caractères « d'une opinion sûre et probable pour la conduite des âmes » est l'antiquité (4), que d'autre part une opinion « en ce qui regarde les mœurs n'est ni sûre ni probable quand elle n'a pas pour premier caractère l'universalité (5) ». Or, l'opinion de l'Eglise sur l'usure n'est pas universelle; la pratique de l'usure remonte à la plus haute antiquité, et la coutume l'autorise. Mais le Père Le Semelier n'hésite pas à se contredire et à déclarer avec saint Cyprien : « *Consuetudo sine veritate vetustas erroris est* », concluant que l'antiquité des pratiques usuraires n'avait pu les rendre justes et légitimes (6).

Le clergé de France s'exprimait d'ailleurs d'une façon non équivoque, lors de son Assemblée de 1700 : « ...La règle pour connaître la nature des contrats était d'en regarder l'intention et l'effet, et Dieu en deffendant l'usure, deffend en même temps tout ce qui y est équivalent; ainsi tout ce qui dans le fond fera tout l'effet de l'usure que Dieu deffend, doit être regardé comme également deffendu, quelques noms qu'on lui donne, le dessein de Dieu n'étant pas de condamner ou des mots ou des tours d'esprit et diverses subtilités, mais le fond des choses, que ces contrats frauduleux laissent dans leur entier », lit-on dans le Procès-Verbal.

C'est évidemment condamner l'usure palliée, mais c'est aussi implicitement déclarer que ce que l'Eglise permet ne peut jamais être un moyen de tirer des bénéfices du prêt.

C'est là une prise de position catégorique et qui ne peut laisser subsister aucun doute. En parlant de conciliation, le Père Le Semelier n'a pas voulu insinuer que l'Eglise était devenue plus tolérante, mais prouver que l'Etat ne l'était pas autant qu'on le disait. Les

(4) et (5) Vol. I, p. 204.

(6) Vol I, p. 148.

textes qu'il cite, l'habileté de son interprétation peuvent faire illusion au lecteur. Mais la construction historique, qu'il semble appuyer sur des bases solides, n'est qu'un ingénieux et fragile échafaudage dès qu'on l'observe à la lumière des faits.

Beaucoup plus solide est son argumentation, dans son Livre VI, qui constitue le second acte de sa polémique : Des causes, titres et raisons justes et légitimes pour lesquelles on peut, sans usure, prendre, recevoir et exiger quelque chose au delà du capital prêté.

*
**

Quelles sont ces causes?

C'est tout d'abord le fait, pourvu qu'il soit moralement certain et assuré, que dans certains cas le prêteur souffre d'être privé de son argent, soit qu'il eût pu l'employer dans une transaction commerciale et que, ne l'ayant pas à sa disposition, il n'eût pas fait un gain qu'il aurait pu faire (7) (c'est le lucre cessant), soit qu'il se trouve tout à coup dans une situation où l'argent prêté lui serait utile, et qu'il soit obligé de faire des dépenses qu'il n'eût pas faites s'il n'eût pas prêté (8) (et c'est le dommage naissant).

Cette double théorie a son origine dans le droit romain et dans les dommages-intérêts stipulés en cas d'inexécution d'une obligation.

Le droit romain lui-même n'avait pas innové en cette matière. Les législations les plus anciennes ont reconnu que les conventions librement formées entre les parties les obligent, soit que cette force obligatoire ait son fondement, comme le soutiennent Grotius et Puffendorf, dans la nature même de l'homme considéré comme sociable, soit qu'elle découle du principe

(7) Vol. I, p. 259.

(8) Vol. I, p. 259.

qu'il ne faut point causer à autrui de dommage, et qu'on s'expose à payer une indemnité non seulement lorsqu'on porte atteinte à sa personne ou à ses biens, mais encore lorsqu'on refuse d'exécuter une convention librement formée. Il est évident que ceci s'applique à la non-restitution à la date fixée d'une somme empruntée.

Les lois de Bocchoris contiennent une série de dispositions relatives à la réparation des dommages causés au prêteur par l'emprunteur : l'acte de prêt devait être constaté par écrit, et le débiteur défaillant était mis en prison. Son créancier prenait en gage la sépulture familiale, où aucun des parents du débiteur ne pouvait être enterré tant que la dette n'était pas payée.

Saint Thomas d'Aquin, à la suite de ces législateurs, estima que si le prêt ne pouvait être source de bénéfice, il ne fallait pas cependant que le prêteur perdît toute occasion d'en faire de légitimes.

À première vue, il semble que cette théorie, tout en respectant la lettre de la règle canonique, risque de n'en pas respecter le fond, et que ce soit avec raison qu'on l'a jugée capable de donner naissance à bien des abus.

Une des objections que l'on a faites à la théorie du dommage naissant, citée par le Père Le Semeulier (9), est la suivante : « Comment peut-on dire que les intérêts sont alors permis et ne sont pas usuraires, puisque le prêt doit être gratuit et qu'on n'en peut tirer ni aucun gain, ni aucun profit sans commettre une injustice? »

Il est certain, répond-on, qu'il y a une très grande différence entre s'indemniser et gagner : le dédommagement peut fort bien s'accorder avec le prêt gratuit, parce qu'il n'est pas donné en vertu du prêt.

(9) Vol. I, p. 262, sq.

mais c'est seulement à cause qu'on est lésé en prêtant... or, comme il est important de ne pas se tromper et de ne pas cacher une véritable usure sous prétexte de réparer un dommage prétendu et purement apparent, les théologiens demandent cinq conditions :

1° Le dommage doit être réel;

2° Il doit être causé par le prêt et non par d'autres accidents;

3° Le dédommagement ne doit pas être supérieur au dommage;

4° Les intérêts ne doivent pas dépasser le taux de l'ordonnance;

5° Le créancier qui prête librement doit avertir son débiteur, en lui prêtant son argent, du dommage qu'il souffrira s'il lui prête, parce qu'il se peut faire que le débiteur, s'il eût été averti, n'eût pas voulu emprunter.

On voit combien est au fond difficile et même étroite la pratique de cette théorie. Car il peut se présenter bien des cas où le créancier souffre par suite du prêt un dommage imprévu.

En ce qui concerne le lucre cessant, les conditions sont à peu près semblables :

1° Le prêt doit être la véritable cause de la privation du gain. Ce qui implique que le prêteur doit être un négociant, qu'il n'ait pas d'autre argent à mettre dans son commerce que celui qu'on veut lui emprunter et qu'il ait eu réellement l'intention de l'y mettre;

2° Il faut également qu'il avertisse son emprunteur;

3° Que le dommage soit proportionné au bénéfice que le créancier aurait pu faire après estimation des conditions du négoce, des dépenses et des peines qu'il aurait exigées;

4° On ne peut rien exiger si l'on prête à un pauvre;

5° Le dédommagement ne peut être donné qu'après la restitution du principal, car « si un homme, en prêtant cent écus en retenait dix au temps qu'il prête, pour sa récompense du gain qu'il ne fait pas avec l'argent qu'il prête, il ne prêtera que 90 écus ».

Il semble bien difficile, toutes ces conditions étant réunies, de prétendre que cette théorie puisse donner lieu à de l'usure véritable, surtout si l'on considère que l'on a affaire ici non pas à la loi civile, mais à la loi ecclésiastique, qui règle non seulement les faits, mais les consciences. Nous n'irons pas jusqu'à dire que personne n'ait avancé le prétexte du lucre cessant et du dommage naissant pour couvrir un simple bénéfice, mais l'Eglise, on l'a dit plus haut, ne peut rien sur ceux qui se refusent à reconnaître sa loi. Du moins a-t-elle réuni toutes les conditions permettant à un fidèle d'obliger son prochain sans se nuire à lui-même. Il est évident que, surtout si le créancier et le débiteur s'accordent pour le faire, ces conditions peuvent être feintes. Et « celui-là commet une usure qui, prétendant prêter gratuitement, prête dans l'intention, ou de se faire adjuger des intérêts par une sentence du juge, ou de les exiger après une demande judiciaire, ou de les demander à l'échéance de son billet, lorsqu'il ne souffre aucun préjudice de la privation de son argent (10) ». Mais à quoi bon, puisque le péché n'en est pas moins réel pour être dissimulé?

Donc, « ce serait probablement une erreur de supposer que ce paiement de l'intérêt dans le sens strict et primitif du mot, c'est-à-dire d'une compensation, non pour le prêt de l'argent, mais pour la perte subie par le prêteur à la suite du prêt, fut inventé comme un moyen d'échapper à la prohibition (11) ». Le fait

(10) Vol. I, p. 389.

(11) LE GOFF, *Dumoulin et le prêt à intérêt*, p. 121. Voir à ce sujet ASHLEY, *Histoire des doctrines économiques de l'Angleterre*.

que le mot « interesse » que les théologiens donnaient à l'indemnité pour la perte (*compensatio damni*) soit devenu notre mot intérêt, qui désigne la rémunération normale de l'usage de l'argent opposée à l'usure, a certainement contribué à faire croire que l'Eglise l'approuvait.

Sans doute, on en était arrivé à Rome à estimer que la somme prêtée devait être immédiatement rendue, faute de quoi il y avait dommage.

Mais saint Thomas a insisté sur un élément essentiel : le délai.

Il est bien évident que, sans le délai, c'est-à-dire sans qu'une date ait été fixée pour la restitution de la somme due, le fait de réclamer des dommages-intérêts, et de les obtenir soit à l'amiable, soit par sentence du juge, aurait été tourner en dérision la loi canonique; car si le prêteur avait au moment du prêt un besoin urgent de disponibilités financières, soit pour son commerce, soit pour sa subsistance, il ne se dépouillerait pas en faveur d'autrui : « Les règles de la justice n'exigent pas que, quand je fais plaisir à mon ami, ce soit à mon préjudice et à mes dépens (12). » A moins que cet ami ne soit dans la misère, auquel cas la loi canonique défend de réclamer des dommages-intérêts.

Pour Dumoulin, l'usure lucratoire, c'est-à-dire l'usure réclamée et perçue pour le service rendu, serait inexcusable, dit-il, et l'Eglise fait bien de la prohiber. *Mais elle n'existe pas.* Il n'y a d'usure que compensatoire; l'intérêt n'est stipulé qu'en compensation du dommage que l'on peut essuyer ou du bénéfice dont on peut être privé, ou dans le dessein de partager le profit que ferait l'emprunteur. Car l'argent est toujours sus-

(12) Vol I, p. 266.

ceptible d'être employé de façon productive ou utile à la vie quotidienne. Pour qu'il y ait usure dans le sens où l'entend l'Eglise, il faudrait trouver un individu qui se refuse par principe à faire fructifier son argent par le commerce ou à s'en servir pour sa subsistance et celle des siens. Or, si l'on rencontre en théorie des avarés de ce genre, en pratique ils n'existent pas. Partant il y a dans tout prêt un préjudice inhérent, dont il est inutile de réclamer la preuve, car il est certain. Il prend naissance en même temps que l'acte de prêter a lieu. Le délai est donc tout à fait superflu, le prêteur et l'emprunteur peuvent stipuler des intérêts sans avoir recours à la sentence du juge, et ces intérêts peuvent courir dès qu'ils l'ont décidé (13).

La théorie est séduisante. Mais elle soutient mal un examen impartial. Il est vrai, avoue le Père Le Semelier, qu'il n'y a presque personne « qui se dégage de son argent sans souffrir ». Mais il faut distinguer deux sortes de dommages : le dommage véritable et particulier, et celui qui « n'est autre chose que la privation de son argent ; la peine qu'un homme qui est plein de cupidité a de s'en dessaisir pour le remettre en des mains étrangères... le chagrin qu'il a de ne le plus avoir dans son coffre... ». C'est en somme un dommage sentimental.

De même il n'est pas nécessaire « que le lucre cessant soit actuel et présent, parce que ce seroit alors confondre le lucre cessant avec le dommage naissant ; car c'est un dommage naissant que de se priver en prêtant d'un gain présent qu'on a actuellement en sa possession... mais ce n'est pas assez que le lucre cessant soit possible, parce qu'il n'y auroit plus d'usure à prêter à intérêt. Tout le monde pourroit alléguer qu'il pouvoit faire profiter l'argent qu'il a prêté et ce seroit s'abu-

(13) Voir LE GOFF, *op. cit.*

ser; ainsi, il est absolument nécessaire que le lucre cessant soit prochain, probable et comme le dit le Droit, moralement certain et assuré (14). »

L'Eglise a tout prévu et ne peut être mise en défaut. Le cas frappé par la prohibition est surtout celui de l'usurier invétéré, qui par goût et par choix fait le commerce de l'argent, à quelque échelle que ce soit. Sans doute la théorie ecclésiastique a entravé, ou tout au moins cherché à entraver l'essor de la banque. Mais si on peut accuser l'Eglise d'avoir manqué de clairvoyance, on ne peut lui reprocher une attitude équivoque.

On a dit aussi que les obstacles opposés au développement du commerce avaient été en grande partie surmontés par la théorie du risque.

Mais il ne faut pas confondre le risque, tel que l'expose saint Thomas d'Aquin et tel que l'Eglise l'admet, avec le risque inhérent à tout prêt d'argent et même à toute entreprise, comme nous le concevons aujourd'hui.

« Si on achète une chose, non pour la vendre, mais pour la garder et qu'ensuite, pour quelque motif, on veuille la vendre, on ne fait pas de commerce quoiqu'on la vende plus cher. Car on peut faire cela licitement, soit parce qu'on a amélioré la chose, soit parce que le prix d'une chose varie d'après la diversité des lieux ou des temps ou à cause du danger auquel on s'expose en transportant la chose d'un lieu dans un autre (15). »

Ce n'est pas là une théorie du risque. C'en est seulement l'intuition.

Le Père Le Semelier distingue deux sortes de danger qu'on court en prêtant : « Il y en a un commun, et il y en a un particulier; le danger commun est

(14) Vol. I, p. 271.

(15) *Somme* IIa, IIae, Question LXVII.

celui qu'on court précisément parce que l'argent passe en des mains étrangères; le danger particulier vient de la situation où se trouve la personne à qui l'on prête (16). »

Or, ni l'un ni l'autre ne donne lieu à ce que l'on exige un intérêt : « Car ou l'on est payé dans la suite, ou on ne l'est pas. Si l'on est payé, quel droit a-t-on de recevoir des intérêts au-delà du principal?... Si l'on n'est pas payé au terme porté dans l'obligation, on a toujours le droit de demander non seulement le paiement de la somme qu'on a prêtée, mais encore des dommages et intérêts, si l'on souffre de ce délai (17). »

Il serait donc faux de dire que l'Eglise a permis de tirer un intérêt d'un prêt sous prétexte d'un risque possible. Ce qui, dans le passage de saint Thomas que nous venons de citer, s'applique au prêt à intérêt, ce que l'Eglise considérait comme « un titre légitime pour pouvoir tirer du profit de l'argent qu'on a mis entre les mains d'un tiers », c'est le péril du sort, c'est-à-dire celui « auquel s'expose la personne qui donne son argent à un Marchand pour le mettre dans le commerce et le faire valoir à condition 1° que s'il arrive que cet argent périclite sans la faute du Marchand la perte sera pour celui qui l'a avancée, 2° que si cet argent profite entre les mains de ce Marchand, ce sera à profit commun pour le Marchand et pour celui qui le lui a ainsi confié (18) ».

La première conséquence de ce principe a été la reconnaissance par l'Eglise du prêt à la grosse aventure et des contrats d'assurance.

Le prêt à la grosse remonte à l'antiquité. Nous savons combien le commerce maritime était en honneur dans l'Empire Romain. Le premier code qui nous soit

(16) Vol. I, p. 173.

(17) Vol I, p. 176.

(18) Vol I, p. 315.

parvenu est celui formé par l'ensemble des pandectes de Justinien sur la question (533). Nous avons eu l'occasion de citer le *De nautico fœnore*. C'est là que nous trouvons la réglementation du prêt à la grosse. C'est un contrat par lequel un individu fournit à un autre, ayant intérêt dans un navire ou dans son chargement, une certaine somme sur des objets exposés aux risques de la mer, à la condition qu'elle lui sera rendue avec un profit convenu si ces objets arrivent à leur destination, et qu'au contraire elle sera perdue pour le prêteur si les objets affectés au prêt viennent à périr par fortune de mer; il était déjà fort usité à Athènes, et Démosthène en parle dans son plaidoyer contre Dacritus; les Romains appelaient l'argent prêté suivant cette formule « *pecunia trajectitia* ».

Après les invasions et la ruine de l'Empire, les lois maritimes tombèrent en désuétude. C'est seulement au XII^e siècle que l'on recommence à codifier des usages ayant force de loi. Ils furent consignés dans des recueils comme le Consulat de la Mer pour la Méditerranée, les Rôles d'Oléron pour l'Atlantique, puis le Guidon de la Mer, rédigé à Rouen, et la Table d'Amalfi. La plupart des dispositions du droit romain, respectée par la coutume pendant les siècles où il fut moins étudié, furent remises en honneur avec l'humanisme et la renaissance juridique dont nous avons parlé à propos de Dumoulin.

Cependant, il faudra attendre Louis XIV et Colbert pour voir codifier les règles maritimes, bien que depuis longtemps, et surtout depuis l'extension donnée au commerce d'outre-mer par les grandes découvertes, on en sentit le besoin. Les Ordonnances de mars 1673 et d'août 1681 furent imitées par toute l'Europe. On voit combien, pour le Père Le Semelier, la question était, sinon actuelle, puisqu'il écrivit une trentaine d'années plus tard, mais tout au moins très présente à l'esprit,

et d'un intérêt accru par le fait que les discussions quant aux possibilités offertes notamment par le prêt à la grosse avaient repris au moment de la codification.

Le prêt à la grosse, en fait, n'a rien à voir avec le prêt à intérêt : ce n'est pas un prêt, car le preneur n'est pas tenu de restituer la somme prêtée en cas de perte par fortune de mer des objets affectés à l'emprunt ; et le profit peut excéder l'intérêt légal. On voit donc que c'est à tort encore une fois qu'on l'a présenté comme un moyen détourné de faire de l'usure.

Il n'est pas d'ailleurs d'un grand appui pour le développement du commerce ; car tout d'abord on ne peut s'en servir que dans le commerce d'outre-mer, ce qui est évidemment important, mais n'est pas tout le commerce. Ensuite, s'il peut être une source de bénéfices, il ne donne aucun moyen d'éviter la perte du sort principal.

L'assurance est plus récente que le prêt à la grosse. C'est le contrat par lequel un ou plusieurs individus stipulent qu'ils seront garantis contre les résultats d'un accident ou d'un sinistre. Les premiers contrats d'assurance semblent dater du XII^e siècle ; dès leur apparition, on s'inquiète de savoir s'ils renferment un danger d'usure. Mais l'Eglise est catégorique : « Il n'y a pas usure, puisqu'il n'y a pas prêt. » L'assurance ne s'applique à cette époque et ne s'appliquera pendant de longs siècles encore qu'au commerce maritime ; c'est seulement en 1684 que nous trouverons en Angleterre un « *Friendly society fire office* », et en 1754 qu'une compagnie française d'assurances maritimes obtiendra le privilège d'assurer contre l'incendie. Le Père Le Semelier ne s'occupe donc jamais des assurances terrestres.

La rote de Gênes assimilait l'assurance à une vente, d'autres à un contrat de société, de louage, etc... En

réalité, c'est un contrat *sui generis* « qui a été créé par la nature des choses (19) ».

Il est d'ailleurs inutile d'insister davantage pour montrer que ni l'assurance ni le prêt à la grosse ne peuvent être, lorsque les deux parties sont de bonne foi, des moyens détournés de pratiquer l'usure.

La commandite, ou la commande, ainsi que l'on disait autrefois, est plus discutable. Elle est également basée sur l'idée du péril du sort, qu'il soit maritime ou terrestre. Mais cette fois-ci il y a prêt.

La commandite est l'une des trois formes connues au XVIII^e des associations commerciales. On sait que les associations commerciales sont fort anciennes. Les Romains appliquaient l'association aux objets les plus divers, immeubles, entreprises de constructions, transports maritimes, banque, fourniture aux armées, commerce de denrées, mais surtout à la ferme des impôts ou des autres droits appartenant à l'Etat dans les provinces. Ces sociétés de publicains étaient le plus souvent formées par des chevaliers.

Les sociétés commerciales apparaissent de bonne heure dans notre ancien droit. Tantôt les personnes elles-mêmes sont associées en même temps que les capitaux; elles agissent d'accord dans l'intérêt commun. C'est ce que nous appelons une société en nom collectif, et que l'on nommait société générale. Tantôt l'association est bornée aux capitaux seulement : une seule personne agit, mais reçoit d'un autre un capital qu'elle doit appliquer à ses opérations, sous la condition d'un partage de bénéfices. C'est la commandite. Son point de départ, c'est la commande de bestiaux, c'est-à-dire en d'autres termes le bail à cheptel. Il arrivait quelquefois qu'un propriétaire confiât un troupeau à un berger ambulant pour qu'il les vendît dans

(19) EMERIGON, *Traité des Assurances*, Préface.

les foires et partageât les bénéfices, ou à un marin pour qu'il les vendît au delà des mers. C'est ainsi que s'alimentaient les foires de Paris et de Champagne (Ordonnance de Louis le Hutin, 9 juillet 1315) et les ports de mer marchands. On trouve la commande dans toutes nos villes maritimes de la Provence et du Languedoc, en Italie, dans la partie d'Orient envahie par les Croisés, etc...

Il suffit de confier à un marchand, au lieu de marchandises en nature, un capital en argent, pour en arriver à la commandite telle que nous la connaissons. Ce mode d'association convenait merveilleusement à une époque où la prohibition du prêt à intérêt ne laissait guère à ceux qui avaient des capitaux et ne voulaient pas faire eux-mêmes le commerce, d'autres moyens pour en tirer un profit légitime. Dès la fin du XII^e siècle on trouve la commandite à Venise, Gênes, Florence, Pise, et dès le XIII^e nous en avons des exemples à Marseille et à Montpellier.

La société par actions, dont le Père Le Semelier ne parle pas et qui commençait à se répandre en France, est une variété de la commandite : les commanditaires y sont multiples. La première société par actions semblable à celles que nous connaissons est la Compagnie hollandaise des Indes. C'est sur son exemple que furent organisées nos grandes Compagnies. Mais le principe du titre constatant la créance, distinct du capital social, est très ancien. On le trouve appliqué dès le XII^e siècle dans l'exploitation du Moulin de Basacle, à Toulouse, et Straccha, dans les Décisions de la Rote de Gênes, cite plusieurs exemples de ventes d'actions en Italie entre 1555 et 1560.

A côté de la commandite, nous trouvons bientôt la société anonyme, qui n'est pas ce que nous appelons ainsi aujourd'hui, mais « ne se fait sans aucun nom, appuyée seulement sur la probité et la bonne foi des

associés. Ceux qui font ses sociétés travaillent chacun de leur côté sous leurs noms particuliers, pour se rendre ensuite l'un à l'autre des profits et des pertes qu'ils ont faits dans leur négociation (20). »

Nous les appelons aujourd'hui sociétés en participation.

La première et la troisième sorte de société n'ont rien à voir avec le prêt, puisque les associés partagent le travail avant de partager le gain. La commandite pouvait apparaître comme un prêt à intérêt, puisque le commanditaire ne travaille pas et reçoit une part des bénéfices. Le Père Le Semelier répond à cette objection, en citant saint Thomas : « Celui qui prête une somme d'argent, dit-il, ne peut pas espérer de retirer aucun profit de cette somme, parce qu'en la prêtant il en a transporté le domaine à celui qui l'a empruntée de lui, et il s'est déchargé sur lui du risque auquel il pouvait être exposé. Il seroit donc contre la justice, que le créancier qui s'est volontairement dessaisi de la propriété de son argent, et qui ne veut point entrer dans la perte qui peut en arriver, voulût en percevoir des intérêts. Il n'en est pas de même, ajoute le Docteur Angélique, de celui qui donne son argent en société à un Marchand : il ne transporte point à ce Marchand le domaine de son argent; il ne le charge pas, ni ne le rend comptable des cas fortuits par lesquels cet argent peut périr sans sa faute, par exemple dans un naufrage. C'est pour ces deux raisons, dit saint Thomas, que cet argent appartenant toujours à celui qui le met en société, et qui l'y met à ses risques, périls et fortunes, celui qui l'y met peut en tirer du profit de concert avec le Marchand; c'est son bien qu'il expose dans le négoce qui ne peut fructifier qu'à son avantage : *Res fructificat domino* (21). »

(20) Vol. II, p. 4.

(21) Vol. II, pp. 19 et 20.

Bien que dans le cas de perte par la faute du commandité, le commanditaire puisse répéter les sommes déboursées, il est évident que la commandite n'est pas un prêt, puisqu'elle ne comporte pas normalement l'obligation de la restitution.

Le passage de saint Thomas cité plus haut, sur la légitimité des bénéfices « à cause du danger auquel on s'expose en transportant la chose d'un lieu dans un autre », a permis à l'Eglise d'approuver une autre opération financière, la lettre de change.

On trouve des exemples de lettres de change en France depuis le XI^e siècle (22). Dès le XVI^e, elle a à peu près la forme que nous lui connaissons aujourd'hui : « Primus de Lyon, ayant besoin d'argent à Paris pour y payer son créancier Quartus et voulant éviter les ennuis et les risques de l'envoi de numéraire, se rendra chez son banquier de Lyon, Secundus, et achètera de lui, moyennant le versement du montant nominal du titre, une lettre de change sur un débiteur dudit banquier, un nommé Tertius résidant à Paris. Ce titre sera envoyé à Quartus, lequel cherchera à se faire payer par Tertius. Si ce dernier paye, la dette de Primus envers Quartus se trouve éteinte. S'il ne paye pas, Quartus, après certaines formalités et dans un certain délai, pourra se retourner tant contre Primus que contre Secundus. Dans cette tractation, Primus est le donneur de valeur ou le preneur, Secundus le tireur, Quartus le porteur et Tertius celui sur qui la lettre de change est tirée, ou plus brièvement le tiré (23). »

Comme nous le voyons, c'est une remise de place en place plutôt qu'un instrument de crédit. C'est pourquoi elle échappait au soupçon d'usure : « La lettre

(22) Voir G. FAGNIEZ, *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce*, vol. I.

(23) LÉVY-BRUHL, *Histoire de la Lettre de Change*, Préface.

de change elle-même risquait d'autant moins d'encourir les sanctions canoniques et théologiques qu'elle se présentait davantage sous forme d'une remise de place en place. L'Eglise — et le droit séculier à sa suite — considéraient comme légitime le profit que tirait le banquier de l'opération en raison du risque couru (24). » Aussi la *distancia loci* fut-elle considérée comme une condition primordiale de la lettre de change, et l'on sait que cette condition s'est perpétuée dans notre droit jusqu'en 1894. A l'époque du Père Le Semelier, ce n'est guère qu'à Lyon que la lettre de change est utilisée comme prêt à terme de paiement, et c'est là un abus qu'il dénoncera. Telle qu'elle est utilisée normalement alors, la lettre de change ne peut être considérée comme une concession faite par l'Eglise.

Non plus que le Mont-de-Piété, si décrié et que les adversaires de l'Eglise ne manquaient jamais de lui opposer triomphalement comme un exemple manifeste de sa duplicité : « Il n'y a presque point de page dans le traité de l'usure et intérêt de M. de la Bigotière, où ce Magistrat ne reproche à l'Eglise Catholique d'autoriser dans les Monts-de-Piété les prêts usuraires : il prétend faire voir par là ou qu'elle se contredit dans son système sur l'usure, ou qu'elle approuve le sien (25)... » Dumoulin, cependant, admire « cette tant sainte et louable fondation », qui, dit-il, « n'a pas été sans diffamateurs... car ce sont trouvez aucuns tant ineptes et prépostérement scrupuleux théologastres qui l'ont reprise de vice et gravité usuraire (26) ». C'est à partir de 1515 et après une décision du Concile de Latran que l'on décidât de tirer un intérêt minime des prêts sur gages dans ces établisse-

(24) LÉVY-BRUHL, *op. cit.*, p. 20.

(25) Vol. I, p. 297.

(26) DUMOULIN, *Sommaire*, § 68.

ments qui avaient déjà plus de trois siècles d'existence (le premier fut créé à Orenungen, en Allemagne, en 1198) et qui avaient pour but de secourir les indigents en les préservant de la nécessité d'aller emprunter aux usuriers.

Le Père Le Semelier fait observer « que la somme qu'on paye par mois ou par an pour ces emprunts aux Monts-de-Piété est beaucoup au-dessous de l'intérêt que permet l'ordonnance du prince (27) ». Mais ce ne serait pas suffisant pour qu'il n'y eut pas usure, le taux de l'intérêt n'y étant pour rien. Ce qui importe, c'est que, d'après les termes mêmes de Léon X en 1512, « si l'on y reçoit quelque chose au delà du principal, ce n'est pas en vertu du prêt, c'est pour l'entretien des officiers qui y sont employés et pour les dépenses qu'on est obligé de faire, afin de faire subsister ces sortes d'établissement; c'est ce qui n'a aucune apparence de mal et ne donne aucune occasion de péché. Et en effet, ajoute le Père Le Semelier, cela est juste et ne paraît pas plus usuraire que de demander le paiement d'un messenger que nous aurions envoyé à un ami pour lui porter l'argent qu'il nous auroit demandé à emprunter (28) ».

La question des rentes est un peu plus délicate que les précédentes.

On sait qu'on peut ramener les différentes espèces de rentes à trois : les rentes constituées, les rentes foncières et les rentes viagères, qui, toutes, ont pour base un revenu en denrées ou en argent, payable par an.

Les rentes constituées semblent être les plus anciennes. On a cru en retrouver les germes dans le droit romain. En tout cas, la pratique en devient constante

(27) Vol. I, p. 290.

(28) Vol. I, p. 299.

en France dès le ^{xiii}^e siècle. Elles ne pouvaient tomber sous le coup de l'interdiction puisqu'elles n'impliquaient pas pour l'emprunteur l'obligation de rendre la somme empruntée : c'est, dit le Père Le Semelier, « un revenu ou une pension annuelle qu'on achète à prix d'argent d'une personne qui s'engage de la payer suivant le taux que le prince a mis à l'argent; par exemple, je donne mille francs à Paul et, par le prix de cette somme, j'achète de lui une rente ou un revenu de 53 francs payables tous les ans (29) ».

Nous avons plus haut (II^e partie, chapitre 2) que les couvents, après avoir abandonné le mortgage, avaient largement pratiqué la rente constituée. Le pape Martin V, en 1422, s'en était inquiété. Il consulta les docteurs pour savoir si les ordres religieux qui achetaient des rentes et les laissaient plus tard racheter pour le même prix ne commettaient pas le crime d'usure. « Certaines maisons religieuses, expliquait-il, ont acheté des pensions annuelles perpétuelles, commodos pour entretenir leurs frères de certaines villes, elles paient ces pensions plus ou moins cher, ici 24 florins, là 23 ou même moins, au juste prix, selon le cours des endroits, et elles donnent au vendeur la liberté de racheter ces pensions pour le même prix ». Cela devenait, on le voit, un prêt à intérêt. Gerson répondit que ces contrats étaient licites pourvu que les ordres religieux n'eussent pas en vue le rachat des rentes par le vendeur (30).

Le caractère essentiel de la constitution de rente est en effet l'aliénation du capital. Si le créancier ne rentre pas dans son capital, c'est une rente et non un prêt. Mais, en fait, dans notre ancienne législation comme dans la moderne, le vendeur, s'il n'était pas obligé de

(29) Vol. II, p. 318.

(30) Voir GENESTAL, *Rôle des Monastères comme établissements de crédit...*

rendre le principal, était libre de mettre fin au contrat de constitution de rentes, en la rachetant, si bien que la rente annuelle et perpétuelle que paye le débiteur jusqu'à ce qu'il ait rendu le capital peut être assimilée aux intérêts que paye l'emprunteur jusqu'à la restitution de la somme prêtée; et bien que le débiteur de la rente ne soit pas proprement débiteur du sort principal, il l'est néanmoins en ce sens qu'il ne peut, sans le rendre, faire cesser la rente et se libérer.

Les réponses que donne le Père Le Semelier à ces objections faites de tout temps au sein même de l'Eglise, ne sont pas décisives. Elles se résument à ceci : lorsqu'une rente est constituée sur des fonds utiles, on ne peut accuser d'usure l'acquéreur des revenus d'une terre ou d'un immeuble. C'est en somme un contrat de vente et achat d'un droit d'hypothèque, avec faculté de réméré. Jusque-là, la distinction est subtile, mais elle existe. Elle est moins nette lorsque la rente est personnelle, ou volante, c'est-à-dire lorsque « la personne qui se charge de payer la rente n'a et ne donne aucun fonds pour hypothèque et ne fournit aucun emploi (31) ». Mais, dit le Père Le Semelier, « si une personne qui n'a point de fonds de terre, ni de maison, ni d'office, peut s'obliger gratuitement à faire une pension à une autre, pourquoi ne pourra-t-il pas la vendre? Si un homme peut mettre son industrie et ses travaux à louage comme il est permis par toutes les Loix et comme cela se pratique tous les jours par les domestiques et les ouvriers; pourquoi ne pourra-t-il pas établir une pension ou une rente sur ces mêmes travaux? Si une personne qui n'a point d'immeubles peut être chargée justement d'un tribut par le prince, elle peut bien aussi vendre et se charger d'une rente ou d'une pension parce que cela est appréciable et

(31) Vol. II, p. 321.

estimable à prix d'argent. » Quoi qu'il en soit, le pape Pie V, en 1569, avait formellement désapprouvé les rentes personnelles, mais la France n'en tint jamais compte, et les rentes créées à partir de François I^{er} sur l'Hôtel de Ville pouvaient leur être assimilées. A partir de cette époque, d'ailleurs, les papes passèrent cette institution sous silence. Qui ne dit mot consent. C'est là une fissure dans l'édifice de la prohibition; elle est certaine, mais c'est la seule, à notre avis.

Car la rente foncière est très éloignée du prêt. C'est une « redevance imposée à perpétuité sur un certain héritage (32) », qui comprend la rente seigneuriale, que le Père Le Semelier a le tort d'analyser comme distincte. La rente seigneuriale était établie par le seigneur sur son héritage, avec concession de droits seigneuriaux et reconnaissance de sa seigneurie. La rente foncière simple est celle qui n'implique ni concession de droits ni reconnaissance de seigneurie. Elle diffère de la rente constituée sur fonds utile en ce qu'elle est irrachetable de nature. Il est vrai que l'usage admettait la clause de faculté de rachat, mais pour trente ans seulement, ou dans le cas des « rentes foncières sur les maisons de la ville et faubourgs de Paris... la raison de cette exception est afin que rien n'empêche tous les propriétaires des maisons de Paris de les rebâtir et augmenter pour l'embellissement de Paris (33). » Mais, surtout, la rente foncière implique la cession immédiate du fonds sur lequel elle est assise. C'est en somme un contrat de louage, ce qui exclut toute ressemblance avec le prêt.

Quant à la rente viagère, que le Père Le Semelier comprend dans la rente constituée, il est évident qu'elle en diffère totalement, puisque le capital, mo-

(32) Vol. II, p. 312.

(33) Vol. II, p. 315.

bilier ou immobilier, remis à l'une des parties pour prix de la constitution, lui appartient définitivement après le décès de l'autre partie.

*
**

Nous avons brièvement passé en revue les principales parmi les différences institutions par lesquelles, avec l'assentiment de l'Eglise, on pouvait obtenir le crédit.

Il nous semble que, mise à part la rente constituée, aucune de ces institutions ne peut être considérée comme entachée d'usure. Elles ont certainement tenté de remplacer le prêt à intérêt et, dans certains domaines, l'ont fait avec succès, puisqu'elles co-existent encore avec lui.

Comme nous l'avons indiqué pour les dommages et intérêts, aucune n'est à l'abri d'interprétations vicieuses ni d'abus. Mais quelle institution pourrait s'en vanter? Il est aussi juste et non moins absurde de dire qu'elles ont favorisé l'usure que de dire que la propriété favorise le vol.

Ces abus, ces interprétations, l'Eglise d'ailleurs les a violemment en même temps que minutieusement pourchassées partout où ils pouvaient se glisser. C'est ce qu'il nous reste encore à voir.

CHAPITRE II

LES USURES MANIFESTES

LES FERMIERS GÉNÉRAUX, LES RECEVEURS DES FINANCES,
LES PARTISANS ET LES TRAITANTS. — LES AGENTS DE
CHANGE. — LES USURES PRATIQUÉES A L'ARMÉE. —
USURE INCONSCIENTE DES DOMESTIQUES ENVERS
LEURS MAÎTRES. — USURE DES SEIGNEURS ENVERS
LEURS VASSAUX.

Les abus que signale le Père Le Semelier peuvent être classés dans deux catégories :

- 1° Les usures manifestes;
- 2° Les usures palliées.

Les premières sont celles que nous considérons encore aujourd'hui comme des exemples d'usure criante. Non pas, répétons-le, que notre auteur veuille par là légitimer le prêt à intérêt au taux légal, tel que nous l'admettons de nos jours. Nous pensons avoir suffisamment prouvé qu'il n'en est rien. Mais le mal était devenu si grave que le Père Le Semelier se vit contraint de consacrer une grande partie de son œuvre aux usures abusives qui étaient à la fois condamnées par l'Eglise et par ses adversaires.

Cet aspect des conférences offre d'ailleurs un intérêt documentaire certain en raison des pratiques citées et des lueurs ainsi jetées sur les mœurs de l'époque. Ce sont d'abord les usures commises dans l'ar-

mée. Le major, c'est-à-dire l'officier chargé de tenir la caisse, différerait par exemple la paye des soldats pour faire valoir à 10 % la somme correspondante entre les mains du trésorier royal, qui, lui-même, la faisait valoir à 12 %, retenant la différence. L'usure, ici, se complique d'une véritable injustice envers les hommes. Lorsqu'il devait habiller le régiment ou remonter la cavalerie, non seulement le major se faisait faire des cadeaux par les marchands choisis, mais encore il ne payait comptant qu'une partie de la somme due, retenant l'autre partie pour la placer à intérêt pendant trois ou six mois. Il semble, d'après ce qu'en dit le Père Le Semelier, que ces pratiques aient été très répandues et presque impossible à empêcher, contribuant, on le comprend, à l'indiscipline de l'armée.

Caractéristique aussi est l'habitude qu'il dénonce de « certains maîtres qui conseillent à leurs domestiques de leur laisser leurs gages entre les mains ou de leur confier les profits qu'ils auraient pu faire et amasser pendant tout le temps qu'ils ont servi. Ces sommes montent quelquefois à deux mille livres et ces maîtres promettent de leur en payer les intérêts (1). » Ce sont les domestiques alors qui deviennent usuriers, sans s'en rendre compte; ou qui, le plus souvent, « sont enveloppés dans les faillites de leurs maîtres qui, les ayant surpris à la veille de leur banqueroute, leur emportent et le principal et même quelquefois les intérêts (2) ».

Usuriers enfin les seigneurs de la campagne qui prêtent à leurs vassaux de petites sommes d'argent dont les intérêts sont représentés par des servitudes et des corvées.

De telles pratiques, aussi fréquemment usitées qu'il le dit, méritaient évidemment qu'on les combattît, et

(1) Vol. II, p. 188.

(2) *Id.*

l'influence du confesseur sur le fidèle avait là un rôle tout indiqué et très nécessaire.

Le Père Le Semelier s'attaque aussi avec courage et opiniâtreté à des cas d'ordre plus général, à des abus nés non pas de l'esprit inventif d'un particulier, mais d'un état de choses établi et reconnu. Il cherche à mettre en garde contre des usures que nous pourrions presque appeler officielles : celles pratiquées impunément par les financiers, c'est-à-dire les fonctionnaires royaux des finances.

Quels sont parmi ces fonctionnaires ceux qui peuvent le plus facilement commettre des usures excessives?

1° « Il y a, nous dit le Père Le Semelier, les fermiers généraux et les sous-fermiers, avec tous les commis et receveurs particuliers qu'ils emploient pour la levée des droits des fermes du roi, qu'ils tiennent de Sa Majesté par bail, moyennant une certaine somme qu'ils en doivent rendre par chaque année. »

2° « Il y a les receveurs généraux des finances, et, sous eux, les receveurs particuliers des tailles et du domaine, etc... »

3° « Il y a les partisans et les traitants qui entreprennent des affaires particulières; par exemple, des coupes de bois, les droits d'amortissement, etc..., à condition de payer au roi une somme dont ils conviennent... (3). »

« On ne peut condamner, ajoute le Père Le Semelier, la profession des gens d'affaires qui reçoivent et administrent les finances des souverains, quand ils exercent leur charge avec fidélité et avec équité. Jésus-Christ a autorisé lui-même, par son exemple, le droit que les princes ont de lever des contributions sur leurs peuples... (4). »

(3) Vol. II, p. 160 sq.

(4) Vol. II, p. 161 sq.

Si donc les financiers s'en tenaient à ce qui est porté sur les édits du roi, si les fermiers généraux se contentaient du profit légitime que représente la différence entre le prix payé au roi et le prix auxquels ils afferment; si les receveurs généraux ne demandaient pas autre chose que les appointements que le roi leur accorde; si les traitants étaient satisfaits du bénéfice qui leur reste, leurs frais déduits, sur les sommes versées au roi, il n'y aurait « rien que de juste dans leur emploi ».

Mais ils doivent observer plusieurs règles :

1° Ne rien exiger au delà de ce qui est ordonné par le prince. Or, les fermiers généraux et les traitants ont toute facilité pour le faire.

2° Observer la modération qui peut compatir avec leurs devoirs. « Les receveurs des droits du roi violent cette maxime si chrétienne quand ils font faire des saisies ou en quantité pour multiplier les frais et en profiter, ou dans des circonstances qui peuvent rendre les paiements plus difficiles (5)... N'est-ce pas une cruauté inouïe quand on saisit sur de pauvres gens les choses qui leur sont nécessaires pour la vie et le vêtement, pour la culture de leur héritage, pour l'exercice de leur art et métier (6) ? »

3° Les receveurs des deniers royaux ne peuvent ni ne doivent les faire valoir pour leur compte (7).

Voilà surtout ce qui nous intéresse. Car il est évident que ceci concerne l'habitude prise par les financiers de prêter à intérêt les sommes qu'ils avaient à leur disposition. Les fermiers généraux le faisaient publiquement, les receveurs avec un peu plus de difficulté, car ils étaient réellement dépositaires des deniers royaux et obligés de rendre des comptes, tandis

(5) Vol. II, p. 165.

(6) Vol. II, p. 166.

(7) Vol. II, p. 167.

que les fermiers, une fois le forfait payé, étaient en somme libres d'agir comme ils le voulaient avec ce qui leur revenait. « Mais quand on conviendrait, s'écrie notre auteur, qu'ils peuvent les uns et les autres se servir des deniers du roi pour leurs propres affaires, pourvu que le roi fût pleinement satisfait, peut-on ne pas condamner l'usage où ils sont de prêter ces deniers à intérêts?... Leur état de financier leur donne-t-il un privilège spécial de commettre les usures que les ordonnances condamnent et que les Parlements punissent?... D'où vient que tout le public déclame contre les gens d'affaires? D'où vient que les confesseurs les plus éclairés et les plus exacts évitent de les écouter dans le Tribunal de la Pénitence? Ce n'est pas parce qu'il reçoivent les deniers du roi, car cela peut se faire avec honneur et probité, mais parce qu'ils sont la plupart des usuriers politiques (*sic*); qu'ils font valoir l'argent du roi à leur profit pour leur compte et en tirent de gros intérêts par de simples prêts. Les usures qui les enrichissent avec autant de précipitation que d'injustice en appauvrissent plusieurs familles, les rendent très odieux dans le public (8). »

Tout ce que nous savons des financiers sous l'Ancien Régime nous autorise à pleinement approuver l'indignation du Père Le Semelier. Mais il nous semble que sa sévérité est excessive lorsqu'il blâme les financiers de « percevoir les intérêts que le roi leur fait payer en considération des avances qu'ils lui font (9) ». Il avoue lui-même que ce cas est délicat; car on pourrait estimer que le roi leur paye ces intérêts pour les dédommager des peines qu'ils prennent à trouver l'argent nécessaire. Mais étant donné « que c'est la cupidité qui fait ambitionner et chercher les emplois de

(8) Vol. II, p. 169.

(9) Vol. II, p. 169.

finance avec tant de soin et d'avidité », il faut en conclure que ceux qui remplissent ces emplois ne feraient pas d'avances au roi s'ils n'espéraient en percevoir des intérêts. Ce sont donc des usuriers.

Et le Père Le Semelier de conclure par cette petite phrase bien significative : « C'est sur ces principes qu'il faut se régler quand les gens d'affaires se présentent au Tribunal de la Pénitence (10) ». C'est assez dire que le seul recours possible est l'influence du confesseur.

Mais nous nous séparons du Père Le Semelier à propos des agents de change, et l'argumentation admissible dans le cas précédent nous paraît ici difficile à soutenir.

« Les agents de change, dit-il, sont ceux qui se mêlent de faire trouver et prêter de l'argent, ou faire fournir des lettres et billets de change par les banquiers ou autres à ceux qui en ont besoin (11). »

On voit qu'à son époque la négociation des effets publics et des actions n'était pas encore assez entrée dans les mœurs pour être considérée comme la principale attribution des agents de change. Le Père Le Semelier flétrit du nom d'agioteurs ceux qui négociaient « les billets à perte de finance » et nous en reparlerons.

L'agent de change n'est encore pour lui qu'une spécialisation dans le commerce d'argent des courtiers en marchandise. Spécialisation relativement récente puisqu'elle n'a officiellement eu lieu qu'en 1639, lorsque le Conseil d'Etat substitue le nom d'agent de change à celui de « courretier » dans le domaine financier. Mais, en fait, la profession existait distincte depuis François I^{er} et était devenue un titre d'office en 1572. Le Père Le Semelier ne semble pas s'être

(10) Vol. II, p. 171.

(11) Vol. II, p. 151.

rendu compte que la création de la charge d'agent de change a été une conséquence de la création des rentes.

En 1708, Louis XIV créa à Paris quarante agents de change, chiffre énorme si l'on songe qu'ils commencent à n'y être que huit. Le décret attachait à leur compagnie quarante mille livres de gages effectifs à répartir entre eux. Il était évident que par leurs fonctions mêmes ils étaient amenés à transgresser la prohibition canonique du prêt à intérêt. Le Père Le Semeulier se trouve là bien embarrassé : le cas des fonctionnaires royaux était simple : ils pouvaient remplir leur office sans prêter ; mais les agents de change ont été créés sinon pour prêter eux-mêmes, ce qui leur est interdit par l'ordonnance du commerce, du moins pour favoriser les prêts. Notre auteur a beau prétendre que l'ordonnance et Savary lui-même leur accordent surtout le droit de fournir des lettres de change, que l'édit de création suppose qu'ils suivront les édits défendant le prêt à intérêt, que, par conséquent, s'ils s'en tiennent au change au cours normal, ils peuvent exercer leur emploi « avec honneur, équité et religion », il sait qu'il n'en est rien. Il est vrai qu'un agent de change vraiment scrupuleux pourrait s'imposer « cette loi de ne point concourir à ces sortes de commerce illicites. Et comment peut-on n'y pas participer dans une compagnie, où ayant bourse commune, au moins pour quelque part des profits, on ne peut être assurés que les autres agents de change de la même compagnie aient pris la même résolution et l'exécutent (12) ? »

« Il s'ensuit de ces principes, conclut-il, qu'il est très dangereux et difficile de se mêler de ces négociations sans blesser sa conscience et que comme on n'est pas obligé de prendre les offices et charges d'agents de change, il est plus convenable de les quitter (13). »

(12) Vol. II, p. 154.

(13) *Id.*

La solution est simple... Nous dirions même qu'elle est simpliste si nous ne savions pas qu'à l'époque l'agent de change était depuis trop peu de temps un rouage de l'économie pour être considéré comme indispensable. Il ne s'agit là d'ailleurs que d'un conseil aux fidèles inquiets pour leur âme, conseil qui, évidemment, devait être seulement suivi dans des cas isolés.

CHAPITRE III

LES USURES PALLIÉES

LES TROIS CONTRATS. — LE MOHATRA. — DES USURES QUI SE PEUVENT COMMETTRE DANS LES VENTES ET ACHATS DE BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES : LA VENTE A CRÉDIT ET L'ESCOMPTE, LES MONOPOLEURS, L'ANTI-CHRÈSE ET LE CONTRAT PIGNORATIF. — DES USURES QUI SE PEUVENT GLISSER DANS LES CONTRATS DE LOUAGE, DANS LA VENTE ET ACHAT DES RENTES, DANS LA CONSTITUTION DES LETTRES DE CHANGE : CHANGE SEC, CHANGE A TERME DE LYON. — DES USURES QUI SE PEUVENT COMMETTRE DANS LE TRAFIC DES BILLETS : L'AGIO. — DES USURES QUI SE PEUVENT COMMETTRE SOUS LE COUVERT DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS. D'ASSURANCE ET DE PRÊT A LA GROSSE, DE CONTRATS DE SOCIÉTÉ, DE CONTRATS DE LOUAGE ET DE SOCIÉTÉ POUR LES BESTIAUX.

Nous ne donnerons pas ici la liste complète des cas cités par le Père Le Semelier, où l'usure peut se commettre sans qu'il y ait à proprement parler de prêt. Lui-même ne prétendait pas épuiser le sujet. Qui pourrait mettre des limites à l'imagination, surtout lorsqu'elle est aiguillonnée par la cupidité? Nous ne citerons que les plus fréquents ou les plus curieux.

Il y a usure palliée lorsque la transaction accomplie est réellement un moyen détourné de prêter à intérêt

au taux normal, les deux parties étant d'accord, ou à usure, l'une des parties abusant de l'ignorance de l'autre et de la nécessité où elle se trouve, suivant une distinction explicite aujourd'hui, implicite autrefois.

Toute autre transaction peut contenir une clause usuraire accessoire, qu'il est utile de savoir discerner, mais n'est pas pour cela en elle-même une usure palliée.

Usures palliées : le mohatra, les trois contrats, le contrat pignoratif, certains cas de louage de bestiaux, de stipulation de dommages et intérêts, certains contrats de société, de prêt à la grosse et même, selon l'Eglise, le change à terme de paiement, l'escompte et la vente à crédit. Usuraires accessoirement dans certaines circonstances, les assurances, l'agio, l'achat des rentes, le trafic des billets à perte de finance, les baux des biens de ville et de campagne, etc...

Les trois contrats sont le type même de l'usure palliée. Le Père Le Semelier leur a consacré une conférence entière, parce que c'est le plus fameux des moyens inventés pour pratiquer l'usure sous le couvert des contrats de société. C'est aussi l'un des plus anciens. En 1214, Balsamon, patriarche d'Alexandrie, reproche aux ecclésiastiques de s'y livrer. Le théatin Antonin Diana, célèbre casuiste qui vécut à Rome au ^{xvii}^e siècle, en donna la définition la plus claire dans l'ouvrage qu'il publia en 1629 sous le titre de *Resolutionum moralium pars prima et secunda* et qui fut réédité de nombreuses fois, en entier ou en abrégé, sous des titres différents. Le Père Le Semelier cite cette définition (1) :

« Est-il permis de donner une grosse somme d'argent à un marchand, à condition qu'il en payera par exemple cinq pour cent d'intérêts? Je réponds affirma-

(1) Vol. II, p. 46.

tivement, pourvu qu'on ait eu intention de célébrer trois contrats, un contrat de société, un contrat d'assurance du principal et un contrat de vente d'un plus grand gain incertain pour un moindre certain et assuré. Et afin qu'on puisse mieux entendre la chose, voici comment on procède dans ce triple contrat. Premièrement, on donne de l'argent par forme de société à un marchand qui le doit employer dans le commerce; en sorte que le profit de cette société peut bien revenir à dix ou douze pour cent. On fait ensuite un second contrat par lequel, afin que le marchand réponde de la somme et l'assure, on relâche cinq pour cent de douze qu'on pouvait espérer de la société. Et, enfin, on cède encore quelque chose afin qu'il promette un profit fixe et déterminé. Tout étant ainsi d'accord, il reste, par exemple, cinq pour cent qu'on peut recevoir sans usure et sans injustice... »

Diana soutient contre toute apparence que « ces trois contrats étant justes pris séparément, ils ne sauraient être injustes lorsqu'on les joint ensemble et qu'on les fait dans le même temps avec la même personne ». C'est là un des exemples des voies subtiles trouvées par les casuistes pour se débarrasser des entraves de la prohibition. On connaît là-dessus les sentiments de Pascal dans la *Huitième Provinciale* (2) et l'amère raillerie dont il fustige le casuiste Escobar et le jésuite Bauny. Ce dernier, dans la *Somme des Péchez* publiés au début du xvii^e siècle, avait vertueusement déclaré « les usuriers infâmes durant leur vie et indignes de sépultures après leur mort » et s'était proposé d'anéantir l'usure en donnant le moyen « de tirer autant et plus de profit de son argent par quelque bon et légitime employ que l'on n'en tire des usures ». Une de ses recettes, rapportée par Pascal, n'est autre

(2) *Œuvres complètes*, éditées par M. Brunschvicg (Coll. des Grands Écrivains de France, 1914).

que les trois contrats : « Celui à qui on demande de l'argent répondra donc en cette sorte : Je n'ay point d'argent à prêter; si ay bien à mettre à profit honneste et licite. Si désirez la somme que demandez pour la faire valoir par votre industrie à moitié gain, moitié perte, peut-être m'y résoudrai-je. Bien est vray qu'à cause qu'il y a trop de peine à s'accommoder pour les profits, si vous m'en voulez assurer un certain et quant aussi mon sort principal, qu'il ne coure fortune, nous tomberions d'accord et vous fèray toucher argent dans cette heure... » Et Pascal de s'écrier : « O mon Père, voilà des paroles biens puissantes. Je vous proteste que si je ne sçavois qu'elles viennent de bonne part, je les prendrais pour quelques-uns de ces mots enchantés qui ont pouvoir de rompre un charme. Sans doute elles ont quelque vertu occulte pour chasser l'usure, que je n'entends pas... »

Il est difficile en effet de prétendre que cette combinaison des contrats de société, d'assurance et de vente ne les annule pas : ils sont incompatibles entre eux et les deux derniers font dégénérer le premier en simple prêt. En effet, le premier principe régissant le contrat de société est que le capital est mis aux risques et périls de celui qui l'y met, et le second que les profits sont proportionnés au capital employé. Le contrat d'assurance qui met le capital aux risques et périls du commandité détruit le contrat de société et rend injuste le troisième contrat, contrat de vente d'un gain plus médiocre, mais certain, parce que n'étant plus associé on ne peut exiger de profit.

Dès l'apparition des trois contrats, l'Eglise le réprouve, en particulier Sixte V le condamne à la fin du xvr^e siècle dans la Bulle *Detestabilis*. Les négociants eux-mêmes en comprennent toute l'injustice, ce qui, remarque le Père Le Semelier, n'est pas fort honorable pour les théologiens qui ont fabriqué ce système.

Notre auteur n'est pas tendre pour les casuistes. Et bien qu'il évite de jamais prononcer le nom de jésuite, on sent qu'il est à leur rencontre assez proche de l'opinion de Pascal. On ne peut d'ailleurs s'attendre à autre chose de la part d'un protégé de Mgr de Noailles. Bien qu'il se soit vraisemblablement tenu à l'écart de toute controverse, on peut supposer que ses sympathies l'inclinaient vers le gallicanisme et, par conséquent, le rendaient hostile aux Jésuites ultramontains (3).

Les trois contrats ayant été reconnus universellement comme usuraires, certains commanditaires crurent cependant pouvoir le rendre légitime, en ne se faisant assurer le principal et en ne vendant leur gain incertain que longtemps après avoir créé la société. Il est évident que ces agissements sont aussi usuraires que le premier.

Aussi célèbre que les trois contrats est le mohatra. Comme Pascal encore, le Père Le Semelier s'indigne contre les casuistes relâchés qui l'ont autorisé. Le mohatra est d'invention arabe; les Musulmans s'en servirent très tôt pour tourner eux aussi l'interdiction de l'usure par le Prophète. Voici comment le définit Pascal : « Le mohatra est quand un homme qui a affaire de vingt pistoles achète d'un marchand des estoffes pour trente pistoles payables dans un an et les luy revend à l'heure même pour vingt pistoles comptant... » Pascal prétend que les Jésuites, et en particulier le Père Escobar, dont il a fort étudié la *Théologie Morale*, ont approuvé et favorisé cet habile expédient : « encore mesme que celuy qui vend et rachette ait pour intention principale le dessein de pro-

(3) Les principales censures de la Faculté de Théologie de Paris condamnent les sentiments de casuistes, sur l'usure, en 1641 condamnation du Père Bauny, en 1644 condamnation des Propositions morales du Père Héreau, en 1643 de l'œuvre intitulée *Théologie morale* des Jésuites, en 1658 de l'Apologie pour les casuistes. œuvre anonyme d'un Père Jésuite, le Père Georges Pirot, etc.

fiter, pourvu seulement qu'en vendant il n'excède pas le plus haut prix des estoffes de cette sorte et qu'en rachetant il n'en passe pas le moindre et qu'on n'en convienne pas auparavant en termes exprez ni autrement, cela n'est pas usuraire ». Le clergé de France, lors de son assemblée de 1700 dont nous avons déjà parlé, a judicieusement décidé « que cette proposition où l'on ne change que les noms de prêt et d'usure, quoiqu'il y ait un prêt et une usure, et où l'on tâche d'éluder la force de la loi de Dieu par des ventes fausses et simulées, contient une doctrine fausse, scandaleuse, fondée sur de vaines chicanes, pernicieuse dans la pratique, inventée pour pallier l'usure, contraire à l'Ecriture et à la tradition... » Au point de vue de la loi civile, d'ailleurs, le mohatra était aussi blâmable qu'au point de vue de la conscience, les juges ayant eu de tout temps la possibilité de restituer à un contrat sa véritable forme.

Mais condamner de la même façon la vente à crédit et l'escompte, c'est méconnaître les réalités pratiques : « Un marchand qui vend à crédit pour certains tems, dit le Père Le Semelier, vend ordinairement plus cher qu'il ne le ferait s'il vendait comptant. » Cela est usuraire : « Saint Thomas en donne la raison : c'est que le marchand qui vend à crédit est censé prêter à celui à qui il vend à crédit la somme pour laquelle il lui vend ses marchandises, dès qu'il lui permet de ne lui en payer le prix que dans trois mois, six mois ou un an ; c'est comme s'il prenoit le prix de ses marchandises pour six mois ou un an (4). »

D'autre part, étant donné l'habitude de vendre à crédit, l'acheteur, lorsqu'il paye avant l'échéance, demande un escompte. C'est justice « quand la marchandise vendue plus cher qu'elle ne l'auroit été si on

(4) Vol. II, p. 268.

l'avait payée comptant... mais si la marchandise vendue à crédit pour trois mois, par exemple, ou pour six mois, n'a été vendue que ce que tout le monde l'achète et si elle a été vendue aussi bonne, c'est usure, c'est injustice de vouloir escompte à raison de l'avance qu'on fait du paiement, un honnête homme doit rougir d'en faire seulement la proposition (5). »

Ni pour la vente à crédit ni pour l'escompte ne peut être allégué le titre de lucre cessant, prétend le Père Le Semelier, parce que, d'une part, « le marchand gagne déjà sur la vente de ses marchandises; d'autre part, l'acheteur aurait dû payer lors de son achat... C'est une grâce qu'on lui fait de lui donner du tems; de sorte qu'il est obligé, en conscience, de faire ces avances s'il a des fonds pour cela (6) ».

Nous ne pouvons mieux réfuter le Père Le Semelier qu'en invoquant l'autorité de Calvin sur la question : « Quand un homme aura baillé sa marchandise en bonne foy, et qu'il n'en peut retirer le prix si on le traîne, il est certain que celui qui délaye mérite bien de payer l'interest ou le profit à celui qui luy a presté... Voilà un homme qui a prins ma marchandise, de laquelle je doy vivre : *car quand j'auray vendu aujourd'hui, je rachette pour vendre demain*, et on me coupe la gorge quand on empesche que je ne puisse entretenir le train de ma boutique. Si mon débiteur est infidèle, il ne tient pas à luy que je ne meure de faim et moy et ma famille. Il est donc légitime que je prenne interest et profit (7) ».

On nous objectera qu'il s'agit ici de dommages-intérêts en cas de non-paiement à l'échéance. Mais le marchand qui vend à crédit ne souffre-t-il pas, même avant l'échéance, de la même façon? N'est-il pas juste

(5) Vol. II, pp. 272 et 73.

(6) Vol. II, p. 274.

(7) CALVIN, *Sermon sur le Deuteronome*, cité par HAUSER, *les Débuts du Capitalisme*, p. 52.

qu'il en soit dédommagé et que, réciproquement, il dédommage l'acheteur qui se prive volontairement des facilités qu'il lui offre? Le Père Le Semelier ne manquerait sans doute pas de nous dire que le marchand n'est pas obligé de vendre à crédit. En effet, trois cas peuvent se présenter : le cas de la vente de marchandise de la part d'un négociant en gros à un détaillant, et ce serait alors remettre en question la nécessité du crédit en général dans l'évolution de l'économie. Le cas de la vente d'objets nécessaires à une personne ne pouvant pas s'acquitter immédiatement. Ce cas est délicat : le marchand a obligation de vendre, mais on doit considérer qu'il s'agit là d'un prêt à un indigent non susceptible de comporter un profit. Cependant, le prêteur est ici un marchand, c'est-à-dire un individu qui tire lui-même sa subsistance des ventes qu'il fait. Si on ne le paye pas, il est incapable de vivre et de faire vivre sa famille. Enfin, un troisième cas peut se présenter : celui de la vente d'objets superflus. Il nous paraît alors que l'acheteur a l'obligation de payer, ou de s'abstenir d'acheter s'il ne peut le faire. S'il tient absolument à acheter, il est normal que le marchand lui fasse payer un intérêt, mais il est encore plus souhaitable qu'il refuse de lui vendre. Le Père Le Semelier ne pouvait envisager ce cas de la vente à crédit qui est d'invention moderne. Il l'aurait très certainement blâmé, et avec raison, car c'est un moyen d'exploiter les classes peu fortunées.

Il est donc évident que la vente à crédit est un prêt; évident aussi qu'elle est, dans certains cas, indispensable. A notre avis, aux yeux mêmes d'un théologien scrupuleux, le lucre cessant devrait être un titre suffisant pour autoriser qu'elle soit productrice d'intérêts, à condition naturellement que cet intérêt ne dépassât pas le profit que le marchand aurait pu faire s'il avait été payé comptant.

Le mohatra, la vente à crédit et l'escompte, ne sont pas, pour le Père Le Semelier, les seuls moyens de transformer un contrat de vente et d'achat en prêt à intérêt. Sa conception de l'usure est si vaste qu'il considère comme usuraire de vendre une chose plus qu'elle ne vaut, c'est-à-dire plus cher « que la chose qu'on vend est estimée communément par les personnes intelligentes et assez éclairées pour connaître et juger de sa juste valeur », selon la théorie des trois degrés d'Aristote, selon les circonstances et particulièrement selon la loi et l'offre et de la demande (8). Il n'hésite pas à classer parmi les usuriers les monopoleurs, c'est-à-dire ceux « qui se rendent seuls maîtres de quelques marchandises afin de la vendre à plus haut prix, à cause de la nécessité où ils mettent le public de dépendre d'eux » (9). Toutes ces pratiques ne nous paraissent pas du tout, si détestables qu'elles soient, être du domaine du prêt à intérêt.

Prêt usuraire, le prêt des denrées, « par exemple du blé dans la saison où il est moins cher, à condition qu'on rendra davantage ou autant dans la saison où il est plus cher (10) ». Ce cas doit être jugé suivant les mêmes principes que le prêt d'argent, c'est-à-dire qu'il peut être légitimé d'après l'Eglise par les titres de lucre cessant, de dommage naissant, etc..., ou lorsque le blé prêté est aux risques du créancier, qui devient

(8) Voir Vol. II, p. 236 sq. Aristote considère que chaque chose à un prix moyen un haut prix et un bas prix. Le Père le Semelier, s'appuyant sur l'autorité de saint Augustin et de saint Thomas, ajoute qu'on considère communément que ces prix doivent être très près les uns des autres. « Les prix modéré d'une aulne d'étoffe est-il de vingt sols et le plus bas de dix-neuf sols environ » (p. 240). Toute cette question est intéressante, mais ne nous semble pas rentrer dans le cadre d'une étude sur le prêt à intérêt. Notons seulement, parce qu'elle offre un intérêt bien actuel, l'opinion que la loi de l'offre et de la demande ne saurait jouer en cas de disette des denrées.

(9) Vol. II, p. 248.

(10) Vol. II, p. 256.

ainsi un véritable associé du cultivateur, par exemple dans certains cas de prêt pour les semences.

On peut aussi considérer comme une usure palliée les formes particulières de contrat de vente et achat d'immeuble que l'on appelle le contrat pignoratif.

Nous avons vu que le pape Alexandre III avait, dès le ^{xiii}^e siècle, interdit au couvent de pratiquer le mortgage. Le contrat pignoratif lui ressemble beaucoup, avec cette différence que le mortgage était une sorte avouée de prêt à intérêt, tandis que le contrat pignoratif s'aggrave du fait d'être caché. Du mortgage se rapproche l'antichrèse lorsqu'elle est usuraire : « L'antichrèse peut se définir une convention par laquelle un débiteur propriétaire d'un fonds engage ce fonds à son créancier et lui en cède les fruits et la jouissance pour lui tenir lieu des intérêts légitimes d'une somme d'argent qu'il n'est pas en état de lui payer... Il y a une antichrèse qui est usuraire : c'est quand au lieu d'exiger d'un prêt des intérêts en argent on se les fait donner par la jouissance d'une terre qui appartient à celui qui emprunte (11). »

Le contrat pignoratif est conçu en termes de vente avec faculté de rachat, de sorte qu'il « contient une espèce de vente simulée du fonds de la chose, quoique véritablement et effectivement on ne fasse que l'engager... (12). » Puisqu'il n'y a de vente que simulée, ce contrat est un prêt, et un prêt à intérêt, le prêteur laissant la jouissance du fonds à son emprunteur, mais percevant les fruits jusqu'à concurrence du montant de ses intérêts. Le plus souvent, la vente simulée était accompagnée de deux circonstances : la vente à vil prix et la stipulation que si « dans l'intervalle du temps qui est donné pour le rachat, le remboursement

(11) Vol. II, p. 279.

(12) Vol. II, p. 281.

ne se fait pas, ce fonds, quoique acheté à vil prix, ne se pourra plus retirer, mais demeurera à perpétuité à l'acquéreur (13) ». Cette forme particulièrement détestable d'usure a toujours été prohibée par le droit civil. Cependant, il semble qu'elle ait été, sous l'Ancien Régime, tolérée en Anjou, Touraine et Maine. Le Père Le Semelier assure que « les arrêts ont tâché de les abolir ou de les réduire à un point qui ne soit point usuraire... », et qu'ainsi « ceux qui font ces contrats à leur profit ne sont point en sûreté de conscience même dans ces provinces ».

Le Père Le Semelier indique également qu'il peut y avoir usure dans le véritable contrat de reméré, dans les traités à forfait, les ventes de la dépouille d'un champ avant récolte, les transports des droits sans garantie, etc...

De même, bien qu'ils ne soient pas usuraires de par leur nature, peuvent le devenir les baux quel qu'en soit l'espèce : « Louage à ferme des fonds qui, de leur nature, produisent des fruits... ou louage des maisons et autres bâtiments qui ne produisent aucun fruit mais se donnent pour habitation (14) », si le bailleur loue au preneur une maison, par exemple, pour un prix excessif ou une ferme contre une part trop importante de ce qu'elle rapporte. Le Père Le Semelier cite en détail toutes les injustices que peuvent commettre envers leurs fermiers ou métayers les propriétaires terriens.

Nous avons vu plus haut que, pour l'Eglise, la rente volante elle-même n'est pas un prêt et ne peut être, par conséquent, usuraire. De même, la vente et achat des rentes, qu'elles qu'en soient les modalités : vente par autorité de justice à l'enchère, vente de rentes caduques (c'est-à-dire constituées sur de mauvais

(13) Vol. II, p. 289.

(14) Vol. II, p. 383.

payeurs), vente de rentes sur la ville, de rentes foncières, etc..., n'est pas usuraire en elle-même. Elle peut donner lieu à des usures, cependant, par exemple lorsqu'on achète une rente moins que son capital, bien qu'elle soit constituée sur des fonds ou des particuliers qui sont bons, ou bien lorsque le débiteur d'une rente s'en affranchit en remboursant moins qu'il n'a reçu, à moins que ce remboursement ne soit fait à contre-cœur et à la demande du créancier, cas dans lequel on peut invoquer le dommage naissant.

Nous n'entreprendrons pas ici de suivre le Père Le Semelier dans le détail des usures qui se pratiquent à l'aide des lettres de change ou des billets de change, c'est-à-dire des billets qui, ou bien portent valeur reçue en lettre de change, ou bien sont une promesse de fournir une lettre de change à telle date et à tel endroit. Il cite une infinité de cas qui, même si comme il le prétend, sont fréquents, n'en sont pas moins des cas particuliers et qui, de toutes façons, n'épuisent pas, comme nous l'avons dit, la liste des inventions de ce genre. Nous ne nous arrêterons qu'à deux cas généraux : le change sec et le change à terme de paiement.

Le change sec est nettement une usure palliée. Ce n'est qu'une imitation du change réel : « Le change sec et adultérin est un simple prêt dont on tire des intérêts sans qu'il y ait ni transport d'argent de place en place, ni aucun échange de monnaie. On l'appelle un change simulé parce qu'il sert à couvrir les usures qui se commettent sous prétexte de lettres ou billets de change qui sont feintes... (15). » Comme le dit très justement le Père Le Semelier, il ne diffère pas du prêt, « si ce n'est qu'il est accompagné de dol et de mensonge ». C'est un essai pour faire de la lettre de change un instrument de crédit, mais un essai malheu-

(15) Vol. II, p. 140.

reux en ce qu'il n'est pas pratiqué avec franchise, et dessert la cause du crédit qu'il veut défendre.

Beaucoup plus nette est l'attitude des négociants de Lyon lorsqu'ils pratiquent sur place le change à terme de paiement. Ils prêtent de l'argent « sur une simple promesse, pour valeur reçue, sans aucune forme de lettre de change ni de billet de change : cet emprunt ou promesse est à terme de foire ou de paiement qui arrive à Lyon de trois mois en trois mois, en janvier, avril, juillet, octobre... le terme arrivé, on en paye l'intérêt suivant que l'argent a valu sur la place pendant les trois derniers mois... (16) ». Le Père Le Semelier fait remarquer que cela est usuraire et il est clair, en effet, qu'il s'agit là d'un prêt à intérêt. Il ajoute qu'on abuse par là du terme de change. En fait, c'est un abus bien différent de celui du change sec, car, dans ce dernier, on fabrique une fausse lettre de change, tandis que, dans le premier, il ne s'agit en somme que d'une erreur de langage. On l'appelait d'ailleurs aussi souvent prêt à terme de paiement; l'usure, si usure il y a, n'était donc pas palliée, mais avouée et admise (tolérée, dit le Père Le Semelier) eu égard à l'importance dans l'économie française de la ville de Lyon.

Nous y avons souvent fait allusion, sans jamais y insister. Nous ne croyons pas inutile d'en dire ici quelques mots.

Lyon était, dès l'Empire romain, situé à un nœud de route menant à Gênes, à Turin, à Marseille, à Dijon, à Paris, à Roanne et au bassin de la Loire, à Limoges par Clermont. Il était tout désigné pour être le siège de foires importantes et devint, à partir de la renaissance économique de la fin du ^x^e siècle un marché européen. Après une interruption due à la guerre de Cent Ans, deux foires franches renaissent

(16) Vol. II, p. 143.

en 1420, une troisième en 1444. En 1462, il y en avait quatre, qui se tenaient aux Rois, à Pâques, en août et à la Toussaint, et qui nécessitèrent à cette date la création d'une juridiction spéciale, le Tribunal de la Conservation, le plus ancien des tribunaux de commerce. En 1536, Etienne Turquet et Barthélémy Nariz y apportent d'Italie l'industrie de la soie. La pratique du prêt à intérêt devint chose toute naturelle dans ce grand centre commercial qui devint par là même un grand centre financier. Lorsque fut créée la charge d'agent de change, Lyon en eut douze, alors que Paris n'en avait que huit. « Au milieu du xvi^e, la France possédait dans le change de Lyon l'un des grands centres internationaux du commerce de l'argent et du mouvement des capitaux (17) » qui rivalisait avec Anvers et Gênes. La foire aux marchandises, où l'on échangeait les laines espagnoles, les toiles bretonnes, les soies, dentelles ou gants d'Italie, contre les livres sortis des fameuses presses lyonnaises, les vins de Bordeaux ou de Bourgogne, les draps du Midi, les épices, « avait tout naturellement évolué vers le marché des valeurs mobilières, parce que chacune des quatre grandes foires annuelles y était suivie d'une période — huit à quinze jours — dite des paiements, c'est-à-dire que marchands et vendeurs, et aussi bénéficiaires ou payeurs des lettres de change, qui s'étaient contentés pendant la foire d'inscrire leurs créances et leurs dettes sur un carnet, comparaient alors leur actif et leur passif respectif et soldaient leurs différences soit en espèces, soit plus souvent en nouvelles lettres de change à une usance (c'est-à-dire trente jours), ou même échéant à la prochaine foire... Par la sécurité absolue qu'elle offrait aux capitaux, la ville était devenue le centre régulateur des changes. Des marchands

(17) HAUSER, *Caractères généraux de l'Histoire économique de la France...*

de Londres avaient besoin de lettres de change sur Lyon pour payer, non pas seulement le vin qu'ils achetaient à Bordeaux, mais les marchandises des Indes qu'ils se procuraient en Espagne. Le change lyonnais faisait ainsi la loi, non seulement à Rome, où la Curie recevait par ce canal les taxes ecclésiastiques, mais dans une partie de l'Allemagne et jusqu'en Scandinavie et dans les pays baltiques... (18) ».

A l'époque même du Père Le Semelier, Lyon prenait encore le pas sur Paris dans le domaine économique. Lorsque Louis XIV créa à Paris quarante agents de change, il en créa soixante à Lyon. Grâce à la lettre de change et au prêt à terme, il arrivait parfois que l'on fît à une foire pour 20 millions d'affaires, sans déboursier 200.000 écus : c'était déjà le système des chambres de compensation. Les capitalistes lyonnais, comme les Anisson, les frères Hogguiers, furent à plusieurs reprises les banquiers du Trésor royal.

On comprend qu'il était bien difficile aux adversaires du prêt à intérêt d'attaquer les privilèges de cette capitale financière de la France, mais qu'en même temps ils aient regardé avec horreur une ville où l'usure était honorée et où l'anatocisme même, c'est-à-dire les intérêts des intérêts, pouvait être publiquement pratiqué (19). Il n'y a presque pas de conférence où le Père Le Semelier ne fasse à Lyon quelque allusion à la fois douloureuse et résignée. ,

Il n'épargne pas non plus les agioteurs et il entend par agioteurs ceux qui achetaient des titres au-dessous du cours nominal. Le terme péjoratif utilisé indique assez combien le procédé apparaissait encore anormal au XVIII^e siècle. Le Père Le Semelier écrivait à l'époque du système de Law; on ne s'étonnera donc pas de le voir flétrir « les sociétés scandaleuses de ces gens dont

(18) HAUSER, *id.*

(19) Vol. II, p. 148.

le commerce inconnu à tous les siècles passés a récemment déshonoré le nôtre et que l'indignation publique vient de noter du nom d'agiateurs, fabriqué tout exprès pour en inspirer l'horreur (20) ».

Nous ne chercherons pas ici à savoir s'il est vrai que les agiateurs se soient « accordés ensemble pour avilir, décrier et réduire d'une grosse perte les billets royaux lorsqu'ils n'en avaient pas entre les mains, et, après les avoir ramassés quelquefois à 60 et 70 de perte pour cent, ils convenaient de les remettre dans le public et de les faire courir à moins de perte ». Dès qu'il fut passé dans les mœurs d'acheter et vendre du papier, c'est-à-dire des lettres de change, billets de change royaux ou non, billets au porteur, etc..., il devint normal d'essayer de les acheter à bas prix pour se les faire rembourser plus cher, ou à leur valeur nominale. Que certains aient manœuvré pour amener ce bas prix lorsqu'il s'agissait de billets publics, nul doute. Mais il est vrai aussi que, dans une période de crise financière comme le fut celle de Louis XIV, les billets publics ne valaient pas leur prix nominal. Le Père Le Semelier le reconnaît, mais certifie que c'est contre l'intention du prince (21). Le fait n'en était pas moins là, et nous savons que cela n'était pas seulement, comme le prétend notre auteur dans son loyalisme envers le roi et sa politique, par la faute « d'une espèce de monopole que la cupidité des agiateurs avait introduite ».

Mais ce n'est pas la question. Que ce trafic se soit fait honnêtement ou malhonnêtement, était-il usuraire? Il semble que l'Eglise en ait jugé ainsi, et c'est à notre avis perdre de vue la première des conditions nécessaires pour qu'il y ait usure : le prêt. Où y a-t-il prêt dans le fait d'acheter à un individu pressé d'ar-

(20) Vol. II, p. 11.

(21) Vol. II, p. 208.

gent un billet pour une somme moindre que sa valeur nominale et d'essayer de revendre ce billet plus cher ou de se le faire rembourser en entier à l'échéance? Ceci rentre dans les contrats de vente et achat dont nous parlions tout à l'heure, qui peuvent être malhonnêtes si l'on achète à vil prix et si l'on vend trop cher. Nous comprenons que cela ait paru blâmable, surtout à une époque où il ne s'agissait pas encore de négocier des actions, dont la valeur est essentiellement variable. Mais ce n'est pas usuraire.

Quel était là dedans le rôle des agents de change? Ils ne pouvaient faire l'agio pour leur compte, mais c'étaient eux qui mettaient en rapport les détenteurs des billets et les agioteurs. S'ils ne retiraient de cela aucun profit, le Père Le Semelier les absout de toute complicité. Singulière indulgence! et qui ne s'explique que par son inutilité, car il ne pouvait ignorer que l'intermédiaire avait toujours part au gain.

Les financiers aussi trafiquaient dans ce domaine : les receveurs acceptaient à perte de finance les billets royaux en paiement et les présentaient ensuite pour leur compte au roi qui les payait sans perte; les trésoriers considéraient les billets royaux comme au-dessous de leur valeur nominale lorsqu'ils les payaient par exemple aux officiers, mais ayant toute leur valeur lorsqu'ils se faisaient rembourser par le roi. Ils en arrivaient à obtenir pour 250 livres, d'un officier pressé d'argent, un billet de 1.000 livres, dont ils tiraient eux-mêmes ce prix. C'est bien plutôt de l'escroquerie que de l'usure.

Lorsque nous avons étudié le lucre cessant et le dommage naissant, nous avons signalé le danger qu'ils présentent : le prêteur peut simuler les titres qui autorisent le prêt à intérêt. Nous n'avons pas à y insister : on ne peut là-dessus que s'en remettre à la conscience du prêteur; n'oublions jamais que nous sommes dans

le domaine du for interne. Mais dans d'autres cas la bonne foi du prêteur, quoique réelle, risque d'être surprise, mal dirigée par de perfides conseillers, les « casuistes relâchés » que si justement notre auteur attaque. C'est pourquoi, parmi les usures palliées, les plus nécessaires à signaler pour le Père Le Semelier sont celles que l'on peut pratiquer par ignorance, car pour les autres il paraît bien difficile que leurs fauteurs se rangent à l'avis de l'Eglise.

Prenons par exemple le cas des assurances : « Lorsqu'un marchand, sachant que son vaisseau a été pris ou a fait naufrage, ne laisse pas de le faire assurer... », lorsque « l'assureur qui se présente pour assurer les marchandises dont est chargé un tel vaisseau en savait l'heureuse arrivée dans un port avant la signature du contrat (22) »..., « lorsque l'assuré ne donne pas à l'assureur une prime proportionnée à la grandeur du péril dont il lui est garant; ou lorsqu'il fait estimer ses marchandises plus qu'elles ne valent (23) »..., enfin, « lorsque l'assuré faisoit payer à l'assureur de fausses avances et de faux frais, ou des pertes arrivées par la baratterie des matelots, comme si elles étaient arrivées par des cas fortuits dont il répond seulement », il y aurait injustice et mauvaise foi, dont il est fort probable que l'on n'irait pas s'accuser au tribunal de la pénitence. Mais il peut y avoir bonne foi à prétendre par une comparaison erronée entre l'assurance et le prêt « que l'assurance est un titre légitime pour ceux qui prêtent d'exiger des intérêts de leurs débiteurs ». Par conséquent, il est important de démontrer que « ce titre est imaginaire quand il s'agit d'un simple prêt, car ou c'est le débiteur qui est l'assureur ou c'est le créancier (24) ». Si c'est le débiteur,

(22) Vol. I, p. 253.

(23) Vol. I, p. 354.

(24) Vol. I, p. 355.

de quel droit le créancier en exige-t-il des intérêts, puisque c'est l'assuré et non l'assureur qui paie la prime? Si c'est le créancier et qu'il se charge ainsi des risques de l'argent qu'il prête, ce n'est plus un prêt, mais un contrat de société.

C'est pourquoi le contrat de prêt à la grosse, qui est une sorte particulière de contrat de société, devient un prêt à intérêt si celui qui y met de l'argent soi-disant à ses risques et périls se fait assurer par l'emprunteur le principal de son argent et les profits. Si l'on stipule le taux des intérêts et la restitution du principal seulement en cas de bon retour du vaisseau, cela est licite, mais si on les stipule absolument, même au cas où le vaisseau périrait, c'est nettement de l'usure palliée. Le Père Le Semelier cite d'autres cas : « On peut décider avec certitude que celui qui a pris de l'argent à la grosse aventure viole l'égalité et la bonne foi de la société des grosses aventures : 1° si, étant revenu à bon port avec de gros profits, il diffère malicieusement et long tems de rendre à ses bailleurs leur capital et les profits qu'il a tirés de ce capital...; 2° ...s'il se servait de leur argent pour faire un nouveau voyage et une nouvelle cargaison où ses bailleurs n'auraient aucune part; 3° il commettrait même une double injustice si pendant ces intervalles de tems il faisoit valoir leur argent sur la place en le prêtant à intérêt (25)... » Malhonnêteté, à notre avis, bien plutôt qu'usure.

Mais usure palliée certainement tous les cas de contrats de société où celui qui y mettrait son argent « voudrait sans risquer son principal en retirer du profit (26) ». C'est ce qu'on appelle « des sociétés de lion, faisant allusion à la fable où l'on dit qu'un lion, après avoir été à la chasse avec l'âne et le renard

(25) Vol. I, p. 366.

(26) Vol. II, p. 14.

et partagé la proie en trois parts, prit tout pour lui ». La législation civile et l'usage même étaient aussi sévères que l'Eglise pour ces sortes de sociétés. Savary « décide dans ses parères 10 et 21 qu'il y aurait de l'injustice et de l'usure dans une société, si l'on ne voulait pas en partager également les pertes aussi bien que les profits au prorata de ce qu'on y a mis... l'injustice serait encore plus grande et plus usuraire, s'il étoit parlé dans l'acte d'une société en commandite que l'un des associés auroit tant de profits tous les ans, par exemple dix pour cent de la somme capitale, tant qu'elle durerait, sans être obligé d'entrer dans les pertes (27) ». Il est évident que Savary, qui, dans ce même parère 21, déclarait que le prêt à intérêt étoit fort utile parmi les commerçants, ainsi que nous l'avons vu (II^e partie, chapitre II), considérait ces sortes de sociétés comme parfaitement inutiles, haïssables par leur hypocrisie et beaucoup plus dangereuses que le simple prêt pour le commandité.

Nous trouvons des espèces particulières de ces sociétés léonines dans les contrats de louage et de société pour les bestiaux, c'est-à-dire « la convention entre deux ou plusieurs personnes qui mettent des bestiaux en commun pour les faire valoir et partager entre eux les fruits qui en proviennent (28) ». C'est ce qu'on appelle le bail à châtel. Ce contrat est parfaitement licite à la condition que l'on ne recevra profit que si l'on risque le principal, comme dans toute société, le principal étant ici représenté par les bestiaux. Le Père Le Semelier cite et étudie minutieusement les coutumes du Nivernais, du Berry, du Bourbonnais, de Bretagne, de Labourd et de Soule, qui toutes sont d'accord sur ce point.

Mais évidemment on cherchait par certains moyens

(27) Vol. II, p. 16.

(28) Vol. II, p. 416.

à éluder cette condition. En Languedoc, par exemple, se pratiquait un contrat de société pour le bétail à laine appelé gazaille (29), que l'on accompagnait le plus souvent de certaines clauses usuraires. Usure palliée, le contrat de redbestie (*redditio bestia*) : « Pierre donne à Jean cent brebis qui sont estimées par experts, à condition qu'au bout de six ans Jean rendra à Pierre cent autres brebis de pareille valeur ou le prix estimé; et que cependant il lui payera chaque année pour chacune de ses brebis une livre et demie ou deux livres de laine (30)... » Le bailleur ne court aucun risque et reçoit un intérêt. Cela peut nous sembler licite, car enfin c'est Jean qui tire profit des brebis, mais c'était pour l'Eglise un prêt à intérêt, et si, comme le dit le Père Le Semelier, la valeur de la laine représentait environ le cinquième de la valeur de la bête, l'intérêt était usuraire. A plus forte raison est usure palliée l'arrentement : « On donne des brebis à cautel ou rentes, aux conditions suivantes : la première, le bailleur donne pour cinq ans un trentenier de brebis qui vaut dans le pays vingt-sept écus ou trente au plus, et ce bailleur ne se charge que de trois cas fortuits qui peuvent faire périr ces brebis... La seconde, le croît (c'est-à-dire les agneaux) se partage également entre le bailleur et le preneur. La troisième, à la fin des cinq ans le preneur rend le même bétail, de la même condition et qualité qu'il l'a reçu. La quatrième, le preneur est tenu de donner au bailleur par chaque année dix livres ou trois nouveaux mâles, qui valent chacun trois livres ou un écu (31). » C'est un prêt à intérêt, et dont les intérêts sont usuraires même à notre point de vue, puisqu'ils sont de plus de 30 % par an.

(29) Vol. II, p. 449.

(30) Vol. II, p. 451.

(31) Vol. II, p. 462.

Le Père Le Semelier ajoute à sa longue liste de contrats possibles de sociétés pour des bestiaux, les uns usuraires et les autres licites, des conseils particuliers aux curés de campagne. Il est évident que ceux-ci devaient avoir à résoudre des cas semblables plutôt que des cas de prêts d'argent. Il les engage à interroger les pénitents sur ces sortes de contrats s'ils gardent le silence « par malice ou par ignorance ».

Ainsi, comme nous le disions dans l'introduction, le Père Le Semelier a surtout tenté de fournir aux confesseurs une liste d'usures possibles, leur permettant, si l'on peut dire, de traquer le péché que l'on aurait voulu dérober à leur vue. Quelques années après lui, en 1728, parut le *Manuel de conscience* de Pontas, « examen général de conscience sur tous les pechez qu'on peut commettre dans les différents états de la vie », qui indique en ce qui concerne l'usure une série de questions très précises à poser par exemple aux notaires, aux marchands, etc... Avec ce manuel et les conférences du Père Le Semelier, l'un servant d'aide-mémoire, l'autre de commentaire, il n'était plus permis aux prêtres de laisser passer inaperçue la moindre défaillance sur ce sujet.

CONCLUSION

Entre la première et la seconde édition des *Conférences*, il s'est passé un fait dont il est étonnant que le Père Le Semelier n'ait pas parlé : le prodigieux essor et la brusque chute du système de Law (1).

Il est hors de doute que l'échec du système a été dû en partie à la lente et constante action du principe ecclésiastique interdisant l'usure et tout ce qui pouvait lui ressembler de près ou de loin : « Law c'est brisé en somme devant les forces créées ou maintenues par le passé français : la timidité d'un peuple de paysans et de rentiers, les privilèges des classes possédantes, l'hostilité traditionnelle de la magistrature et de l'administration contre les hommes d'argent, *l'insuffisance de l'organisation du crédit* (2)... » Nous espérons avoir suffisamment montré la part de l'Eglise dans ces divers éléments.

Si le système de Law n'avait pas échoué, ou si même il n'avait jamais été tenté, il est fort probable que l'évolution du crédit aurait suivi un cours normal et que de la tolérance tacite du prêt à intérêt on serait arrivé plus tôt à sa reconnaissance par la loi civile, malgré la résistance de l'Eglise. Mais le retard n'a été que d'une cinquantaine d'années (3).

(1) A moins que le passage sur les agioteurs que nous avons cité plus haut ne soit une allusion à ces événements.

(2) HAUSER, *Caractères généraux de l'Histoire économique de la France...*

(3) Consulter dans Groethuyzen (B), *Origine de l'esprit bourgeois en France*, 2^e partie, chap. IV, la bibliographie des ouvrages écrits pour et contre l'usure entre la date des Conférences et la Révolution française.

D'ailleurs, le système de Law donna au commerce et à l'industrie un essor que sa disparition n'arrêta pas. Vers 1740, la France connaît une prodigieuse activité commerciale : les marchands-banquiers de Saint-Malo ravitaillent l'Espagne et les colonies espagnoles, Nantes fait le commerce entre la côte de Guinée et les Indes Occidentales, en reçoit du sucre, des épices, des tissus, des porcelaines...

La faiblesse du commerce était, comme toujours, l'organisation du crédit. Les philosophes et les économistes ne manquèrent pas de s'en apercevoir. Montesquieu, dans *l'Esprit des Lois* (1748), remarque : « C'est bien une action très bonne de prêter à un autre son argent sans intérêt ; mais on sent que ce ne peut être qu'un conseil de religion et non une loi civile. Pour que le commerce puisse se bien faire, il faut que l'argent ait un prix, mais que ce prix soit peu considérable (4). »

Mais l'ouvrage décisif en cette matière, peut-être parce qu'il venait à son heure, a été le *Mémoire sur les Prêts d'Argent*, écrit par Turgot alors qu'il était intendant de l'Angoumois, en 1769. Une crise monétaire avait mis alors les industriels d'Angoulême en mauvaise posture et les avait amenés à souscrire trop de billets. Ils résolurent de se servir contre leurs prêteurs des lois sur l'usure qui n'étaient presque jamais invoquées. Ils espéraient d'autant plus gagner leur cause que l'intérêt était alors en Angoumois plus élevé que dans le reste de la France. A la demande de Turgot, on porta l'affaire devant le Conseil qui abolit les procédures en cours, mais ne se prononça pas sur la question du prêt en elle-même. C'est alors que Turgot prit position pour le prêt à intérêt dans son *Mémoire* (5).

(4) Livre XXIV, chap. XIV.

(5) Voir entre autres SAY, *Turgot*.

Celui-ci se divise en trois parties : 1° Nécessité du prêt; 2° Réfutation de la théorie ecclésiastique; 3° Etude des causes historiques de son discrédit. Aucun capitaliste, expose-t-il, ne prêterait sans intérêt; d'ailleurs, l'argent est une marchandise, subissant comme toute marchandise la loi de l'offre et de la demande. Aucune loi, ni civile ni religieuse, n'oblige à procurer un secours gratuit : le contexte du *Mutuum Date* de saint Luc montre bien qu'il s'agit là d'un précepte de charité envers les indigents, qui ne peut s'appliquer à tous les autres cas; il n'y est pas question de prêt. La légitimité de l'intérêt est la conséquence immédiate de la propriété et la théorie d'Aristote sur la stérilité de l'argent est fausse, puisque l'argent représente la terre productrice. C'est là l'idée que Turgot avait déjà développée dans son *Essai sur la Distribution des Richesses*. Quant à l'argument que certains jurisconsultes, comme Pothier, ont pris à saint Thomas sur les valeurs égales, il est erroné : il n'y a pas d'égalité absolue; elle dépend du degré d'utilité pour chaque contractant et une somme d'argent que l'on a à sa disposition immédiate vaut plus que la même somme que l'on aura dans un an. Tout ce que l'on peut dire en faveur de la théorie ecclésiastique, c'est que la pratique excessive de l'usure dans l'antiquité et ses conséquences désastreuses sur les masses pauvres ont caché la légitimité du prêt de commerce, forme actuellement la plus courante du prêt à intérêt. Il faut le favoriser, de même qu'il faut punir les usuriers à la petite semaine, lorsqu'ils corrompent les jeunes gens en encourageant leurs désordres.

« C'est une chose notoire, dit-il, qu'il n'y a pas sur la terre une place de commerce où la plus grande partie du commerce ne roule sur l'argent emprunté sans aliénation du capital et où les intérêts ne soient réglés par la seule convention, d'après l'abondance

plus ou moins grande d'argent sur la place et la solvabilité plus ou moins grande de l'emprunteur. La rigidité des lois a cédé à la force des choses; il a fallu que la jurisprudence modérât dans la pratique ses principes séculaires et l'on est venu à tolérer ouvertement le prêt par billet, l'escompte et toute espèce de négociation d'argent entre commerçants. Il en sera toujours ainsi toutes les fois que la loi défendra ce que la nature des choses rend nécessaire. »

Il ne put obtenir des lois une attitude plus franche. Au contraire, un arrêt de règlement du 10 janvier 1777 rétablit les anciennes prohibitions. Mais du moins, lorsqu'il fut surintendant des Finances, entre 1774 et 1776, il appliqua ses théories et créa « une caisse d'escompte (on redoute depuis Law le nom de banque) où il est légitime de chercher l'une des origines de la Banque de France (6) ». Les résultats ne se firent pas attendre : en 1789, et malgré les difficultés sans cesse croissantes des finances, la valeur totale du commerce français dépassait pour la première fois le chiffre d'un milliard de livres tournois, et l'on peut dire que les nouvelles libertés données au commerce de l'argent y étaient pour quelque chose.

Cependant, l'Eglise ne désarmait pas : en 1745, Benoît XIV avait rappelé avec énergie les principes traditionnels et toujours en vigueur dans l'Encyclique *Vix pervenit*. En 1789, le 12 octobre, se consumma la scission en France entre la loi religieuse et la loi civile, celle-ci déclarant enfin que « tous les particuliers, corps, communautés et gens de mainmorte pourront à l'avenir prêter de l'argent à somme fixe, avec stipulation d'intérêt, suivant le taux déterminé par la loi, sans entendre rien innover aux usages du commerce ».

(6) HAUSER, *op. cit.*

Ainsi prit fin, en pratique tout au moins, une lutte vieille de plusieurs siècles. En théorie, l'Eglise continuera à pourchasser l'usure, mais avec moins de vigueur, car, depuis la fin du règne de Louis XIV, sa force combative est tout entière tournée contre les libres penseurs et l'on ne verra plus sur le sujet de l'usure une floraison d'ouvrages ecclésiastiques comme aux ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et au début du ^{xviii}^e siècles. Cependant, en 1836, le Saint Office adopta encore une attitude intransigeante en la matière. Il fallut attendre la rédaction du *Codex juris Canonici*, sous Benoît XV, pour voir naître une doctrine plus souple (7).

Nous voici arrivés au terme de cette étude.

Les conférences ecclésiastiques du début du ^{xviii}^e siècle constituent un épisode significatif d'une lutte séculaire. L'enjeu était grand et ne se limitait pas à la question de l'usure, c'était tout le problème du crédit et du système capitaliste qui était posé, et il est intéressant de voir que l'Eglise a maintenu jusqu'à la fin du ^{xviii}^e siècle sa doctrine, contre l'opinion, l'évolution de l'économie et les nécessités de la pratique, s'opposant même à l'indépendance légitime du pouvoir temporel favorable en dépit de la lettre des textes à la perception d'un intérêt normal.

Sans doute les conséquences ont été graves. Au point de vue social, lorsque l'Eglise condamna le prêt à intérêt indistinctement et dans tous les cas, « le

(7) Il est intéressant de la connaître; en voici le texte : « Si res fungibilis ita alicui detur ut eius fiat et postea tentumdem in eodem genere restituatur, nihil lucri, ratione ipsius contractus, percepi potest; sed in praestatione rei fungibilis non est per se illicitum de lucro legali pacisci, nisi constet ipsum esse immoderatum, aut etiam de lucro majore, si justus ac proportionatus titulus suffragetur » (Can. 1543).

Par ce canon l'Eglise abandonne la position adoptée par elle depuis des siècles, et ce n'est pas sans quelque regret que nous la voyons sur ce point se rallier aux conclusions des économistes modernes. Nous ne pouvons donc pas dire avec l'auteur de l'article Intérêt (Prêt à) dans le Dictionnaire apologétique, que l'opinion de l'Eglise sur l'usure dans le passé a été épisodique. Nous croyons avoir démontré le contraire.

commerce, comme le fait remarquer Montesquieu (8), qui n'était que la profession des gens vils (9), devint encore celle des malhonnêtes gens, car toutes les fois que l'on défend une chose naturellement permise ou nécessaire, on ne fait que rendre malhonnêtes ceux qui la font ». Au point de vue économique, l'essor du crédit fut retardé. Il est vrai aussi qu'on doit à l'Eglise le perfectionnement de certaines institutions qui, tout en ayant été créées pour remplacer le prêt, ont été assez utiles pour coexister plus tard avec lui.

Ces constatations amèneraient à conclure que l'Eglise a été trop sévère, et c'est Montesquieu encore qui laisse échapper ce cri d'un esprit par-dessus tout épris de raisonnable : « Je le dirai toujours : c'est la modération qui gouverne les hommes et non les excès (10). »

Mais certaines attitudes catégoriques sont parfois nécessaires. Si l'Eglise n'eût été que raisonnable, l'homme est ainsi fait qu'il en eût abusé. En cherchant à arrêter complètement tout mouvement d'argent, ce qui aurait été désastreux, elle l'a freiné, ce qui souvent a été nécessaire. Mais surtout elle a eu raison de poser des principes excellents, même si en apparence ils étaient contraires à la vie. Le progrès ne saurait être la seule mesure des choses.

Maintenant, la croyance en la supériorité de notre temps est ébranlée et nous savons que l'époque moderne n'a pas été la merveilleuse aurore annoncée par les humanistes et les encyclopédistes dans leur naïf enthousiasme. L'étude des théories des partisans de l'usure nous a permis de noter leur incompréhension du point de vue aristotélicien sur l'opposition entre l'or et les valeurs nobles, servies par l'économie,

80.
k

(8) *Esprit des Lois*, Livre XXI, chap. XX.

(9) C'est-à-dire de non nobles.

(10) *Op. cit.*, Livre XXII, chap. XIX.

asservies au contraire par la chrémastique. Seuls quelques penseurs aventureux comme Werner Sombart ont distingué la satisfaction des besoins et la poursuite des richesses, reconnaissant cependant que celle-ci fut le moteur du capitalisme, c'est-à-dire d'un moment nécessaire de l'évolution, et l'origine d'audacieuses entreprises. Aussi avons-nous examiné avec sympathie et un peu de mélancolie un ouvrage où, avant le triomphe définitif du puritanisme, du capitalisme et de l'esprit révolutionnaire, les doctrines utilitaires sont condamnées par un théologien sévère et un polémiste habile. Quelques années plus tard, le marchand, sortant de son rôle bienfaisant, mais limité, inspirera de sa morale la société tout entière. Mais un mythe n'est pas une simple fantaisie, puisqu'il traduit les aspirations des peuples, et il ne doit pas être méprisé par l'historien ou l'économiste. Or, l'un d'eux enseigne qu'un chevalier viendra qui, sans or, mais avec sa foi et ses armes, vaincra les nains gardiens des trésors et rétablira une conception sainte et héroïque de la vie.

Vu :
Le Doyen,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

I

TEXTES

- Actes des Conciles, par MANSI, 31 vol., Florence et Venise, 1759-1798, dernière édition, Paris 1901.
- BIBLE : *Deutéronome*, chap. XXIII, v. 19 et 20.
 Lévitique, chap. XXV, v. 35 à 37.
 Exode, chap. XXII, v. 25.
 Psaumes XIV, v. 1, 5 et XV, v. 5.
 Ezéchiel, chap. XVIII, v. 17 et XXII, v. 12 sq.
 Néhémie, chap. V, v. 7 et 10.
 Rois, chap. II et IV, v. 1.
 Amos, chap. VIII, v. 4.
 St Luc, chap. VI, v. 34 et 35.
 St Matthieu, chap. V, v. 42.
 Actes des Apôtres, chap. II, v. 44 et 45.
- Capitularia regum francorum*, 2 vol., Eugène Baluze, Paris 1767.
- CLERCÉ DE FRANCE (*Collection des procès-verbaux des Assemblées du*) depuis 1560, Paris 1767-1778, 9 vol.
- CORAN : *Sourate El Bakara*, traduction du Dr Mardrus, Paris 1925.
- CODEx JURIS CANONICI, Rome 1919.
- CORPUS JURIS CANONICI, édition de Grégoire XIII, Rome 1582, édition critique par Friedberg, 2 vol., Leipzig 1879.
- DESMARETS (Abbé) : *Procès-verbal de l'Assemblée Générale du Clergé de France, tenue à Saint-Germain-en-Laye en 1700*, Paris 1703.

ISAMBERT, JOURDAN et DECRUYS : *Recueil des anciennes lois françaises de 420 à 1789*, 29 vol.

Recueil des actes, titres et mémoires concernant le Clergé de France (en abrégé Mémoires du Clergé), 12 vol., Paris 1716.

II

OUVRAGES GENERAUX

ARISTOTE : *Politique*, trad. Barthélémy Saint-Hilaire, Paris 1837.

— *Ethique à Nicomaque*, id., Paris 1856.

ASHLEY (W. J.) : *An introduction to English Economic History and Theory*, traduit sous le titre : *Histoire et Doctrines économiques de l'Angleterre*, Paris 1900.

— *The economic organisation of England*, traduit sous le titre : *Evolution économique de l'Angleterre*, Paris 1925.

APPLETON (Charles) : *Coup d'œil biographique sur quelques jurisconsultes français du XVI^e siècle : Du Moulin, son rôle en Suisse et Cujas*. Berne 1875.

BECCARIA : *Elementi di Economia*, Milan 1804.

BODIN (Jean) : *De Republica*, 3^e éd., Paris 1578.

BRANTS (V.) : *L'Economie sociale au moyen âge. Coup d'œil sur les débuts de la science économique dans les écoles françaises, aux XIII^e et XIV^e siècles*, Louvain 1891.

BRENTANO (Lujó) : *Die Anfänge des modernen Kapitalismus*, Munich 1916.

CIOLI : *Storia delle Doctrine Economiche*, traduit sous le titre : *Histoire Economique*, par G. Bouthoul, Paris 1938.

DIEHL (Charles) : *Justinien et la civilisation byzantine au VI^e siècle*, Paris 1901.

DUREAU DE LA MALLE : *Economie politique des Romains*, Paris 1840, 2 vol.

DUBOIS (Auguste) : *Précis de l'histoire des doctrines économiques, dans leurs rapports avec les faits et avec les institutions*. Tome I, Paris 1903.

ENDEMANN (W.) : *Die nationalökonomischen Grundsätze der Canonistischen Lehre*, Jena 1865.

— *Studien in der romanisch Kanonistischen Wirtschafts- und-Rechtslehre, bis gegen Ende des XVII-ten Jahrhunderts*, Berlin 1874-1883.

FAGNIEZ (Gustave) : *Documents relatifs à l'industrie et au commerce*, Paris 1898-1900, 2 vol.

— *L'économie sociale de la France sous Henri IV*, Paris 1897.

FERRADOU (André) : *Des biens des monastères à Byzance*, Bordeaux 1896.

FORESTIE (Edouard) : *Les livres de comptes des frères Bonis*, Montauban 1885.

GALIANI : *Della moneta scrittori*, Naples 1803.

GEMAEHLING (Paul) : *Les Grands Economistes*, Paris 1925.

GIDE (Charles) : *Principes d'Economie Politique*, Paris 1884.

GIRARD (E. DE) : *Histoire de l'Economie Sociale jusqu'à la fin du XVI^e siècle*, Paris 1900.

GLOTZ : *Le travail dans la Grèce ancienne*, Paris 1920.

GROETHUYSEN (B.) : *Origines de l'esprit bourgeois en France*, I. L'Eglise et la bourgeoisie, Paris 1927.

GROTIUS : *De jure belli ac pacis*, Livre II, 1^{re} éd., Amsterdam 1625.

GUIRAUD : *La propriété foncière en Grèce*, Paris 1893.

HAUSER (Henri) : *Les débuts du capitalisme*, Paris 1927.

— *Les caractères généraux de l'Histoire Economique de la France du milieu du XVI^e à la fin du XVIII^e siècle* (in *Revue Historique*, T. 173).

— *Etudes sur la Réforme française*, Paris 1909.

HELFELE-LECLERCQ : *Histoire des Conciles*, Paris 1907.

LAVISSE (Ernest) : *Histoire de France, depuis les Origines jusqu'à la Révolution*, Paris 1903-1911, 9 vol.

LAW : *Mémoire sur les Banques dans les Economistes français du XVIII^e siècle*, éd. Daire, Paris 1851.

MARTIN (Olivier) : *L'esprit de tradition et l'esprit critique dans les œuvres de Dumoulin*, Paris 1908.

MAUSS : *Essai sur le don, forme archaïque de l'échange* (in *Annales Sociologiques*, 1925).

MICHELET : *Histoire de France*, T. X, éd. définitive Flammarion, 1893-1894.

MIGNE : *Patrologie*, 1844 et ss., Paris.

MIRABEAU : *Philosophie rurale*, Amsterdam 1764.

MONTESQUIEU : *Esprit des lois*, éd. Hachette, 1880.

- NIEBUHR : *Römische Geschichte*, Berlin 1811/32, traduction française de de Gobey, Paris 1830/40.
- PONTAS (Messire Jean, D^r en droit canon et sous-pénitencier de l'Eglise de Paris) : *Examen général de conscience sur tous les péchez qu'on peut commettre dans les différents états de la vie*, Paris 1728.
- PLATON : *Des Lois*, Livre V, T. VII et VIII des Œuvres complètes traduites par V. Cousin, Paris 1831.
- POTHIER : *Traité des Contrats de Bienfaisance*. Œuvres complètes, éd. de Saint-Albin, 1821/24, T. VIII.
- QUESNAY (F.) : *Dialogue sur les travaux des artisans*, 1^{re} éd., 1766, et dans Œuvres complètes, Paris 1888.
- TURGOT : *Essai sur la distribution des richesses*. Œuvres complètes, avec notes de Dupont de Nemours, Paris 1844.
- SAEGMULLER : *Lehrbuch des Katholischen Kirchenrechts*, 3^e éd. 1914, 2 vol.
- SAINTE-BEUVE (Jacques de) : *Résolutions de plusieurs cas de conscience*, Paris 1688-1704.
- SAVARY (Jacques) : *Le Parfait Négociant, ou instruction générale pour ce qui regarde le commerce des marchandises de France et des pays étrangers*, suivi des *Parères ou avis et conseils sur les plus importantes matières du commerce*, Paris 1679.
- SAVARY DES BRUSLONS : *Dictionnaire Universel de Commerce, d'Histoire Naturelle et des Arts et Métiers*. Amsterdam 1726-1732.
- SAY (Léon) : *Turgot*, Paris 1887.
- SOMBART (Werner) : *Der moderne Kapitalismus*. tome III, traduit sous le titre : *L'Apogée du Capitalisme*, par Jankelevitch, Paris 1932, 2 vol.
- TESTAUD (G.) : *Des rapports des puissants et des petits propriétaires ruraux dans l'Empire byzantin au x^e siècle*, Paris 1898.
- VON BOEHM BAWERK (Eugen) : *Histoire critique des théories de l'intérêt du capital*, trad. Paris 1903, tome II.
- WALTER : Article « Thomas von Aquino », in *Handwörterbuch der Staatswissenschaft* de CONRAD, t. VII, 1911.
- WEBER (Max) : *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie*, 2 vol., Tübingen 1920.
- Trad. *The protestant ethic and the spirit of capitalism*, Londres 1930.

III

OUVRAGES CONCERNANT PARTICULIEREMENT
L'USURE ET LES QUESTIONS CONNEXES

- ANONYMES : *Lettre d'un jurisconsulte à un provincial de ses amis sur l'usure*, Bruxelles 1698.
— *Le faux dépôt*, Lyon 1664.
- ARGON : *Institution au droit françois*, Livres III et IV, Paris 1750, 2 vol.
- APPLETON (Charles) : *Contribution à l'histoire du prêt à intérêt à Rome : le taux du « fenus unciarum »*. (Nouvelle Revue Historique du droit français et étranger, 1920.)
- BACON : *Sermones fideles*, 1597.
- BENTHAM : *Defense of Usury*. Traduit sous le titre : *Défense de l'usure ou lettre sur les inconvénients des lois qui fixent le taux de l'intérêt de l'argent*, Paris 1828.
- BICOTIÈRE (DE LA) : *Traité de l'usure et interest pour savoir dans quel sens ils sont contre le droit naturel et divin*, 1713, Rennes.
- BLONDEAU (Claude) et GUERET (Gabriel), avocats : *Journal du Palais*, 1755, Paris.
- BOSSUET : *Traité de l'Usure*, T. VIII des Œuvres complètes, éd. Garnier.
- BROEDERSEN : *De usuris licitis et illicitis*, Leyde, 1743.
- CALVIN (Jean) : *De usuris responsum* (lettre à Cl. des Sachins).
— *V^e et VI^e sermons sur le chap. XXII du Deutéronome*.
— *Préceptes*.
— *Commentaire sur le Psaume XV*.
— *Commentaire sur Ezéchiel*.
— *Opera omnia*, 1^{re} éd., Amsterdam 1671, 9 vol.
- CARREL (L.-J.) : *De la pratique des billets où les sentiments de l'Ecriture sont fidèlement exprimés*, Bruxelles 1690.
- CHADUC (R.-P.) : *Traité de la nature de l'usure où est réfuté le livre de Jean du Tertre*, Avignon 1675.
- CLARETIE (G.) : *L'Usure en matière civile et pénale*, Paris 1901.

- CLEIRAC : *Usance du négoce ou commerce de la banque et des lettres de change*, Paris 1659.
- COCHOIS (Nicolas) : *La condamnation de l'Usure par l'Ecriture, les Saints Canons et la tradition de l'Eglise*, Angoulême 1672.
- COLONIA (P. André) : *Eclaircissements sur le légitime commerce des intérêts*, Lyon 1676.
- COSTE (L.) : *Histoire des Doctrines Economiques concernant la légitimité de l'intérêt*, Paris 1897.
- COULAZON (L.) : *L'injustice usuraire en face du droit canonique et du droit séculier*, Montpellier 1920.
- DU MOULIN (Charles) : *Tractatus contractuum et usurarum redditumque pecunia constitutorum* (1546).
— *Sommaire analytique des contrats et usures* (1547). Bib. Nat. Ms., vol. 260 et 712 de la collection Dupuy.)
— *Œuvres complètes*, 1^{re} éd., Paris 1612.
- DUPUY DE LA SERRA : *Arts des lettres de change*, 1680.
- DURAND DE MAILLANE : *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale*, Paris 1776.
- DUTHOIT (Eugène) : *Liberté du contrat et tradition chrétienne, l'injustice usuraire du droit moderne*, Paris 1914.
- EMERIGON (B.-N.) : *Traité des Assurances et des Contrats à la grosse*, Paris 1783.
- FAVRE (Jules) : *Le prêt à intérêt dans l'ancienne France*, Paris, 1900.
- FEKAR (Benali) : *L'usure en droit musulman et ses conséquences pratiques*, Lyon 1908.
- GENESTAL : *Rôle des Monastères comme établissements de crédit, étudié en Normandie du XI^e à la fin du XIII^e siècle*, Paris 1901.
- GOUSSET (Mgr) : *Exposition de la doctrine de l'Eglise sur le prêt à intérêt*, extraits des Conférences d'Angers. (Ed. de 1823), Paris 1825.
- HÉRICOURT (Louis de) : *Des lois ecclésiastiques de la France dans leur ordre naturel*, Paris 1825.
- LA GIBONNAIS (J.-A. DE) : *De l'usure, intérêt et profit qu'on tire du prêt, ou l'ancienne doctrine opposée aux nouvelles opinions*, Paris 1710.
- LE GOFF (Marcel) : *Du Moulin et le prêt à intérêt*, Bordeaux 1905.
- LE PRESTRE (Claude) : *Questions notables de droit*, Paris 1679.

- LE SEMELIER (P. Jean-Laurent) : *Conférences Ecclésiastiques de Paris, sur l'usure et la restitution*, 1^{re} éd. 1718, 2^e éd. revue et corrigée 1724, 3^e éd. 1733, 4^e éd. 1748, 5^e éd. 1756, 2 vol.
- LÉVY-BRUHL (H.) : *Histoire de la lettre de change en France aux XVII^e et XVIII^e s.*, Paris 1933.
- LOCKE : *Considerations on the consequences of the lowering of interest and rising the value of money*, 1691.
- LOUËT : *Recueil de plusieurs notables arrêts donnez en la Cour du Parlement de Paris*, 2 vol., Paris 1672.
- MASSON (René) : *L'Usure au moyen âge*, Versailles 1923.
- MOESER (Walter) : *Der Bodmereibrief*, Leipzig 1928.
- PASCAL (Blaise) : *Provinciales*, 8^e Lettre, éd. des Grands Ecrivains, Paris 1914 et éd. Molinier, 1877-79.
- PIROT (Le P. Georges) : *Apologie pour les casuistes*, Paris 1657.
- POCQUET DE LIVONNIÈRE : *Règles du droit français*, Livre IV, chap. 3 (du contrat de prêt par promesse ou obligation), Paris 1730.
- POTHIER : *Du Contrat de Constitution de rentes*, éd. de Saint-Albin, 1821-24, T. V.
— *De l'Usure*, id., T. VII.
- ROUSSEAU DE LA COMBE (Guy de) : *Recueil de jurisprudence canonique et bénéficiale*, Paris 1771.
- RYAN (F. W.) : *Usury and usury laws*. Boston (U. S. A.), 1924.
- SAUMAISE : *De modo usurarum liber*, Leyde 1639.
— *De fœnore trapezitico*, 1640.
— *De mutuo*, 1640.
- SCIPIONE MAFFEI : *Dell' Impiango del Denaro*, Rome 1746.
- THOMAS D'AQUIN (Saint) : *Somme*, Questions LXXVII et LXXVIII, *De Peccato usurae*, éd. de la Revue des Jeunes « Le Péché », T. I et II, 1930, ou *Opera omnia*, éd. Léon XIII, T. IX, p. 155 et ss.
— *De Usuris*, parties I et II, attribution contestée.
- TROPLONG : *Du droit civil expliqué*, vol. sur le prêt et sur les assurances, Paris 1845.
- THOMASSIN (Le P. Louis) : *Traité du négoce et de l'usure*, Paris 1697.
- THORENTIER (R. P. J.) : *L'Usure... réfutation de Chaduc (R. P.)* par M. du Tertre, Paris 1673.
— 2^e éd. sous son nom, Paris 1689.

- *Défense des sentiments de Lactance sur le sujet de l'usure*, Paris 1671.
- TURGOT : *Mémoire sur les prêts d'argent*, 1^{re} éd. 1769 ou dans *Œuvres complètes*, avec notes de Dupont de Nemours, Paris 1844.
- VERMEERSCH (A.) : Article Intérêt (Prêt à) dans *Dictionnaire apologétique*.

IV

OUVRAGES CONCERNANT LE PERE LE SEMELIER, LES CONFÉRENCES ECCLESIASTIQUES ET LEUR INTERPRÉTATION

- BABIN (F.) . *Conférences ecclésiastiques du diocèse d'Angers*, 1^{re} éd. des Conférences sur les Contrats, Angers 1738. Ed. de Mgr Gousset, Paris 1823.
- BAIZE (R. P.) : Art. « Père Le Semelier », in *Mercur de France*, juillet 1725.
- BOSSUET : *Politique tirée de l'Écriture Sainte*, T. VII des *Œuvres complètes*, éd. Garnier.
- CASTELEIN (le P. A.) : *Cours de philosophie*, T. III, Les principes de la Philosophie Morale, Namur 1887-90.
- CHARLES BORROMÉE (Saint) : *Règlemens pour l'instruction du Clergé*, Paris 1663.
- DU PIN (Louis Ellies) : *Histoire Ecclésiastique du XVII^e siècle*, Paris 1714, 4 vol.
- FERET (Abbé P.) : *La faculté de théologie de Paris et ses docteurs les plus célèbres*, Paris 1905-10, 7 vol.
- INGOLD et BATTERÉL : *Documents pour servir à l'histoire religieuse des XVII^e et XVIII^e s.* (III^e vol.), Paris 1902-11.
- JOURNAL DES SAVANS, Paris 1665-1733, T. LXIII.
- LÉON XIII : *Encyclique « Immortale Dei »* (1^{er} nov. 1885) in *Acta*, Rome 1881-1905, 24 vol.
- LE SEMELIER (le P. J.-L.) : *Conférences Ecclésiastiques de Paris sur le Mariage*, 1713.
- *Conférences Ecclésiastiques sur le Décalogue*, Bruxelles 1759.
- PECHENARD (Mgr) : *Étude historique sur les Conférences Ecclésiastiques*, Paris 1896.
- Articles « Conférences Ecclésiastiques », in *Dictionnaire de Théologie Catholique*.

PRUNEL (L.-N.) : *Les premiers séminaires en France au XVII^e siècle*, Paris 1909.

— *La renaissance catholique en France au XVII^e siècle*, Paris 1921.

SCHOENHER (P.) : *Histoire du Séminaire de Saint-Nicolas du Chardonnet*, Paris 1911, 2 vol.

SUAREZ (F.) : *Tractatus de legibus ac de legislatore*, Lyon 1613.

THOUVENIN : Article « Le Semelier », in *Dictionnaire de Théologie Catholique*.

TREVoux : *Journal ou Mémoires pour servir à l'histoire des Sciences et des Arts*, 1701-1767. Vol. concernant 1708.

VINCENT DE PAUL (Saint) : Lettre LXXXIII, in *Correspondance, Entretiens et Documents*, éd. Coste, Paris 1925.
On consultera également :

Le Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastique, le Dictionnaire d'histoire ecclésiastique et d'archéologie chrétienne, le Dictionnaire de théologie catholique, le Dictionnaire apologétique de la Foi, le Dictionnaire de la Bible, le Dictionnaire historique de Moreri (Paris 1759), les Annales ecclésiastiques de Baronius et Raynaldus (38 vol., Lucques, 1738-1759), les Chroniques bibliographiques de la Revue d'Histoire ecclésiastique de Louvain, de la Revue d'Histoire ecclésiastique de l'Eglise de France, de la Revue d'Apologétique, de la Revue du Clergé français, de la Revue des Sciences religieuses de Strasbourg, etc...

TABLE DES MATIERES

<i>Introduction</i>	5
-------------------------------	---

PREMIERE PARTIE

I. — LE MILIEU : Etudes sur les Conférences ecclésiastiques et sur le Père Le Semelier.	11
II. — L'ŒUVRE : Les Conférences sur l'Usure	19
III. — LES DONNÉES DU PROBLÈME : Loi civile et loi ecclésiastique	28

DEUXIEME PARTIE

I. — SAINT THOMAS D'AQUIN ET L'INTERDICTION ECCLÉSIASTIQUE DU PRÊT A INTÉRÊT. LES SOURCES DES CONFÉRENCES SUR L'USURE...	40
II. — LES LOIS CIVILES DEPUIS ROME JUSQU'À L'ÉPOQUE DES CONFÉRENCES	63
III. — LA LUTTE ENTRE LA THÉORIE ET LA PRATIQUE ou la pratique de l'usure malgré les lois, de Rome à l'époque des Conférences	72
IV. — LA LUTTE DOCTRINALE ET LES PARTISANS DE L'USURE. DISCUSSION	94

TROISIEME PARTIE

I. — L'INTRANSIGEANCE DE LA DOCTRINE ECCLÉSIASTIQUE. LES EXCEPTIONS ADMISES	119
II. — LES USURES MANIFESTES	143
III. — LES USURES PALLIÉES	151
CONCLUSION. Evolution de la législation après le Père Le Semelier	173
Bibliographie	181

